

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

UNE ANALYSE SOCIOHISTORIQUE
DES COMMUNAUTÉS IMAGINÉES DES BALKANS AUX XIX^E ET XX^E SIÈCLES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
FANNY THEURILLAT-CLOUTIER

OCTOBRE 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens formellement à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour l'aide financière qu'il m'a octroyée pour l'année 2007-2008. Je remercie également le Fonds à l'accessibilité et à la réussite des études (FARE) de l'UQAM pour la bourse d'excellence aux études supérieures qu'il m'a décernée pour l'année 2006-2007.

Je tiens à remercier toutes les personnes sans lesquelles la réalisation de ce mémoire n'aurait pas été possible, à commencer par mon directeur, Frédérick Guillaume Dufour, pour ses nombreux et précieux commentaires, encouragements et relectures. Merci également à mon frère, Arnaud, et mes amis Leïla Brener, Olivier Roy et Jonathan Lalande-Bernatchez qui m'ont tous trois grandement aidée de diverses manières à différentes étapes de ma rédaction. Bien que mon mémoire se situe dans un autre champ de recherche que le leur, je suis redevable intellectuellement au Collectif d'Analyse sur la Financiarisation et le Capitalisme Avancé (CAFCA) et à Eric Pineault en particulier. Le dernier remerciement mais non le moindre va à mes parents pour leur support indéfectible malgré la distance.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES.....	vii
RÉSUMÉ.....	viii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I PROBLÉMATIQUE.....	6
1.1 Revue de littérature.....	7
1.1.1 Les thèses de la modernisation et la libéralisation.....	8
1.1.2 Essentialisation et instrumentalisation du nationalisme.....	12
1.1.3 Reconstitution politique des identités.....	14
1.2 Question spécifique et hypothèses.....	18
CHAPITRE II LE NATIONALISME REVISITÉ. THÉORIES DU NATIONALISME.....	22
2.1 Débat sur les origines du nationalisme	23
2.1.1 Le primordialisme.....	23
2.1.2 L'ethno-symbolisme.....	26
2.1.3 Le modernisme.....	29
2.1.4 Conclusion	38

2.2 Brubaker : la "nation" comme catégorie pratique, forme institutionnalisée et événement contingent.....	43
2.2.1 Catégories pratiques et catégories analytiques : la critique du groupisme.....	44
2.2.2 Lutte dans le champ des sciences sociales.....	46
2.2.3 Le nettoyage ethnique instrumentalisé.....	48
2.2.4 Pour en finir avec la dichotomie nationalisme civique/nationalisme ethnique.....	49
2.2.5 Le concept de clôture sociale : une alternative au groupisme.....	50
2.2.5 Réintroduire les agents dans le macro : Brubaker sur la fin des Empires.....	52
2.2.6 Conclusion.....	56
2.3 Pour une sociologie historique du nationalisme : L'articulation du micro au macro.....	57
2.3.1 Relations sociales d'appropriation.....	59
2.3.2 Non-différenciation a priori des sphères d'activités.....	60
2.3.3 Le nationalisme, un nouvel objet de recherche.....	63
2.3.4 Conclusion.....	66
CHAPITRE III	
RÉGIMES D'APPROPRIATION ET VARIATION DES CLÔTURES SOCIALES DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX : DE L'EMPIRE OTTOMAN À LA FÉDÉRATION YUGOSLAVE.....	68
3.1 La domination ottomane (1389-1815).....	70
3.1.1. Formes institutionnelles des clôtures sociales.....	71
3.1.2. Idiomes culturels des clôtures sociales.....	73
3.2 Le contrôle austro-hongrois (1815-1914).....	78

3.2.1 Formes institutionnelles des clôtures sociales.....	84
3.2.2 Idiomes culturels des clôtures sociales.....	88
3.3 La première Yougoslavie (1918-1940) et la Deuxième Guerre mondiale.....	94
3.3.1. Formes institutionnelles des clôtures sociales.....	96
3.3.2 Idiomes culturels des clôtures sociales.....	97
3.4. La République fédérale socialiste de Yougoslavie (première période : 1943-1973)....	99
3.4.1. Formes institutionnelles des clôtures sociales.....	104
3.4.2. Idiomes culturels des clôtures sociales.....	106
3.5. Conclusion.....	108
CHAPITRE IV	
CRISE D'APPROPRIATION ET REDÉFINITION DES CLÔTURES SOCIALES EN	
YUGOSLAVIE (DEUXIÈME PÉRIODE : 1973-1991)	
4.1 La fermeture sociale nationaliste comme réaction à la crise économique.....	113
4.1.1 Transformation des relations sociales d'appropriation.....	115
4.1.2 Le cas du Kosovo.....	119
4.2 « Appropriation reframed ».....	123
4.3 Idiomes culturels marqués par le nationalisme : des communautés imaginées aux effets bien concrets.....	127
CONCLUSION.....	133
BIBLIOGRAPHIE.....	136
APPENDICE A	
CARTE DE L'EUROPE DE L'EST EN 1815.....	144

APPENDICE B	
CARTE DES BALKANS 1878-1913.....	145

APPENDICE C	
CARTE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE SOCIALISTE DE YOUGOSLAVIE.....	146

LISTE DES ACRONYMES

ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
APEC	Coopération économique pour l'Asie-Pacifique
AVNOJ	Conseil Anti-Fasciste de Libération nationale de Yougoslavie
BM	Banque Mondiale
CRCD	Centre serbe pour le Développement de la Société Civile
FMI	Fonds Monétaire International
JNA	Armée nationale yougoslave
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONU	Organisation des Nations Unies
RFY	République fédérale socialiste de Yougoslavie
RI	Relations Internationales
UE	Union Européenne
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

RÉSUMÉ

C'est *au travers* du prisme nationaliste qu'on a tâché de comprendre et de résoudre les conflits en ex-Yougoslavie, étudiés souvent comme des conflits entre Serbes, Croates, Bosniaques, Albanais, etc. Mais qui sont au juste les fameux « groupes nationaux » dont il est question ? Le sociologue américain Rogers Brubaker dirait qu'on a fait acte ici de groupisme (*groupism*) en prenant pour acquis des groupes dont les clôtures sociales sont loin d'être incontestées. Pour reprendre une idée d'Etienne Balibar, il a bien fallu « instituer dans le réel cette unité imaginaire contre d'autres unités possibles ». Ce mémoire se propose de relire *comment* se sont construites les clôtures sociales nationalistes dans les Balkans occidentaux tout au long du XIX^e et du XX^e siècle et *contre* quels autres types de clôtures sociales concurrentes.

L'objectif est de jeter un regard nouveau sur le nationalisme à partir d'une approche moderniste, tout en dépassant ses limites habituelles que sont les modèles trop généraux et la réification des groupes nationaux. Pour ce faire, notre démarche combine l'approche de Rogers Brubaker avec celle de la théorie des relations sociales de propriété. Une hypothèse centrale est que ce processus est intrinsèquement lié aux conflits sociaux autour de l'appropriation des surplus politiques, économiques et culturels. Nous voulons repenser l'imbrication dynamique des institutions, des rapports de pouvoir, des relations sociales d'appropriation et de la constitution d'une identité collective.

Les communautés imaginées nationales ont progressivement pris la place prépondérante face à d'autres formes d'appartenance. Tout d'abord inexistantes dans l'Empire ottoman, d'un côté elles se sont par la suite constituées sur la base des Églises auto-céphales serbe et grecque. De l'autre, elles ont permis à la petite noblesse et la bourgeoisie croate de s'affirmer face aux nationalistes hongrois. Sous la première Yougoslavie, les discriminations vécues principalement par les populations non-slaves cristallisent pour la première fois le sentiment d'appartenance nationaliste chez les classes dominées. Ainsi, à la création de la deuxième Yougoslavie, une structure fédérale sur des bases nationalistes est négociée et c'est le long de ces lignes qu'elle finira par imploser, du fait d'inégalités politiques et économiques. Durant la période couverte, les définitions des divers groupes nationaux ont connu maintes transformations, que ce soit au niveau des marqueurs de la nationalité (langue, religion, ethnicité, etc.), des populations incluses et exclues et des objectifs poursuivis par la clôture sociale nationalitaire. Aujourd'hui, après avoir redéfini les clôtures sociales au profit des élites locales, les catégories nationales sont la référence douloureuse à un passé récent qui a reconfiguré la région en homogénéisant le territoire, mais aussi le sentiment d'appartenance.

MOTS CLÉS : Balkans, Brubaker, catégories nationales, communautés imaginées, nationalisme, relations sociales d'appropriation, sociologie historique, Yougoslavie, XIX^e siècle, XX^e siècle.

INTRODUCTION

Au mois de mars 2010, le Ministre serbe des Droits de la Personne et des Minorités, Svetozar Čiplić, annonçait qu'il lui était impossible de reconnaître aux personnes se déclarant Yougoslaves le statut de minorité, en invoquant pour raison qu'«il leur manque une langue, un alphabet et une littérature¹». La catégorie yougoslave devrait d'après lui disparaître des catégories de recensement, puisque la nation à laquelle elle réfère n'existe pas. Or, en 2002, lors du dernier recensement effectué en Serbie, plus de 80'000 individus déclaraient appartenir à cette nationalité, ce qui représentait la troisième plus grande minorité du pays. Il est intéressant de noter que le Centre serbe pour le Développement de la Société Civile (CRCD), un organisme serbe qui a réagi rapidement aux propos et intentions du Ministre, rétorque par le biais des mêmes catégories. Il justifie l'existence de la nation yougoslave par l'existence d'une langue et d'une littérature :

Les Yougoslaves désignent leur langue comme le serbo-croate ou le croato-serbe, ils ont deux alphabets, le latin et le cyrillique, et une littérature du plus haut niveau créée précisément dans cette langue. Les auteurs qui se sont exprimés comme étant de nation yougoslave ont obtenu les plus hautes distinctions pour leur contribution à la culture universelle, y compris le prix Nobel ².

Les discours d'un Ministre et d'un organisme non gouvernemental s'affrontent à propos de l'existence d'une minorité yougoslave. Autrement dit, ils cherchent à légitimer et délégitimer une catégorie nationale. Ce qui pousse le Ministre à vouloir éliminer la catégorie est que ce nombre important de personnes se réclamant de la nationalité yougoslave pourrait être interprété comme un signe d'opposition au nationalisme serbe. C'est le choix du projet yougoslave contre la Serbie, qui pourrait sinon en bonne part être englobée dans la majorité

¹Centre serbe pour le Développement de la Société Civile, « Serbie : la grogne des " non reconnus " yougoslaves », *Courrier des Balkans*, 19 mars 2010.

²*Ibid.*

nationale serbe, puisqu'une grande partie des individus s'identifiant sous cette catégorie pourrait se réclamer sinon de la nationalité serbe.

D'où provient cette lutte ? Quels sont les enjeux sous-jacents ? On sent bien que dans cet événement qui a lieu dans l'arène institutionnelle, l'histoire joue un rôle symbolique central. Tout cela ne peut être compris sans étudier les origines et le développement des catégories nationalistes dans le temps. Comment se fait-il en effet qu'une nationalité tirant ses racines de plus loin a des chances plus importantes de l'emporter et de s'imposer comme la « vraie » nationalité, au détriment de l'autre, qualifiée dès lors d'« artificielle »³ ? Les catégories en vigueur en Serbie contemporaine tirent leurs racines des guerres d'ex-Yougoslavie qui ont marqué le début des années 1990.

L'objectif de ce mémoire est d'apporter un nouvel éclairage sur le nationalisme dans les Balkans en partant de ce questionnement. L'analyse des processus de catégorisation, tant dans les institutions que par le sens commun prend le problème par un angle peu usité. Notre mémoire vise plus spécifiquement à rendre compte de l'émergence et de la transformation sur la longue durée des communautés imaginées dans la région cernée par les frontières de l'ex-Yougoslavie.

Le choix de procéder à l'aide d'une approche socio-historique sur la longue durée vise tout d'abord à contrer la tendance à concevoir le nationalisme dans la région comme un nationalisme ayant toujours existé entre divers groupes ethniques incapables de vivre ensemble. Cette conception, qui est celle des approches primordialistes, est à présent assez rare dans la littérature scientifique, car elle a été largement critiquée pour sa conception transhistorique du nationalisme. Mais malgré cette critique pertinente, les approches alternatives ont conservé deux autres lacunes dans leur traitement des origines sociales des conflits en ex-Yougoslavie. La principale de ces lacunes est une tendance commune à réifier les catégories nationales, tout en admettant leur origine moderne. La seconde lacune est que les approches étudiant les causes sociologiques des événements qui ont conduit la Fédération

³Pour une utilisation non critique de ces catégories de vraie nationalité et de nationalité artificielle, voir Ian D. Armour, *A History of Eastern Europe 1740-1918*, New York et Londres, Hodder Education, 2006, p. 257.

socialiste à une situation dramatique dans les années 1990 ont tendances à accorder peu d'importance aux spécificités historiques des divers nationalismes dans les Balkans.

Cette seconde lacune s'illustre dans deux types d'approches différentes. La première est une approche qui pense la fin de la Yougoslavie en terme de modernisation et de libéralisation. Elle pêche par son modèle explicatif trop général, au point d'en devenir téléologique, en considérant la période communiste comme une période de latence du nationalisme. En postulant la « levée des obstacles » qui survient avec la disparition du régime socialiste, elle soutient implicitement que les conflits nationalistes devaient survenir, pour être menés à leur fin d'autodétermination. La seconde, l'approche post-structuraliste, pense la reconstitution des identités politiques mais elle néglige leur institutionnalisation antérieure et l'analyse des rapports sociaux qui y sont sous-jacents. L'une et l'autre ne tiennent pas compte des spécificités historiques de la région.

Les rares auteurs à avoir travaillé au contraire à l'analyse des problèmes institutionnels et des rapports sociaux à l'origine des conflits n'ont pas cherché à comprendre pourquoi une crise sociale, politique et économique s'est exprimée sous la forme de conflits nationalistes. Ceci dénote une tendance à réifier les groupes sociaux en présence, en prenant pour acquis que si un conflit devait survenir, il devait forcément le faire entre des groupes nationaux (plutôt qu'entre classes sociales par exemple). La tendance à réifier les groupes nationaux s'exprime dans le fait de poser le conflit comme étant un conflit entre Serbes, Croates, Bosniaques, etc. Si c'est en effet bien ainsi que les entrepreneurs nationalistes décrivent le conflit qu'ils mènent, c'est afin de s'arroger une légitimité en se considérant porteurs du discours et des fins de l'ensemble d'une population. Il ne faut pas négliger de penser les conflits qui ont pu avoir lieu pour la définition de ces groupes historiquement et lors des moments de crise menant à la dissolution de la Yougoslavie.

À notre sens, il importe de dépasser ces deux lacunes dans le même temps. Le déficit sur le plan des travaux historiques pourrait ainsi être comblé en même temps que l'absence d'analyse de la construction des catégories nationales. La question orientant notre démarche sera donc la suivante : Comment le nationalisme s'est-il constitué et institutionnalisé dans les

Balkans occidentaux, sur la longue durée, en tenant compte des relations sociales d'appropriation ?

Le fait de remonter aux conditions de possibilité socio-historiques d'un imaginaire national permettra de ne pas prendre pour acquis l'existence des communautés nationales, mais au contraire, de tenir compte de leur origine et de leurs développements. Sur le plan épistémologique, notre démarche s'inscrit principalement dans la perspective du sociologue américain Rogers Brubaker. Il s'agit de penser en termes dynamiques et relationnels l'affrontement en vue d'imposer une définition de la communauté, puis de la catégorie nationale. D'un côté, cela passe par l'étude de l'institutionnalisation progressive des catégories nationalistes, pensée en terme d'affrontement et en lien avec les relations sociales d'appropriation des surplus politiques, économiques et culturels. De l'autre côté, la relation entre les catégories institutionnalisées et celles du sens commun, le décalage qui peut exister entre les deux doivent aussi être mis au jour. Sur le plan méthodologique, notre démarche rejoint donc celle de la Théorie des relations sociales de propriété, qui revendique une analyse socio-historique tenant compte des déterminations réciproques avec les relations sociales d'appropriation.

Suivant cette perspective socio-historique et constructiviste, ce mémoire sera divisé en quatre chapitres. Dans un premier temps, nous procéderons à la démonstration plus détaillée des lacunes rencontrées dans la littérature portant sur l'ex-Yougoslavie et proposerons une problématique alternative possédant une perspective élargie de l'histoire des Balkans. Dans un deuxième temps, se posera le problème du cadre conceptuel permettant une analyse du phénomène nationaliste tout en tenant compte des objectifs que nous nous sommes fixés. Plus concrètement, nous retracerons les trois courants principaux s'affrontant autour de la question des origines du nationalisme, à savoir le primordialisme, le modernisme et l'ethno-symbolisme ; tout en nous situant du côté des modernistes, nous soulignerons l'apport critique que peuvent y faire les contributions du sociologue Rogers Brubaker et de la Théorie des relations sociales de propriété. Dans un troisième temps, sur la base des outils conceptuels qu'elles nous permettront de définir, nous nous intéresserons à l'histoire des Balkans à partir de la période qui précède la désintégration ottomane et jusqu'aux premières décennies de la Yougoslavie titiste. Finalement, le quatrième chapitre portera sur la période de crise connue

par la Yougoslavie et qui mènera à sa disparition. Nous situons les débuts de la crise dans la première moitié des années 1970, tout en ne négligeant pas de les relier avec les catégories nationales déjà instituées. Dans chacun des deux derniers chapitres, nous observerons les transformations des clôtures sociales sous leurs formes institutionnelles et culturelles en observant leur détermination réciproque avec les relations sociales d'appropriation des surplus.

L'analyse mettra en lumière le fait que les conflits nationalistes autour de la dissolution de la Yougoslavie, sans provenir d'un passé immémorial, tirent leur source de l'histoire mouvementée de la construction des catégories nationales à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, qui s'est produite en rapport avec des luttes entre les classes dominantes pour le pouvoir politique et la capacité d'appropriation économique. La nation est une communauté imaginée qui s'est développée à partir du XIX^e siècle et qui a connu de nombreuses transformations au fil du temps, tout en se cristallisant progressivement jusqu'à dessiner les frontières actuelles des Balkans occidentaux. Nous verrons comment les mouvements nationalistes ont redessiné les clôtures sociales de la région.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

En 1991, la Yougoslavie implose et plusieurs guerres s'ensuivent, qui redessinent les frontières géopolitiques de la région, mais aussi la distribution des populations à l'intérieur des nouvelles unités administratives. Une homogénéisation radicale des groupes sociaux a lieu, sur la base des catégories nationalistes. Dans sa tentative de comprendre la fin de la Yougoslavie socialiste, ce mémoire part du postulat que le nationalisme a joué un rôle majeur dans la désintégration de cet État. Faire le choix d'une analyse du nationalisme dans le cas de ce conflit, c'est faire un choix politico-normatif, à savoir celui de *ne pas* concevoir le problème comme étant celui des difficiles rapports ethniques ; au contraire, l'analyse du nationalisme ancre un conflit dans son rapport à l'État et à la souveraineté. Un second postulat réside dans une approche résolument socio-historique⁴. Les guerres de Yougoslavie (1991-1999) ont été abordées dans la littérature par de multiples entrées : le rapport à la mémoire, le génocide et le nettoyage ethnique, l'analyse des interventions internationales en vue de la résolution du conflit, les partitions et les accords de paix, etc. L'approche socio-historique est l'enfant pauvre de ce foisonnement de travaux empiriques. Le nationalisme, quant à lui, bien que largement traité, est presque toujours pris comme un outil analytique plutôt qu'un objet d'analyse, tel qu'il en ressort de la revue de littérature ci-dessous. Autrement dit, il joue un rôle explicatif de premier plan, mais sa conceptualisation et son historicité ne sont que très rarement réfléchies. C'est partant du constat de cette lacune que nous construirons une problématique autour de l'étude des conditions socio-historiques d'émergence et de développement du nationalisme dans les Balkans. Voici tout d'abord une

⁴ « Le processus historique véritable exige une précision et une délicatesse d'analyse bien plus grandes que les analyses par périodes, toujours impressionnantes, mais qui ne s'intéressent qu'aux caractéristiques et aux traits principaux. » Raymond Williams, *Culture et matérialisme*, p. 41.

définition de la nation et du nationalisme telle qu'ils seront compris dans ce mémoire. La nation est une catégorie pratique qui fournit un principe de division du monde social⁵. Elle peut prendre une forme institutionnalisée, ou être issue d'un évènement contingent. Elle ne doit surtout pas être réifiée. Le nationalisme, quant à lui, est le fruit des luttes dans le champ politique, pas une propriété intrinsèque aux collectivités⁶.

1.1 Revue de littérature

En 1990-1991 émerge l'expression du « nouveau nationalisme » autour de l'idée que le regain de tensions nationalistes va de pair avec une nouvelle forme de nationalisme⁷. Assurément, le nationalisme reste un incontournable point d'ancrage des réflexions durant et au sortir des guerres de Yougoslavie. Que nous permet d'en comprendre la littérature existante sur le sujet ? Dans la section qui suit, nous présentons les textes les plus pertinents tirés de la littérature scientifique portant sur les guerres de Yougoslavie. Cette revue de littérature dresse un portrait synthétique des diverses manières dont le nationalisme a été abordé en lien avec les guerres yougoslaves des années 1990. Elle permettra ainsi de situer notre approche par rapport à celles déjà existantes et de justifier sa pertinence.

La littérature en français et en anglais sur la fin de la Yougoslavie est abondante. Nous écarterons ici l'étude des essais au style journalistique et au propos éditorialiste⁸, pour nous concentrer sur les travaux universitaires en sociologie, mais aussi dans les disciplines de l'histoire, de l'anthropologie, de la science politique et des relations internationales, dont les apports ne peuvent être négligés. Le point commun de ces travaux réside dans une lecture résolument socio-politique des événements ayant menés à l'effondrement de la Fédération

⁵ Rogers Brubaker, *Nationalism Reframed : Nationhood and the National Question in the New Europe*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 20.

⁶ *Ibid.*

⁷ Miroslav Hroch, « Nationalism and national movements: comparing the past and the present of Central and Eastern Europe », *Nations and Nationalism*, vol. 2, no. 1, 1996, p. 36.

⁸ Nous pensons à tous les essais composés par des acteurs de premier plan, possédant certes des informations de première main, mais n'ayant que peu du recul nécessaire à une analyse en profondeur.

socialiste. C'est donc du côté des facteurs politiques que nous allons nous attarder : crise de légitimité de l'État central, conflits d'intérêts, manipulation des élites et reconstitution politique de l'identité sont les grands enjeux divisant les différentes approches du problème.

Quel rôle est imputé au nationalisme par les différents auteurs ayant écrit sur la Yougoslavie ? Trois approches différentes peuvent être dégagées. Pour une première série de thèses, qui développent un modèle général de démocratisation et de libéralisation, il semble aller de soi que le conflit en ex-Yougoslavie prenne une tournure nationaliste. Ces thèses, qui tentent une explication du « pourquoi », ne seront pas retenues, pour la raison principale que leur généralité n'a d'égal que leur imprécision historique. Une deuxième façon d'aborder la question reporte son attention sur l'agence, c'est-à-dire la capacité d'agir des individus et des groupes sociaux. Certains s'intéressent à l'instrumentalisation du nationalisme par des groupes sociaux, d'autres à l'appui ou à l'opposition que peuvent y donner les « masses » ou les autres classes sociales. Cet aspect est donc celui du « qui », des acteurs. Finalement, un troisième angle d'attaque prend le biais de la reconstitution politique des identités, qui a lieu un peu avant, pendant et après la guerre. Cette reconstitution est abordée soit dans sa forme institutionnalisée, soit sous son aspect culturel, au travers des transformations du sens commun. Cette facette pourrait être comprise comme celle du « comment ». Commençons donc par la lecture des textes considérant que la création de nouveaux États-nations dans les Balkans marque l'entrée de cette partie de l'Europe de l'Est dans le système démocratique.

1.1.1 Les thèses de la modernisation et la libéralisation

Une première façon d'aborder les guerres ayant mené à la disparition de la Yougoslavie regroupe ce que nous appellerons les thèses de la modernisation et de la libéralisation⁹. Il en existe deux variantes. La première découle d'une position normative fortement anti-communiste, tandis que la seconde n'en conserve que le moment positif du projet libéral de démocratie et de libre marché.

⁹ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *L'éclatement de la Yougoslavie de Tito*, St-Nicolas, PUL, 2001, 365 p. ; Jack Snyder, *From Voting to Violence: Democratization and Nationalist Conflict*, 2001, New York, W.W. Norton & co., 384 p. ; Michael Mann, *The Dark Side of Democracy : Explaining Ethnic Cleansing*, 2005, New York, Cambridge University Press, 580 p. ; dans une moindre mesure, Charles A. Kupchan, « Nationalist Resurgent », *Nationalism and Nationalities in the New Europe*, New York, Cornell University Press, 1995, p. 1-14.

La Yougoslavie titiste a eu, en tant qu'expérience communiste non stalinienne¹⁰, son lot d'admirateurs et de pourfendeurs. Les positions anti-communistes ont ainsi donné leur propre version de la fin de la fédération. Cela donne la séquence suivante : tout d'abord, le régime titiste est décrit comme un régime totalitaire. De ce fait, il empêchait les nations de s'exprimer librement. Ainsi, à sa disparition ou avec tout sursaut de libéralisation économique ou politique, ressurgissent les revendications nationalistes étouffées. Dans *L'éclatement de la Yougoslavie de Tito*, Yves Brossard et Jonathan Vidal fournissent un bon exemple de cet enchaînement argumentatif¹¹. Le régime de Tito est qualifié de « totalitaire, ou, tout au moins, [d']extrêmement autoritaire »¹². La réforme économique de 1965, qui a ouvert partiellement l'économie yougoslave au marché capitaliste « diminua la pression qu'il exerçait sur l'ensemble de la société¹³ ». Cela a eu pour conséquence « le réveil des frictions, entre les nations-républiques de la Yougoslavie, que Tito croyait avoir anesthésiées mais qui dormaient d'un sommeil artificiel et léger »¹⁴. Critique vis-à-vis cet argument, l'historien Miroslav Hroch le qualifie de « fridge theory », puisque la phase communiste aurait empêché toute forme d'expression des nationalismes pré-existants, lesquels devraient forcément ressurgir par la suite¹⁵. Toujours selon Brossard et Vidal, l'« anesthésie » réalisée par Tito passait par la consolidation des « nations faibles » de la Fédération, c'est-à-dire des nations n'ayant pas de République à leur nom, tel que les Roms, – afin de diviser pour mieux régner¹⁶. Le point n'est pas d'entrer dans un débat sur la définition du régime titiste et l'utilisation plus ou moins judicieuse du terme totalitaire à son égard. Le point ici est plutôt de souligner que, selon cette théorie, le régime communiste empêchait l'expression des luttes nationales ou ethniques par le contrôle, la répression et la manipulation ; dès que ces divers

¹⁰ La rupture avec l'URSS s'est faite dès 1948. Voir partie 3.4.

¹¹ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *op. cit.*

¹² *Id.*, p. 53.

¹³ *Id.*, p. 54.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Hroch, *op. cit.*, p. 36.

¹⁶ *Id.*, p. 56-57.

moyens de coercition auraient diminué, les revendications nationalistes auraient refait surface.

Jack Snyder applique un cadre théorique de la modernisation qui correspond au pan positif des thèses de Brossard et Vidal résumées ci-dessus, en s'attardant non pas à la fin d'un régime autoritaire, mais à la transition démocratique : le nationalisme est une étape dans le développement des sociétés vers la démocratie et le libéralisme politique (au sens anglo-saxon du terme)¹⁷. Les États qui sont au début de leur processus de démocratisation sont les plus susceptibles de se retrouver en guerre¹⁸. Dans son chapitre sur la fin de la Yougoslavie, il affirme que les institutions de l'État central yougoslave étaient faibles. C'est dans un contexte de libéralisation, de plus grande liberté de presse que les élites yougoslaves, craignant de perdre leur emprise sur l'État, ont utilisé le nationalisme pour se maintenir dans leur position dominante. Cette thèse est partagée par de nombreux auteurs, même si la conception sous-jacente du nationalisme et des nationalistes peut différer d'une perspective à l'autre : Aviel Roshwald, Valère P. Gagnon ou Eric D. Gordy, pour n'en nommer que quelques-uns.

Une autre variante de cette thèse serait celle d'Aviel Roshwald. Ce dernier établit un lien entre l'homogénéité des populations et les conflits lors du passage à la « démocratie libérale ». Durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe de l'Est a connu des expériences de génocide, de déplacement de populations et de réappropriation territoriale qui ont eu pour conséquence indirecte l'établissement de démocraties libérales à la fin de la Guerre froide¹⁹. Les pays qui étaient restés beaucoup plus homogènes linguistiquement et culturellement ont eu plus de facilité pour la transition que ceux qui, comme la Yougoslavie, étaient restés multiculturels. La distinction de Roshwald entre les pays homogénéisés et ceux qui ne le sont pas ne convainc guère, puisqu'elle n'explique pas pourquoi il fallait que le nationalisme l'emporte. La diversité dont il fait état était peut-être une condition essentielle dans

¹⁷ Jack Snyder, *op. cit.*

¹⁸ *Id.*, p.29.

¹⁹ Aviel Roshwald, *The Endurance of Nationalism*, New York, Cambridge University Press, 2006, p. 264.

l'éclatement du conflit, mais non suffisante. La nécessité du conflit et du passage au libéralisme constitue elle aussi un présupposé non justifié.

Quelques critiques doivent être soulevées face à l'enchaînement argumentatif de la thèse de la démocratisation. Tout d'abord, l'attention accordée à la population y est souvent minime (comme nous le verrons plus amplement dans la section suivante). Snyder, par exemple, néglige l'adhésion d'une partie importante de la population à un projet nationaliste, à laquelle Valère P. Gagnon et Eric D. Gordy²⁰ accordent plus d'importance tout en conservant une logique argumentative similaire. Dans *The Culture of Power in Serbia*, Gordy montre comment Milošević a pris le pouvoir en comptant sur la passivité de la majorité, l'appui par la partie la plus conservatrice de la société, plus vieille, moins éduquée, rurale, et en détruisant les alternatives politiques. Dans un cas comme dans l'autre, les identités ethniques sont politisées, reconceptualisées pour servir des fins politiques qui sont celles des élites croates et serbes. L'instrumentalisme qui ressort de ce modèle manque peut-être de nuances.

Ensuite, ce modèle n'explique pas *pourquoi* des conflits nationalistes pré-existaient à la « chape de plomb » communiste ; ce qui pourrait tendre à une certaine naturalisation du phénomène – ou qui demande à tout le moins plus d'explications. Ces thèses de la « levée des obstacles » (Snyder) postulent un développement téléologique de l'idée moderne de démocratie dont le nationalisme serait l'expression. Le nationalisme apparaît comme un mal nécessaire, un passage obligé vers le modèle unique couplant capitalisme et démocratie, mais les pressions internationales qui poussent à l'adoption de ce modèle restent impensées.

Finalement, sur le plan historique, la « chape de plomb » en question semble un modèle un peu trop général pour s'appliquer au rapport de la Yougoslavie avec le nationalisme, dans la mesure où les politiques de cet État font la distinction entre nations et nationalités (qui équivalent à minorités nationales) et valorisent une certaine forme de nationalisme contre une

²⁰ Valère P. Gagnon, *The Myth of Ethnic War : Serbia and Croatia in the 1990s*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2004, 217 p. ; Eric D. Gordy, *The Culture of Power in Serbia*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1999, 230 p.

autre, plutôt qu'elles n'en étouffent toute expression²¹. Autrement dit, elles occultent la poursuite du nationalisme dans les régimes communistes²².

Les thèses de la modernisation et de la libéralisation ont donc pour défaut leur généralité : elles décrivent le cheminement vers l'inéluctable imposition de la seule forme de démocratie possible, la démocratie libérale, plutôt qu'elles ne cherchent à comprendre des situations historiques particulières, où le nationalisme pourrait jouer un rôle plus ambigu. Leur force, par contre, réside dans le fait que bien qu'elles n'interrogent pas l'émergence du nationalisme, elles le considèrent comme un phénomène moderne et non pas immémorial.

1.1.2 Essentialisation et instrumentalisation du nationalisme

Une seconde façon d'approcher les textes portant sur le nationalisme en ex-Yougoslavie serait en fonction de leur conception de l'agence. Le nationalisme est-il partagé par l'ensemble de la société, ou y a-t-il des entrepreneurs identitaires qui s'en saisissent ? Pour les primordialistes, que l'action prenne une forme nationaliste va de soi. Pour les instrumentalistes, au contraire, le nationalisme est un outil au main d'entrepreneurs identitaires. Les thèses de la modernisation et de la libéralisation se retrouvent généralement dans cette seconde tendance.

Pour une première partie des auteurs, que l'on peut qualifier de primordialistes²³, il va de soi que le conflit se déroule sur une base ethnique. Dans la préface de son livre qui porte sur la Yougoslavie royaliste de 1918 à 1921, Banac fait une lecture en parallèle de l'échec de cette première Yougoslavie, issue de la Première Guerre mondiale, et celui de la seconde dans leurs tentatives d'union des Slaves du Sud et des autres nationalités des Balkans²⁴. L'échec était « structurellement inévitable » selon Banac, puisque la cohésion ne reposait que sur la coercition. Cette lecture pessimiste des événements repose sur une conception primordialiste

²¹ Ce sera l'objet de la partie 3.4 de ce mémoire.

²² Bashkim Iseni, *La question nationale en Europe du Sud-Est*, p. 341-342.

²³ Pour une définition du primordialisme, voir chapitre 2 de ce mémoire.

²⁴ Ivo Banac, *The National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1984, p. 15.

de la nation. Selon cette conception, si le nationalisme est typiquement moderne, les communautés nationales se distinguent les unes des autres bien avant, sans ambiguïté, sur la base des attributs culturels de la langue et de la religion principalement²⁵. Dans *Yougoslavie, les origines d'un conflit*²⁶, Féron ne questionne pas non plus l'existence et l'importance politique des catégories ethniques. Pour ces thèses, le nationalisme est un facteur explicatif suffisant à l'effondrement de la Yougoslavie. D'autres historiens opposent des identités nationales qui seraient véritables, à d'autres dont ils réfutent la véracité. Ian D. Armour, qui travaille sur l'histoire de l'Europe de l'Est au XIX^e siècle, par exemple, considère fictives les identités nationales tchécoslovaque et yougoslave, alors que l'utilisation des catégories « serbes », « croates », « hongrois » ne lui posent pas problème ²⁷. La fin violente de la Yougoslavie n'est pas une question qui pose problème sociologiquement dans la perspective de ces auteurs, puisque la cohésion entre groupes nationaux fondamentalement différents n'était qu'un artifice, ne reposait que sur l'usage de la force, et son effondrement était prévisible. Ces thèses primordialistes, qui reviennent couramment dans les journaux, revues et autres reportages pendant les conflits, sont plutôt rares à présent dans la littérature scientifique. La majorité des textes théoriques partagent au contraire l'idée que le nationalisme ne repose pas sur des bases naturelles et travaillent à briser l'idée de haines immémoriales comme source du conflit ; l'ethnicité elle-même n'est pas la cause de la guerre.

Parmi cette seconde vague, les lectures instrumentalistes du conflit sont nombreuses. Les manipulations des tensions ethniques entre Albanais et Serbes du Kosovo par Milošević, en particulier, ont été amplement documentées²⁸. Plusieurs ouvrages s'intéressent au phénomène avec un angle d'attaque similaire, celui du rôle des élites (politiques, religieuses ou intellectuelles) en tant qu'entrepreneurs identitaires. Les élites ou les nationalistes auraient

²⁵ *Id.*, p. 21-31.

²⁶ Bernard Féron, *Yougoslavie, Origines d'un conflit*, Paris, Le Monde-Éditions, 1993, 178 p.

²⁷ Ian D. Armour, *A History of Eastern Europe 1740-1918*, New York et Londres, Hodder Education, 2006, p. 257

²⁸ Roshwald, *op. cit.*, p. 127.

manipulé les populations entre autre grâce au contrôle des médias²⁹. Les positions se situent d'une extrême qui est celle de la manipulation complète à celle d'une collaboration entre masses et élites. Comme nous l'avons vu précédemment, pour Snyder les élites yougoslaves utilisent le nationalisme pour se maintenir dans leur position dominante dans un contexte de bouleversements sociaux. Par contre, cet auteur ne pose pas la question de l'adhésion du reste de la population à un projet nationaliste.

L'instrumentalisme possède deux limites principales. Premièrement, il est bien souvent un instrumentalisme "des grands hommes" (au sens où l'entendrait l'École des Annales quand elle s'oppose à l'histoire telle qu'elle a été faite jusqu'alors). Les lectures instrumentalistes accordent trop d'importance aux leaders politiques, que ce soit Milošević, Tadjman ou autres. Ce n'est pas une crise des directions politiques, des chefs, qui peut rendre compte des événements, c'est l'ensemble des forces sociales à l'œuvre en Yougoslavie, ainsi que le contexte mondial, pensé en terme de rapports de forces entre pays et blocs géopolitiques. De plus, du fait que l'accent soit mis uniquement sur certains acteurs, comme cela a été mentionné plus tôt, l'adhésion ou l'opposition des autres forces sociales est négligée et avec elle, une analyse relationnelle des agents en présence.

Ainsi, les lectures instrumentalistes qui ont la part belle dans les ouvrages portant sur le nationalisme en Yougoslavie invoquent la construction d'une identité nationale de façon utilitariste, puisqu'elles s'intéressent à l'usage qu'en font les élites au profit de leurs intérêts. Elles négligent le sentiment d'appartenance populaire à la nationalité et elles traitent les entrepreneurs identitaires à titre de personnalités, de figures historiques, plutôt que comme des groupes sociaux.

1.1.3 Reconstitution politique des identités

Certains auteurs s'intéressent à l'utilisation de symboles et de la mémoire collective pour la constitution de l'identité ethnique ou nationale³⁰. D'autres s'attardent au caractère fluctuant

²⁹ Bette Denich, «Dismembering Yugoslavia: Nationalist Ideologies and the Symbolic Revival of Genocide», *American Ethnologist*, vol. 21, no 2, 1994, p. 367-390 ; Gordy, *op. cit.* ; Gagnon, *op. cit.* ; Catherine Samary, *La déchirure yougoslave, questions pour l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994, 175 p. ; Snyder, *op. cit.*

des identités. Par exemple, Jean-François Gossiaux³¹ démontre l'indétermination des appartenances ethniques en Yougoslavie et situe leur définition dans le cadre de rapports de forces. Le « principe des nationalités » de Wilson et son corollaire le droit des minorités l'ont emporté sur le principe de déterritorialisation de la nationalité qui s'appliquait en Yougoslavie. L'ordre international y a joué un rôle certain, mais Gossiaux ne cherche pas à expliquer pourquoi une redéfinition identitaire a eu lieu. À l'extrémité de cette position théorique, on trouve *National Deconstruction* de David Campbell³². Comme le titre l'indique, c'est à l'aide de la déconstruction au sens de Derrida que l'auteur s'attaque au couple identité ethnique/violence. Il se base sur l'idée d'une constitution performative de l'identité. Celle-ci se constitue sous l'effet de relations contingentes. Dans cette mesure, la guerre de Bosnie est pensée comme un conflit entre différentes narrations, où les lectures acceptant le nationalisme et les différences ethniques l'emportent sur le registre de l'hybridité, autant chez les participants que chez les observateurs. L'accent est porté sur les conséquences des représentations plutôt que sur leurs conditions d'émergence³³. Comme Gossiaux, Campbell n'explique jamais *pourquoi* l'interprétation nationaliste et ethnique l'emporte. Par contre, et c'est la force de son travail, l'auteur cherche à faire parler les narrations alternatives restées sans voix, assumant qu'elles sont dominées dans le rapport de pouvoir en place.

Pourtant, ces narrations et ces rapports de pouvoir restent désincarnées dans *National Deconstruction*, alors qu'ils ont été forgés historiquement et de façon dynamique par des groupes en relations les uns avec les autres³⁴. Il manque à cette approche l'analyse des rapports sociaux sur lesquels une interprétation repose pour devenir « performative »³⁵. Les

³⁰ Denich, *op. cit.* ; Muhamedin Kullashi, *Effacer l'autre. Identités culturelles et identités politiques dans les Balkans*, Paris, L'Harmattan, 2005, 247 p.

³¹ Jean-François Gossiaux, « La fin des Yougoslaves ou l'ethnicité toujours recommencée », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, no. 1, 2002, p. 53-68.

³² David Campbell, *National Deconstruction : Violence, Identity, and Justice in Bosnia*, Minneapolis et Londres, University of Minnesota Press, 1998, 304 p.

³³ *Id.*, p. 5.

³⁴ Ne serait-ce que parce que la constitution de la Fédération Yougoslave se constituait de Républiques dont certaines possédaient déjà des velléités nationalistes.

³⁵ La thèse de Campbell sera étudiée plus en profondeur dans le chapitre suivant.

perspectives culturalistes en général négligent l'aspect institutionnel et historique de la construction des identités sociales. Bien qu'elles prennent en compte la question de la mémoire, ces perspectives ne s'intéressent pas à l'historicité du nationalisme en tant que tel. Elles s'intéressent à la mémoire en ce qu'elle a de contemporain, c'est-à-dire principalement aux conséquences d'avoir recours à une version des mythes ou de l'histoire plutôt qu'une autre. Par contre, elles ne permettent pas de comprendre comment une mémoire particulière à l'époque contemporaine s'est construite, si ce n'est schématiquement, par évocation d'événements particuliers auxquels elle réfère.

L'aspect institutionnel de la reconstitution des identités politiques est abordée par les quelques auteurs s'intéressant à l'articulation entre économie politique et montée du nationalisme. Ce sont entre autres des auteurs ayant produit avant ou pendant la crise yougoslave des articles et monographies portant sur l'impasse économique de la Fédération³⁶. Lorsqu'ils s'intéressent au phénomène nationaliste, ils donnent préséance aux explications politiques institutionnelles³⁷. C'est la faiblesse de l'État central qui mène à leurs yeux à un repli nationaliste. Selon Susan Woodward, cette faiblesse proviendrait surtout d'une adaptation aux conditions internationales changeantes (crise de la dette) qui aurait mené à une crise de l'emploi jamais combattue par le gouvernement. L'incapacité à répondre au problème du chômage a miné les bases politiques du système. Le nationalisme est une réponse à la diminution des ressources à répartir dans la population. L'origine du conflit yougoslave serait la désintégration de l'autorité gouvernementale et la dissolution de l'ordre politique et civique. Pour Catherine Samary, la libéralisation de l'économie yougoslave a creusé les inégalités sociales (comme ailleurs en Europe), pendant que le déficit démocratique du régime titiste atteignait ses limites. La remise en question de la légitimité étatique renvoie entre autres aux délimitations des frontières entre Républiques, qui peuvent redevenir conflictuelles. Miroslav Hroch donne une version un peu différente de cette thèse, tout en notant la profonde crise économique. Selon lui, la crise politique qui en émerge n'est

³⁶ Robert J. Kaiser, « The Equalization Dilemma in Yugoslavia », *Geoforum*, vol. 21, no. 2, 1990, p. 261-276 ; Catherine Samary, *Le marché contre l'autogestion : l'expérience yougoslave*, Paris Montreuil, Publisud ; La Brèche, 1988, 331 p. ; Susan L. Woodward, *Socialist Unemployment. The Political Economy of Yugoslavia 1945-1990*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1995a, 443 p.

³⁷ Samary, *La déchirure yougoslave*, *op. cit.* ; Susan L. Woodward, *Balkan Tragedy : Chaos and Dissolution after the Cold War*, Washington, The Brookings Institution, 1995b, 536 p.

pas institutionnelle, mais à interpréter en terme de conflits d'intérêts³⁸. Selon Hroch, un facteur a été sous-estimé par les recherches portant sur le nationalisme : l'émergence de conflits d'intérêt relevant de la nationalité (*nationally relevant conflict of group interests*) en réponse à une crise sociale, politique ou économique³⁹. Cela se produit lorsqu'il y a coïncidence entre des différences linguistiques ou religieuses et des tensions socio-politiques. Pour toutes ces perspectives, le rôle du nationalisme est considéré secondaire dans l'enchaînement de la crise. Ces explications fort pertinentes par ailleurs conservent une « boîte noire » au milieu de leur développement argumentatif, dans la mesure où elles ne cherchent pas à comprendre pourquoi une crise politico-économique institutionnelle mène à un conflit *nationaliste*. Le fait qu'il se déroule sur cette base n'est pas interrogé.

À nouveau, parmi ces thèses, les catégories nationalistes sont utilisées sans être problématisées, que ce soit de façon englobante pour parler d'une nation homogène ou pour évoquer une élite nationale. À l'opposé, les travaux sur les symboles et la mémoire collective sont particulièrement sensibles à la mouvance des catégories, mais à un point tel qu'ils en négligent toute cristallisation de ces catégories qui serait due à un ancrage institutionnel et toute continuité historique de ces catégories.

En somme, tout en pouvant être fort intéressants, la plupart des ouvrages comportent généralement une limite : une posture soit nationaliste, soit qui tend à réifier les groupes étudiés, malgré les précisions sur le caractère moderne du nationalisme⁴⁰. Le nationalisme a beau avoir été pris comme angle d'attaque par plusieurs ouvrages portant sur l'ex-Yougoslavie, sa problématisation reste pauvre dans bien des cas. Il est plus un outil pré-conçu qu'un objet de recherche (à quelques exceptions notables près). Bien que postulant le caractère moderne du nationalisme, les thèses instrumentalistes ne s'intéressent pas vraiment aux origines du nationalisme. Les perspectives ethno-symbolistes amènent des nuances

³⁸ Hroch, *op. cit.*

³⁹ *Id.*, p. 40 et 43.

⁴⁰ Armour, *op. cit.*

particulièrement intéressantes au fonctionnalisme latent chez certains modernistes évoqués ci-dessus⁴¹. Mais aucune ne prend le parti de remonter historiquement aux conditions de possibilité d'un imaginaire national. Malgré les apports ethno-symboliques sur le caractère construit de l'identité nationale ou ethnique et les quelques travaux sur les causes institutionnelles de la crise politique yougoslave, l'articulation des deux aspects n'a pas encore été pensée de façon satisfaisante.

Il serait pertinent d'articuler la politisation des identités (qui serait le comment) avec la crise politico-économique des années 1980-1990 (qui serait le pourquoi), puisqu'elles sont complémentaires plus que contradictoires et que leur articulation n'a pas encore été pensée systématiquement. Mais il est avant tout nécessaire de constituer un cadre théorique pour penser cette articulation sur le long terme, ce qui se fera en dialogue avec les écrits en sociologie historique et les théories sur le nationalisme.

1.2 Question spécifique et hypothèses

Le constat de ces lacunes nous mène à vouloir repenser l'imbrication dynamique des institutions, des rapports de pouvoir, des relations sociales d'appropriation et de la constitution d'une identité collective, afin d'essayer de comprendre pourquoi la crise yougoslave a mené à des conflits qui ont pris une forme *nationaliste*. Les conflits d'ex-Yougoslavie sont réellement terminés depuis peu (la cause du Kosovo étant encore pendante et celle de la Bosnie-Herzégovine guère plus définitive) et ils ont été abondamment couverts. Mais ils recèlent un impensé à propos des groupes nationaux qui se sont affrontés. On a fait avec eux ce que Brubaker qualifie de groupisme (*groupism*)⁴², c'est-à-dire qu'on a pris pour acquis leurs délimitations et leur homogénéité. « On » incluant à la fois les journalistes, les intervenants internationaux et les théoriciens. Et de fait, ces classifications ont eu des impacts très concrets sur le réel. Seulement, on a négligé de voir comment elles ont été constituées. Ainsi, la question spécifique qui anime ce mémoire est la suivante : *comment le nationalisme s'est-il constitué et institutionnalisé dans les Balkans occidentaux, sur la longue durée?*

⁴¹ Je ne prétends pas pour autant que l'ensemble des thèses instrumentalistes tombent dans ce panneau, puisque mon cadre théorique s'y réfère. Voir chapitre 2.

⁴² Voir le chapitre 2 de ce mémoire.

Cette question est orientée par un certain nombre de problématiques sous-jacentes. La première serait comment conceptualiser la relation entre le nationalisme et l'économie politique. Il faudra aussi conceptualiser le nationalisme afin de mettre en exergue son caractère construit (donc fluctuant), mais tout en tenant compte de son institutionnalisation (qui le « solidifie »). L'objectif n'est pas de trouver une théorie qui explique la naissance du nationalisme dans la modernité comme un modèle général ; au contraire, c'est la particularité propre à la région balkanique qui doit être mise de l'avant, puisque les modèles généraux ne répondent pas aux développements socio-historiques sur le terrain.

Force est de constater que la plupart des essais sur la fin de la Yougoslavie font reposer les conflits sur des tensions ethniques couplées à une manipulation des masses par les élites intellectuelles, religieuses et politiques⁴³. Si on ne peut négliger l'hypothèse de tensions ethniques, dans la mesure où les entrepreneurs identitaires serbes nommaient eux-mêmes leurs interventions un « nettoyage ethnique », je pars du présupposé que les tensions ethniques ne sont pas naturelles, ni dans cette région du monde, ni ailleurs. C'est un objectif qui donne sa pertinence sociale et sociologique au projet que d'écarter comme explication causale les haines immémoriales et les théories primordialistes du nationalisme, à présent rarement accréditées par les scientifiques⁴⁴ mais largement invoquées par les essayistes sur les guerres en ex-Yougoslavie⁴⁵. L'identité « ethnique », qui peut remonter assez loin dans l'histoire des groupes humains dans certains cas, mais pas forcément toujours⁴⁶, est le fruit d'une construction sociale. D'autre part, elle n'est pas de tout temps l'identité la plus importante aux yeux des agents sociaux, puisqu'elle coexiste avec d'autres identités basées sur la classe, la religion, le genre, etc. Les différenciations ethniques, raciales, régionales, voir pan-régionales (Slave par exemple) doivent être traitées comme des identités politiques qui ne sont pas figées, mais construites historiquement et en parallèle avec l'État qui les a

⁴³ Denich, *op. cit.*, par exemple.

⁴⁴ Umut Özkirimli, *Theories of Nationalism*, New York, Palgrave Macmillan, 2000, 253 p.

⁴⁵ Campbell, *loc. cit.*

⁴⁶ L'Estonie est un exemple d'un pays où l'identité ethnique est très récente, puisqu'elle date du début du XX^e siècle (Özkirimli, *Theories of Nationalism. A Critical Introduction*, New York, Palgrave Macmillan, 2000, p. 78). Auparavant, les habitants autochtones n'avaient pas de nom pour se qualifier autre que celui lié au statut social.

renforcées⁴⁷. De plus, il a d'abord fallu que s'impose à l'échelle internationale les normes de l'État-nation et du nationalisme. Ainsi, nous reprendrons à notre compte l'idée qu'il faut historiciser les identités nationales à la lecture des événements et des cadres juridico-politiques qui les officialisent ou les marginalisent, en tenant compte de leur imbrication dans les relations sociales d'appropriation.

La question sous-jacente à cette entreprise est la suivante : sur quels critères les catégories nationales ont-elles été basées ? Ces critères ont-ils évolué dans le temps ? Une hypothèse de travail est de répondre par l'affirmative à cette dernière question. Loin d'être une caractéristique figée des individus ou des groupes, la nationalité, en tant que catégorie délimitant la pratique sociale, a connu bien des transformations et a été l'objet de luttes pour son imposition et pour sa définition. D'emblée, cette hypothèse pourrait être illustrée par le fait que le nationalisme serbe se divisait au XIX^e siècle en deux courants. D'un côté, le nationalisme serbe de l'époque connaissait des visées assimilationnistes vis-à-vis des Croates et quelquefois aussi des Bosniaques, considérés comme des Slaves ayant oublié leurs racines (à savoir l'orthodoxie serbe) mais pouvant être « récupérés »⁴⁸. À la même époque, il a aussi pris la tangente profondément raciste s'exprimant par une volonté de refouler ou d'éliminer tous les peuples l'entourant pour récupérer des territoires considérés comme les siens. Ainsi, pour certains nationalistes serbes, la limite ethnique se basait sur l'appartenance aux peuples slaves, pour d'autres sur la religion orthodoxe. C'est finalement la seconde définition qui l'a emporté au XX^e siècle.

Compte-tenu du fait que ces différents « groupes ethniques » préexistaient à la modernité et cohabitaient sans heurts majeurs la plupart du temps, comment s'est développée la clôture sociale typique du nationalisme moderne ? Puisque les travaux portant directement sur la Yougoslavie restent insatisfaisants, nous référerons directement aux théoriciens du nationalisme pour tenter de conceptualiser de façon plus détaillée la dynamique de construction du nationalisme.

⁴⁷ Mahmood Mamdani, *When Victims Become Killers : Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2001, 364 p.

⁴⁸ Mirko Drazen Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, *Le Nettoyage ethnique : documents historiques sur une idéologie serbe*, Paris, Fayard, 1993, 340 p.

Nous partirons de l'hypothèse que le nationalisme est lié aux transformations d'appropriation politique et économique. La situation économique très difficile de la Yougoslavie, dont le surendettement était aggravé par la crise du pétrole de 1973, se transposait en luttes internes en Yougoslavie ; les Républiques et les provinces la composant se disputaient la redistribution des ressources⁴⁹. Cependant les frustrations n'étaient pas uniquement d'ordre économique. Le Kosovo, par exemple, demandait sa reconnaissance en tant que République plutôt que comme province autonome de la Serbie. Devant le refus de cette dernière (et de la Fédération), il « entraînait en guerre froide » avec sa minorité serbe. Finalement, il ne faut pas oublier l'influence sans doute non négligeable de l'effondrement concomitant du bloc de l'URSS sur la crise yougoslave. Ainsi, en Yougoslavie, les problèmes accumulés entre Républiques et Provinces Autonomes étaient principalement des problèmes d'ordre politique et économique, qui se posaient au niveau local mais étaient aussi liés à des enjeux internationaux. Il reste à éclairer le lien entre la crise politique et économique de la Yougoslavie et l'exacerbation des tensions dites « ethniques » et que nous préférons qualifier de nationalistes. Pourquoi est-ce la question nationale qui l'a emporté, alors que les facteurs socio-économiques auraient pu mener à une remise en question différente de la répartition des pouvoirs ? Pour répondre à cette question, il importe d'étudier les rapports de pouvoir qui existaient juste avant la crise et leur lien avec la redistribution économique qui posait problème.

L'accent sera mis sur les nationalismes serbes et croates, du fait de leur rôle politique central (et de leur poids démographique relatif plus grand). Cependant, nous tâcherons de ne pas négliger de les mettre en relation avec les autres nationalismes de la région, mais aussi avec les autres types d'appartenances communautaires qui ont coexisté.

⁴⁹ Samary, *La déchirure yougoslave*, p. 57.

CHAPITRE II

LE NATIONALISME REVISITÉ. THÉORIES DU NATIONALISME

Nous cherchons donc à comprendre comment le nationalisme s'est constitué et institutionnalisé dans les Balkans occidentaux, sur la longue durée. Cette question est en fait celle des origines de la nation et du nationalisme. Quant à la réponse à y apporter, les auteurs en sciences sociales ont été et continuent d'être divisés. C'est ce débat sur les origines qui a, tout d'abord et pendant plusieurs décennies, fait fureur entre les tenants du primordialisme, du modernisme et de l'ethno-symbolisme. Par la suite, l'engouement pour le constructivisme a décalé la problématique vers la construction subjective de l'appartenance. Enfin, les développements les plus récents des théories du nationalisme réalisés par Rogers Brubaker remettent en question ces deux façons de concevoir le nationalisme, parce que trop réifiantes ou trop relativistes. Il s'intéresse à la nation et au nationalisme en tant que concepts, discours et projets. Son traitement du nationalisme rejoint la réflexion de la Théorie des relations sociales de propriété, qui travaille à partir des relations sociales entre classes plutôt qu'à partir d'entités réifiées. Cette dernière théorie développe plus en profondeur une approche socio-historique, dont nous nous inspirerons.

Ainsi, l'objectif de ce chapitre est de définir un certain nombre de concepts et d'outils conceptuels, ainsi que le cadre théorique à l'intérieur duquel les utiliser. Pour ce faire, nous comparerons les grandes théories du nationalisme autour des débats principaux ayant cours dans le champ afin d'en retirer les éléments utiles à l'analyse de la construction nationale dans les Balkans. Nous favoriserons une approche moderniste – en tenant compte d'un certain nombre de critiques qui ont été élaborées à l'égard des grands auteurs de ce courant – à laquelle s'ajoutera un ensemble de considérations épistémologiques et théoriques tirées principalement des travaux du sociologue américain Rogers Brubaker et de la Théorie des relations sociales de propriété.

2.1 Débat sur les origines du nationalisme

Trois courants se développent en dialogue les uns avec les autres autour de l'enjeu théorique principal que sont les origines du nationalisme : le primordialisme, le modernisme et l'ethno-symbolisme⁵⁰. Les tenants du premier courant considèrent que les nations ont toujours existé, alors que le second courant retrace sa naissance à l'avènement de la modernité, tandis que le dernier, sans prétendre à l'universalité des communautés nationales, n'y voit pas moins une continuité avec les formes précédentes d'appartenance sociale qui remontent à tout le moins à l'Antiquité. Bien qu'à l'intérieur de chacun de ces courants, les auteurs ne s'entendent pas forcément sur tout, ils se recoupent dans leur manière de concevoir la nation, le nationalisme et le moment de leur apparition.

2.1.1 Le primordialisme

La posture primordialiste est la première à voir le jour, à la fin du XIX^e siècle, en même temps que se développent les premiers mouvements nationalistes. La théorie primordialiste repose sur deux postulats : le caractère antique et le caractère naturel des nations. Généralement, les primordialistes acceptent ces deux postulats, mais une sous-branche se détache, chez ceux qui refusent le caractère naturel des nations, tout en acceptant l'idée qu'elles existent depuis des temps très reculés ; cette sous-branche est celle des pérennialistes.

Pour les primordialistes, dès la naissance, on appartient à une nation, de la même façon qu'on appartient à une famille et cette similitude se prolonge dans l'attachement émotif à la nation, aussi fort et inné que l'attachement filial. Il est dans l'ordre des choses que les nations - synonymes des groupes ethniques - tendent à s'exclure les unes les autres. L'histoire de chacune d'entre elles est marquée par la lutte pour sa propre réalisation. De ce fait, le primordialisme considère que le nationalisme a toujours existé. Il est partagé pour cette raison par les nationalistes eux-mêmes. Une série de thèmes y reviennent souvent, à commencer par la fondation mythique de la nation. Outre l'antiquité de la nation étudiée et la supériorité de la culture nationale, un enchaînement expliquerait la "renaissance" du

⁵⁰ Nous reprenons ici la classification d'Umut Özkirimli dans *Theories of Nationalism. A Critical Introduction*, New York, Palgrave Macmillan, 2000, 253 p.

nationalisme. Un âge d'or malheureusement révolu serait suivi de périodes de décadence ou de somnolence, finalement surmontées grâce à un héros national.

Certains primordialistes se distinguent par la nuance qu'ils apportent à cette première version. Ils considèrent que les nations peuvent exister depuis des temps très reculés sans pour autant prétendre qu'il existe un lien national *naturel* ; ils peuvent être appelés pérennialistes, pour les distinguer des primordialistes "purs et durs". Les nations et le nationalisme remonteraient au Moyen-Âge selon bien des pérennialistes⁵¹.

Un exemple parfait de primordialisme appliqué serait la lecture des guerres yougoslaves de la fin du XX^e siècle réalisée par l'historien Bernard Féron. S'y retrouvent tous les éléments évoqués plus haut. Tout d'abord, parce qu'il procède à la projection à rebours de modèles contemporains de souveraineté. « Le premier État serbe fut écrasé à l'endroit de son berceau. Il perdit en 1389 la bataille de Kosovo-Polie. Et, par la même occasion, son indépendance pour cinq siècles⁵² ». Pour Féron, l'État serbe du XIV^e siècle et celui du XIX^e siècle sont sans contredit un seul et même État. De plus, selon cette interprétation, à l'époque, cet État luttait pour sa souveraineté, avant d'être « écrasé ». Or, un élément amené par d'autres historiens démontre que l'affrontement n'avait rien d'une lutte de libération nationale⁵³. Durant cette bataille, des membres du groupe ethnique "Serbe", si on les distingue par leur religion et leur langue, faisaient partie de l'un et l'autre des camps s'affrontant. Il s'agissait plutôt d'une lutte entre pouvoirs aristocratiques⁵⁴. Ensuite, il reprend le discours nationaliste, courant en Serbie, selon lequel le règne de l'Empire ottoman est une « longue nuit [qui] dura jusqu'au début du XIX^e siècle ⁵⁵ ». Selon lui, durant cette période, seuls ceux qui acceptaient de se convertir à

⁵¹ Parmi les multiples variantes du courant primordialiste, Özkirimli range une variante culturaliste. Celle-ci s'intéresse au sentiment des gens que leur nationalisme, que leur appartenance à la nation, est un lien primordial, essentiel, immuable. Classer cette approche parmi les primordialismes ne nous semble pas judicieux. En effet, le fait, pour un chercheur, de constater que le sens commun est primordialiste n'implique par pour autant d'adhérer à cette vision.

⁵² Bernard Féron, *Yougoslavie, Origines d'un conflit*, Paris, Le Monde-Éditions, 1993, p. 20.

⁵³ Nicoară Beldiceanu « L'organisation de l'Empire ottoman », dans Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, p. 131.

⁵⁴ À ce sujet, voir le chapitre 4 de ce mémoire.

⁵⁵ Féron, *loc. cit.*

l'Islam se voyaient octroyé le contrôle du territoire. Cette version, typiquement reprise par les nationalistes serbes pour se victimiser, est mainte fois démentie par les historiens, à tous égards. Principalement, bien qu'il y ait eu en effet des vagues de conversions intéressées, le gouvernement de l'Empire ottoman n'a jamais négligé de distribuer des pouvoirs aux nobles ou chefs claniques dans les régions sous sa domination, peu importe leur religion⁵⁶. Finalement, ce qui est typique de la posture primordialiste, Féron parle de « l'éveil des nationalités balkaniques⁵⁷ ». Le nationalisme serbe remonterait donc au XIV^e siècle au moins, il aurait connu une période de somnolence durant la période ottomane, avant de renaître enfin aux XIX^e et XX^e siècles. La dévalorisation de la période ottomane fonctionne aussi comme une valorisation à rebours de la culture nationale serbe. Féron est donc très clairement pérennialiste. Quand à "l'éveil des nationalités", il donne le signe d'une certaine naturalisation de son objet de recherche, qui le fait passer dans la catégorie des primordialistes. Ce vocabulaire, par ses effets de personnification, renforce l'idée de la nationalité comme étant une entité vivante aux contours clairement délimités. Celle-ci vit une nuit, puis s'éveille. Si elle connaît des phases plus ou moins actives, la nationalité semble dotée d'une existence immémoriale.

Les thèses primordialistes reviennent couramment dans les journaux, revues et autres reportages pendant les conflits. Elles reposent sur les stéréotypes communs des Balkans comme lieu de perpétuel épanchement de sang⁵⁸. Ainsi, pour donner un second exemple,

«In his popular history, *A Tragedy Revealed*, the Italian journalist Arrigo Petacco trades on this assumption when he maintains, as part of his historical contextualization of the Istrian events, "Serbians and Croats have always been divided by an ancestral hatred that has literally shed rivers of blood. ... 'Ethnic cleansing' is not a tragic new development of modern times; it has long been a constant in the relations among the various groups in the Yugoslavian mosaic" (2005:17,26).⁵⁹»

⁵⁶ Beldiceanu, *op. cit.*, p. 137-138.

⁵⁷ Féron, *loc. cit.* Nous soulignons.

⁵⁸ Pamela Ballinger, «Cleansed of Experience? Genocide, Ethnic Cleansing, and the Challenges of Anthropological Representation», in A. L. Hinton and K. L. O'Neill (dir.), *Genocide. Truth, Memory, and Representation*, Durham et Londres, Duke University Press, 2009, p. 290.

⁵⁹ *Ibid.*

L'appartenance à une nation est naturalisée, tout comme les conflits entre nations, dont la cohabitation s'avère difficile du fait de leur différence. Les thèses primordialistes composent encore la trame du sens commun, reprise par les journalistes. Par contre, à présent elles sont plutôt rares dans la littérature scientifique. À cet égard, Féron fait office d'exception parmi les auteurs traitant de la Yougoslavie. La majorité des textes théoriques partagent au contraire l'idée que le nationalisme ne repose pas sur des bases naturelles et travaillent principalement à briser l'idée de haines immémoriales comme source du conflit ; l'ethnicité elle-même n'est pas considérée la cause de la guerre. Leurs définitions de la nation et de la nationalité permettent de les distinguer des sentiments d'appartenances pré-modernes. Mais les auteurs se divisent en deux courants, l'un axant plus sur la continuité entre identités moderne et pré-moderne, l'autre sur la rupture.

2.1.2 L'ethno-symbolisme

Les thèses ethno-symbolistes cherchent avant tout à dresser la liste des similitudes entre le nationalisme contemporain et des formes d'identité pré-modernes, afin de souligner une continuité dans la façon de concevoir l'appartenance sociale. Ainsi, la différence entre les nations modernes et les collectivités qui les ont précédées en est une de degré, non d'essence⁶⁰. Anthony Smith et Aviel Roshwald sont deux figures principales de ce courant qui se veut un entre-deux au primordialisme et au modernisme⁶¹.

Prenons Aviel Roshwald pour exemple. Dans *The Endurance of Nationalism*⁶², il soutient que si le nationalisme était une option parmi d'autres dans le monde pré-moderne, il est devenu le cadre dominant de l'exercice de la souveraineté politique à l'époque moderne⁶³. Mais le nationalisme a existé dans l'Antiquité, ce n'est pas un phénomène fondamentalement moderne. De plus, les formes qu'il a prises chez les Juifs et les Grecs anciens ont participé à

⁶⁰ Ozkirimli, *op. cit.*, p. 169.

⁶¹ Nous avons choisi de présenter les courants dans un ordre logique argumentatif plutôt que dans l'ordre chronologique, où le modernisme aurait précédé l'ethno-symbolisme, beaucoup plus récent.

⁶² Aviel Roshwald, *The Endurance of Nationalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 349 p.

⁶³ *Id.*, p. 31.

la formation de ses formes modernes. Ainsi, le nationalisme est la légitimation politique par excellence des institutions et principes modernes sur la base de sensibilités pré-modernes. Les éléments typiques du nationalisme des XIX^e et XX^e siècles sont déjà présents dans l'Antiquité. Par exemple : “ The cult of masculinity and ethos of warrior machismo implicit in Pericles’ address – and the associated marginalization of women – is a stereotypical feature of many nineteenth- and twentieth-century nationalisms⁶⁴”.

Il n’y a pas à proprement parler de monographie ethno-symboliste traitant uniquement de la Yougoslavie ou des Balkans. Par contre, le cas fait tellement office d’exemple paradigmatique qu’il fait souvent l’objet d’un chapitre dans les ouvrages théoriques comme celui de Roshwald. Ce dernier relève que les interprétations du conflit ethnique en ex-Yougoslavie tendent vers deux extrêmes⁶⁵. D’un côté, les Balkans auraient toujours été un lieu de conflits ethniques. De l’autre, la montée du nationalisme serait due aux machinations et manipulations des leaders serbes et croates qui auraient implantées de faux souvenirs de l’histoire dans une société civile Yougoslave harmonieuse par ailleurs. Pour Roshwald, chacune des deux versions doit être tirée en direction de l’autre, elles ne s’excluent pas forcément mutuellement. Tout d’abord, il est vrai qu’il y a eu une certaine identification nationale à la Yougoslavie, en parallèle avec les identifications nationales serbe, slovène ou albanaise (pour n’en nommer que quelques unes) déjà existantes. L’identité ethnico-nationale a fini par prendre le dessus :

«With one Yugoslav republic after another declaring full independence over the course of 1991-92, ethnic identity, which had been nested within a broader framework of trans-ethnic political institutions, was left by default as the exclusive basis of cultural and political identities alike across the lands of the collapsed federation⁶⁶.»

Mais il existait aussi des matériaux historiques au ressentiment interethnique, qui dataient de la Première et la Seconde Guerres mondiales en particulier. Ainsi, les manipulations des tensions ethniques par Milošević ne sont pas suffisantes pour comprendre comment la

⁶⁴ *Id.*, p. 26.

⁶⁵ *Id.*, p. 126-134.

⁶⁶ *Id.*, p. 132.

situation a pu dégénérer. Son opportunisme s'est ancré dans des peurs et des sentiments d'ores et déjà présents, bien qu'encore ambivalents, parmi la population serbe. Ceci fait office de critique du modernisme, mais le modernisme qu'il critique est restreint à sa version instrumentaliste, qui n'est de loin pas la seule existante, comme nous le verrons dans la section suivante.

L'ethno-symboliste considère qu'il y a un besoin parmi la population pour une représentation symbolique de l'identité ethnique⁶⁷. Il s'intéresse à l'arrangement de la mémoire historique, des mythes autour de la condition de martyr et du culte de la victimisation. Il s'attarde au choix des uniformes dans le début de conflit opposant les nationalistes serbes et croates, chacun des deux camps voulant renouer avec un passé par le biais esthétique (les premiers avec les monarchistes serbes connus sous le nom de Četnik, les seconds avec le régime fasciste Ustaša)⁶⁸. C'est le "prisme" psychologique et émotif des violations ethno-nationales, au travers duquel les populations comprennent leur situation, qui intéresse l'ethno-symbolisme⁶⁹. Il ne s'agit pas d'un matériau créé uniquement à des fins instrumentales, puisqu'il se base sur des éléments historiques et mythologiques partagés par une population. Mais il n'existe pas non plus de tout temps de façon unidimensionnelle. Il y a eu une sélection de moments historiques et de souvenirs pour produire une lecture de la situation, voire produire la situation elle-même.

Pour Roshwald, le dilemme créé par le caractère ethnique des structures politiques yougoslaves était le suivant : comment répondre au besoin de représentation symbolique de l'identité ethnique, tout en ne favorisant pas les demandes d'auto-détermination politiques⁷⁰. Il postule donc d'un "besoin" de faire partie d'un groupe ethnique, d'y voir se constituer son identité. Sous couvert d'une approche subjectiviste du nationalisme, basée sur le sentiment et la mémoire, l'ethno-symbolisme a donc un fondement psychologique, autour d'une notion qui, quant à elle, est autant naturalisée que chez les primordialistes : le besoin d'appartenance

⁶⁷ *Id.*, p. 128.

⁶⁸ *Id.*, p. 131-132.

⁶⁹ *Id.*, p. 133.

⁷⁰ *Id.*, p. 128.

à un groupe ethnique. En effet, ce besoin existe chez tout groupe ethnique, depuis les débuts de l'histoire de l'humanité. Roshwald a pour thèse « that the idea of nationhood as well as the phenomenon of national consciousness and its expression in nationalism are not exclusively modern, but have appeared in various forms, among diverse societies, throughout much of the history of literate civilization ⁷¹ ». Cela s'explique par le fait que le nationalisme n'est pas uniquement une idéologie, mais aussi un fait anthropologique, voire « socio-biologique », reposant sur le sentiment d'appartenance à une communauté⁷². « Nationalism can be seen as the cultural and ideological expression of some of the analogous impulses and social-behavior patterns in humans [...] ⁷³ ».

2.1.3 Le modernisme

Le courant moderniste s'est développé à partir des années 1960 en réaction au primordialisme sur la question de l'origine des nations et du nationalisme⁷⁴. À l'heure actuelle, il est considéré comme le courant dominant dans le champ des études du nationalisme⁷⁵. Comme son nom l'indique, ce courant regroupe un grand nombre de chercheurs qui considèrent que le nationalisme et les nations sont des phénomènes *modernes*. Cependant, les facteurs priorisés dans l'explication du développement du nationalisme diffèrent d'un auteur à l'autre : ils peuvent être économiques, socio-politiques ou encore culturels. De plus, les débats entre ces auteurs résident dans leur compréhension de ce qu'est la modernité et son lien avec le phénomène du développement du capitalisme ou de l'industrialisation. Si le nationalisme apparaît avec le passage à la modernité, la question reste à savoir s'il s'agit d'un phénomène indépendant ou lié à la transition au capitalisme ou à l'industrialisation⁷⁶.

⁷¹ *Id.*, p. 10.

⁷² *Id.*, p. 12.

⁷³ *Id.*, p. 13.

⁷⁴ Özkirimli, *op. cit.*, p. 85.

⁷⁵ Anthony Smith, *Nationalism and Modernism: A Critical Survey of Recent Theories of Nations and Nationalism*, Londres, Routledge, 1998.

⁷⁶ L'utilisation du terme « capitalisme » référant à une posture marxiste, à l'inverse du vocable

L'auteur emblématique du courant moderniste dans les thèses du nationalisme est sans contredit Ernest Gellner. C'est l'auteur que tous ses successeurs en théorie du nationalisme critiquent mais auquel ils se comparent obligatoirement. Ernest Gellner reste une référence pour l'ensemble des modernistes tout d'abord pour sa définition du nationalisme. Sa thèse principale est que le nationalisme est un phénomène étroitement relié à l'industrialisation et à la naissance de l'État moderne⁷⁷. Toutefois, sur la question des origines politiques et économiques du nationalisme, son modèle pêche par un excès de fonctionnalisme et un manque d'ancrage historique. Un second auteur est devenu un incontournable parmi les modernistes grâce à son concept de communautés imaginées (*imagined communities*) ; il s'agit de Benedict Anderson⁷⁸. Pour ce dernier, le nationalisme est lié à l'émergence du capitalisme de l'imprimé.

a) Gellner

Gellner définit le nationalisme comme une idéologie de refonte de la répartition du pouvoir politique sur des bases culturelles. Il construit une théorie de la légitimité politique moderne. Celle-ci reposerait sur le recoupement de l'unité politique et de l'unité nationale, du pouvoir et de la culture : « Le nationalisme est essentiellement un principe politique, qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes⁷⁹ ».

L'avènement de la société industrielle demande l'apparition d'une éducation culturellement homogène. Pour Gellner, le nationalisme est une conséquence de la centralisation du pouvoir politique et de l'industrialisation. Ces deux caractéristiques des sociétés modernes rendent nécessaire une formation générale permettant la communication entre tous. Le nationalisme découle naturellement de ce besoin d'homogénéité culturelle.

d' « industrialisation ».

⁷⁷ Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989, 208 p.

⁷⁸ Benedict Anderson, *Imagined Communities*, New York, Verso, [1983] 2006, 240 p.

⁷⁹ Gellner, *op. cit.*, p. 11.

Avec l'industrialisation, l'État moderne se centralise et acquiert le monopole de l'éducation légitime⁸⁰. Pour les sociétés qui connaissent l'industrialisation, la centralisation politique devient une *nécessité*. Les préconditions de la vie économique moderne sont les *raisons* les plus évidentes de la centralisation du pouvoir politique⁸¹. D'une part, l'efficacité des industriels requiert une spécialisation qui les empêche de se dévouer à des tâches militaires. D'autre part, la mobilité du travail, la séparation entre lieu de travail et domicile, entre loyautés sociales et de travail sont des caractéristiques organisationnelles qui limitent l'utilisation de la communauté de travail comme communauté de défense et de renforcement des lois (à l'opposé de ce qui avait cours dans les clans). L'industrialisation a besoin d'une différenciation des sphères politiques et économiques pour se développer. Elle dépend donc d'une centralisation politique, qui historiquement est déjà amorcée, ce que Gellner reconnaît. Il ne prétend pas que les sociétés agraires prémodernes ne connaissent pas la centralisation politique. Mais ce n'était qu'une option parmi d'autres, alors que pour toute société industrielle, c'est la seule possibilité : « Industrial society is *always* centralized⁸² ».

Ces transformations sociales rendent nécessaire une éducation générale et tournée vers un moyen de communication commun. Les États centralisés tendent vers l'égalitarisme, ce qui implique un besoin d'homogénéité de la société. Cela passe par le choix d'une langue commune comme moyen de communication et par un système d'éducation étatique. Les institutions dédiées à l'éducation réalisent à la fois la sélection pour les spécialisations et l'apprentissage lui-même. Si le choix d'une langue de communication dans un État centralisé est plus ou moins fortuit, il place les locuteurs et locutrices des autres langues dans une position marginalisée.

Le nationalisme découle naturellement de ce besoin d'homogénéité culturelle et des moyens qui permettent son obtention. Dans toute société moderne, l'accès à la culture dominante est inégal. Le nationalisme est la manifestation « naturelle » de cet état de fait. Les

⁸⁰ Pour Gellner, c'est en cela que réside la caractéristique la plus typique de l'État moderne et non pas dans le monopole wébérien de la violence légitime.

⁸¹ Ernest Gellner, "Nationalism", *Theory and Society*, vol. 10, no 6, p. 755.

⁸² *Ibid.*

conflits nationalistes surviennent lorsqu'un problème d'homogénéisation de la société semble permanent, ce qui se produit le long de lignes culturelles (et non pas comme le croient les marxistes, entre classes sociales). C'est ainsi que le monde moderne est inévitablement un monde nationaliste⁸³. Les États sont des unités homogènes au sens culturel, c'est-à-dire des nations, du fait de leur besoin de moyens de communication partagés (une langue, une éducation et une culture communes).

Un des défauts principaux du modèle de Gellner réside dans sa façon d'imbriquer les éléments les uns dans les autres par une logique fonctionnaliste, qui se heurte constamment aux développements historiques. Devant le constat que l'industrialisation a besoin de la centralisation du pouvoir politique pour se développer, Gellner affirme que l'industrialisation est la précondition de la centralisation politique, alors qu'il note lui-même qu'historiquement, cette dernière précède sa prétendue « condition ». Cette critique a été souvent évoquée par d'autres théoriciens du nationalisme⁸⁴. Les éléments sont imbriqués les uns dans les autres de façon fonctionnaliste : si l'industrialisation a *besoin* d'une différenciation des sphères politiques et économiques pour se développer, comment peut-elle en être une précondition ? Cet argument recèle une contradiction logique. La même critique peut être faite sur la question de l'imposition d'une langue, qu'il relie au besoin de communication entre les différents corps de métiers, alors qu'historiquement, c'est au travers de l'administration étatique qu'une langue vernaculaire parmi d'autres acquiert le statut privilégié de langue officielle (comme nous le verrons plus loin avec Anderson)⁸⁵. En somme, l'invocation de la modernité pour expliquer l'origine du nationalisme reste très formelle et fonctionnaliste.

⁸³ *Id.*, p. 761.

⁸⁴ Umut Özkirimli, *op. cit.*, p. 137.

⁸⁵ Une autre faiblesse, que nous n'avons pas la place de développer, est liée à son rejet des problématiques marxistes. Il idéalise passablement la mobilité sociale dans les sociétés industrielles. Puisque les forces de production modernes ont pour caractéristique leur changement constant, cela implique que les structures de classes ne peuvent pas prétendre à la permanence, dans la mesure où la mobilité sociale devient la norme. Les marxistes ont donc tort de considérer que les membres de groupes qui occupent des positions fixes et inégales sont en conflit de classes. Cette critique repose sur une lecture erronée de ce qui détermine les relations entre classes sociales. En effet, cette distinction entre classes fait d'ores et déjà appel à une conception *stratifiée* des inégalités sociales, basée sur des critères matériels, plutôt que sur une base *relationnelle* de domination et d'exploitation entre groupes. Au lieu de négliger le rôle des relations de classes, les théories du nationalisme gagneraient à tenter de les articuler aux relations à l'intérieur et entre groupes nationaux.

b) Anderson

En lieu et place de l'industrialisation, Benedict Anderson invoque le capitalisme de l'imprimé comme phénomène explicatif de l'émergence du nationalisme. Dans *Imagined Communities* (dont la première édition date de 1983), la thèse d'Anderson sur l'origine du nationalisme est que le « capitalisme de l'imprimé » et la transformation des solidarités sociales en lien avec la centralisation administrative des États mènent au développement de nouvelles formes de « communautés imaginées », les communautés nationales.

La particularité de l'approche d'Anderson réside dans sa définition du nationalisme. Le nationalisme n'est pas une idéologie comme le libéralisme ou le marxisme, c'est un phénomène qui s'apparente plus à la parenté ou à la religion, du fait qu'il n'en existe pas un seul et unique modèle (« le Nationalisme avec un grand N », comme le dit Anderson). La nation se définit comme « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine⁸⁶. » Elle est imaginaire dans la mesure où elle est trop grande pour que chaque membre puisse en connaître tous les autres ; il s'agit d'une communauté parce que par-delà les inégalités, c'est un regroupement « horizontal » ; limitée parce qu'elle ne vise pas à regrouper toute l'humanité, malgré son élasticité ; souveraine parce que c'est une communauté dont l'idée est attachée aux idéaux des Lumières et de la Révolution française. Finalement, une communauté est toujours imaginée, ce qui ne la rend pas fausse pour autant. En fait, toute communauté qui dépasse l'échelle d'un village dont tous les habitants se connaîtraient est imaginée, puisque ses membres ne peuvent se la représenter que par le biais d'une projection de l'esprit. Cette définition dénote déjà, par son inclusion de l'idée de souveraineté, une posture moderniste qui s'affirme lorsqu'Anderson décrit les origines du nationalisme.

Le nationalisme ne se développe que lorsque le capitalisme modifie en profondeur les conceptions du temps et de l'espace et détruit les anciennes communautés⁸⁷. Cette affirmation pourtant intéressante ne sera pas vraiment développée en montrant en quoi le capitalisme détruit les anciennes communautés. Anderson montre par contre en quoi il les supplante.

⁸⁶ Anderson, *op. cit.*, p. 19.

⁸⁷ Anderson, *op. cit.*, p. 9.

Trois conceptions culturelles fondamentales disparaissent à la fin du Moyen-Âge : la langue écrite sacrée comme accès ontologique au monde ; la société organisée autour de centres monarchiques ; la temporalité où la cosmologie et l'histoire se confondent. Ces trois disparitions qui permettent d'imaginer la nation seront précipitées et « rendues fécondes » par le capitalisme de l'imprimé. Elles sont la « face négative » de l'émergence des communautés nationales dont la face positive sera l'interaction à demi-fortuite entre la diversité linguistique (qui n'explique rien en soi) et le capitalisme de l'imprimé. L'édition est une des premières formes d'entreprises capitalistes qui, un fois le marché en langue latine saturé (parce que le bassin de ses lecteurs est limité⁸⁸) s'attaque aux langues vernaculaires, dont les lecteurs sont autrement plus nombreux. Les co-lecteurs d'une langue vernaculaire forment « un embryon de communauté nationale imaginée⁸⁹ ».

Le capitalisme de l'imprimé donne une fixité à la langue, fixité primordiale pour l'idée de nation. Il crée aussi une hiérarchie entre les langues, le dialecte le plus proche de la langue imprimée l'emportant sur les autres. Une fois développées de façon fortuite, cette cristallisation et cette hiérarchisation des langues peuvent être utilisées sciemment.

Par analogie avec le sens de la communauté religieuse qui passait par des pèlerinages⁹⁰, la formation d'une langue officielle formalisée rend les fonctionnaires interchangeables dans chaque État absolutiste, mais plus à l'externe, puisque la langue vernaculaire choisie n'est pas la même d'un État à l'autre.

Mais comment ce développement, présenté formellement jusqu'à présent, se diffuse-t-il à l'échelle mondiale ? Ici, Anderson reprend les lois du développement inégal et combiné que le théoricien écossais du nationalisme Tom Nairn⁹¹ applique à la formation des États. Ces lois se conçoivent aussi pour la Révolution et le nationalisme. Ce sont toutes des inventions ouvertes

⁸⁸ –et de ses lectrices encore plus, pourrait-on ajouter.

⁸⁹ *Id.*, p. 55.

⁹⁰ *Id.*, p. 66.

⁹¹ Tom Nairn, *The Break-up of Britain*, Londres, New Left Books, 1977, 397 p.

aux piratages, aux processus modulaires⁹². Ce sont des formes qui peuvent s'apprendre, grâce au capitalisme de l'imprimé. « De la même façon, le nationalisme a connu depuis la fin du XVIII^e siècle un processus de modulation et d'adaptation suivant les époques, les régimes politiques, les économies et les structures sociales. De ce fait, la « communauté imaginée » s'est propagée à toutes les sociétés contemporaines qui puissent se concevoir ⁹³». Le modèle d'indépendance nationale diffusé par l'imprimerie s'est imposé progressivement et s'est prêté à de multiples « piratages » ⁹⁴. Il a commencé dans les Amériques.

Les mouvements d'indépendance nationale des États des Amériques aux XVIII^e et XIX^e siècles ne se font pas sur la base de la langue (puisqu'ils la partagent avec la métropole) ni par la mobilisation des classes populaires, mais par la peur de la rébellion de ces classes populaires par les propriétaires terriens esclavagistes. Ce sont les communautés créoles (au sens de blancs nés dans les colonies) qui sont les premières à former des nations, un sentiment national. La naissance aux Amériques vouait à la subordination. Les créoles blancs représentaient donc à la fois l'élément essentiel à la puissance de la métropole et une menace pour celle-ci, à partir du moment où l'étendue territoriale serait imaginée comme une nation. Cela se produit avec l'avènement du journal au XVIII^e siècle et sa politisation progressive. Selon Anderson, l'échec du nationalisme pan-américain est dû à un niveau de développement capitaliste et technologique faible au XVIII^e siècle⁹⁵. Les intérêts économiques sont importants, mais ils ne fournissent pas à eux seuls une explication du nationalisme contre la métropole, parce qu'ils ne créent pas de communauté imaginée comme le font le pèlerinage des fonctionnaires et les presses créoles⁹⁶.

Le nationalisme en Europe entre 1820 et 1920 se distingue de deux façons des mouvements de libération nationaux des Amériques qui le précèdent : les langues d'imprimerie y jouent un rôle idéologique et politique autrement plus crucial ; il s'inspire des

⁹² Anderson, *op. cit.*, p. 160.

⁹³ *Id.*, p. 161.

⁹⁴ *Id.*, p. 90.

⁹⁵ *Id.*, p. 74.

⁹⁶ *Id.*, p. 75.

modèles existants. Les auteurs, compositeurs, etc. se mettent à écrire en langue vernaculaire. On détecte les « germes du nationalisme »⁹⁷ dans l'apparition des presses vernaculaires à Istanbul, en Norvège, en Finlande... Qui consomme ces imprimés ? Ce sont les anciennes classes dirigeantes et la bourgeoisie industrielle et administrative en plein essor (l'essor de la bourgeoisie industrielle sera plus inégal que celui de la bourgeoisie fonctionnaire). Or les classes dirigeantes pré-bourgeoises, parce qu'elles étaient restreintes, avaient une cohésion de classe autant concrète qu'imaginaire. Les bourgeoisies furent les premières classes à asseoir leur solidarité sur des bases fondamentalement imaginées – solidarité dont la limite était la langue vernaculaire. Les masses sont plus ou moins impliquées dans ces nouvelles communautés imaginées. En Europe, les Empires poly-vernaculaires connaissent un processus d'unification linguistique dû à l'alphabétisation, à l'essor du commerce, de l'industrie, des communications et des appareils d'État.

Les dynasties ont fait leur choix d'une langue vernaculaire naturellement, ou pour des questions de commodité. Mais la révolution lexicographique crée et propage l'idée que chaque groupe a sa langue, dans une communauté d'égaux. Cela crée un dilemme pour les dynasties : la langue choisie est à la fois « universelle et impériale » et « particulière et nationale ». Appuyer sur l'un ou l'autre des aspects rendrait une partie des sujets de la dynastie indisposés. Les monarchies se dirigeaient donc de plus en plus vers une identification nationale. Elles cherchent à se naturaliser pour conserver leur pouvoir sur des royaumes polyglottes, ce qui mène à des « nationalismes officiels » (Seton-Watson). Les nationalismes officiels sont donc des processus *réactionnaires* face aux mouvements nationaux populaires qui prolifèrent depuis 1820⁹⁸. Cette thèse vient remettre en contexte historique (bien que de façon encore très schématique) celle d'Ernest Gellner : l'intérêt des États centralisés à utiliser le nationalisme n'est pas innocent. Il provient d'un état de fait politique autant, sinon plus, que d'un besoin économique.

Avec la Première Guerre mondiale, la norme légitime au niveau international devient le passage des grandes dynasties aux États-nations. Le nationalisme qui accompagne cette

⁹⁷ *Id.*, p. 84.

⁹⁸ *Id.*, p. 96.

nouvelle norme est un mélange de nationalisme populaire et officiel en réponse au nouvel impérialisme mondial.

L'intérêt de l'approche d'Anderson, c'est l'idée que les origines du nationalisme ne sont pas toutes les mêmes, selon qu'il s'agit des premiers nationalismes ou de ceux qui les suivent. Pourtant, il tombe dans un certain déterminisme technologique lorsqu'il cherche le fameux « capitalisme de l'imprimé » partout où il y a nationalisme, alors qu'il se garde bien de voir dans la langue un facteur universalisable et d'appliquer à l'Amérique latine la question de la langue comme raison de fracture, comme ce sera le cas en Europe.

Les deux classiques que sont *Nation and nationalism*⁹⁹ et *Imagined Communities* mettent bien en valeur ce qui distingue les approches modernistes des autres courants dans le champ des études du nationalisme. La rupture historique de la modernité s'exprime dans les deux cas au niveau économique et politique - bien que les termes retenus ne soient pas tout à fait les mêmes sur le plan économique, l'un parlant d'industrialisation et l'autre de capitalisme. Plus important encore, pour les modernistes, le nationalisme *invente* la nation plutôt qu'il n'en prend conscience¹⁰⁰.

Une limitation supplémentaire du modèle structuraliste du passage d'une représentation du monde religieuse à une période de représentation nationaliste – et sécularisée – du monde est son inexactitude historique¹⁰¹. Le cas balkanique le démontrera dans les prochains chapitres. Les églises auto-céphales de l'Europe du Sud-est sont parties prenantes dans la naissance des revendications de souveraineté.

La perspective moderniste la plus utilisée par les études sur la Yougoslavie a déjà été vue au chapitre précédent ; il s'agit de l'instrumentalisme. Elle ne s'intéresse pas vraiment à la question de l'origine du nationalisme, son angle d'attaque étant l'étude des agents nationalistes et de leurs intérêts. C'est pourquoi nous ne nous y attarderons pas à nouveau ici.

⁹⁹ L'ouvrage de Gellner ne doit pas être confondu avec un autre classique en la matière, celui de Hobsbawm, au titre presque semblable.

¹⁰⁰ Anderson, *op. cit.*, p. 6.

¹⁰¹ Frédéric Guillaume Dufour, « Beyond Modernity: Social Relations and the Emergence of Capitalism and Nationalism », *Cahiers d'épistémologie*, vol. 7, no 319, p. 48.

2.1.4 Conclusion

En résumé, parmi les propositions primordialiste, ethno-symbolique et moderniste, cette dernière est la plus à même de fournir un cadre solide pour réfléchir à l'origine du nationalisme. En effet, les limites des deux autres apparaissent indépassables sans atteindre aux fondements de ces courants. Le primordialisme est clairement daté. Il a pour défaut principal de ne pas prendre de distance critique par rapport à son objet. Il reprend les conceptions du sens commun pour en faire ses notions centrales et tâche de définir la nation par des caractéristiques objectives. Il naturalise le lien national, y voyant un équivalent du lien filial. L'ethno-symbolisme, s'il se base sur une définition subjectiviste de la nation, n'en partage pas moins avec le primordialisme le fait de faire remonter son existence à la nuit des temps.

Une caractéristique de la définition du nationalisme nous fait pencher pour la définition moderniste, malgré les limites rencontrées dans les approches de Gellner et d'Anderson résumées ci-dessus. Il s'agit du caractère *politique* de celui-ci. Le nationalisme est lié à l'État moderne. La non-différenciation des sphères de pouvoir politique et économique au Moyen-Âge a des implications sur les formes prises par les communautés imaginées pré-capitalistes : « the 'harmonious' feudal institutionalization of an inequal status between the three orders¹⁰² ». Elles peuvent être religieuses ou dynastiques, mais ne pourraient être basées sur la solidarité horizontale caractéristique des nations modernes.

Si les modernistes fournissent des définitions plus intéressantes – parce que plus politiques, du nationalisme, leurs modèles explicatifs sur les origines de celui-ci ne convainquent pas complètement. Où donc trouver les raisons d'émergence du nationalisme ? Il n'y a vraisemblablement pas de réponse unique à la question : il ne s'agit ni forcément la centralisation étatique, ni forcément du développement du capitalisme ou de l'industrialisation. Les problèmes relevés chez Gellner et chez Anderson proviennent en fait d'une seule et même raison, à savoir leur volonté de constituer des modèles explicatifs trop généraux, à partir de l'industrialisation, du capitalisme et de la modernité.

¹⁰² *Id.*, p. 44.

Dans *The Pristine Culture of Capitalism*¹⁰³, Ellen M. Wood critique la thèse d'Anderson selon laquelle les communautés imaginées de la nation ont pour condition d'existence la disparition de solidarités pré-modernes¹⁰⁴.

« Of course the 'nation-state' is a modern phenomenon, and of course a sense of nationhood has certain 'modern' pre-conditions – not least a unifying state-apparatus, an adequate system of communication, a universifiable language in the form of a print-vernacular. This cannot, however, be the whole truth, if the paradigmatic 'modern' nationalism emerged in response not so much to the decline of traditional corporate principles as to their persistence¹⁰⁵. »

Pour Wood, qui appartient au courant de la « Théorie des relations sociales de propriété », il importe plus de partir des contradictions existantes que d'un modèle unique et idéalisé de modernité à appliquer à rebours. À cet égard, les cas des nationalismes balkaniques du XIX^e siècle sont parlants, car ils sont à la fois des réponses à la centralisation étatique ottomane et surviennent dans des zones de l'Empire qui ne sont clairement ni industrialisées, ni passées au capitalisme¹⁰⁶. Le cas par cas historique s'impose donc. La Théorie des relations sociales de propriété fournit les outils conceptuels pour une approche socio-historique détaillée mais qui interroge le lien entre la formation de l'État, les transformations économiques et le nationalisme.

Une seconde critique de taille s'impose, qui s'applique autant à certains modernistes qu'aux auteurs des autres courants des théories du nationalisme. Il s'agit de la réification des groupes étudiés, que ce soient des groupes ethniques ou des nations. Nous avons vu que les primordialistes ont été critiqués pour avoir conçu les nations comme immuables ; l'identité nationale est une construction sociale. Mais on peut aller plus loin et critiquer l'utilisation de les catégories de nation et de groupe ethnique. Une tendance théorique contemporaine regroupant les approches influencées par les *cultural studies*, *gender studies*, les postures postmodernes et postcolonialistes, dont le point commun réside dans la réorientation de leurs

¹⁰³ Ellen Meiksins Wood, *The Pristine Culture of Capitalism*, Londres, Verso, 1991, 200 p.

¹⁰⁴ *Id.*, p. 30.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ Clemens Hoffmann, «The Balkanization of Ottoman Rule, Premodern Origins of the Modern International System in Southeastern Europe», *Cooperation and Conflict*, 2008, vol. 43, no. 4, p. 373-396.

intérêts de recherche, lancent ces critiques tout en tentant d'y répondre. Tout en critiquant la perspective des « haines ancestrales », la plupart des auteurs sur le nationalisme en ex-Yougoslavie utilisent les catégories « groupe ethnique », « nation » et « communauté nationale » comme si elles comprenaient des caractéristiques essentielles et immuables¹⁰⁷. Ils n'affirment pas pour autant que les nations aient toujours existé, mais dans leur façon de traiter comme un groupe homogène en fonction de caractéristiques « nationales » l'ensemble d'une population, ils étendent de facto le projet nationaliste. Pourtant, rien n'est moins figé que les nationalismes à leur naissance (bien qu'évidemment avec le temps et l'institutionnalisation, leurs définitions se cristallisent). Or les caractéristiques invoquées pour naturaliser la « réalité » sont des produits de luttes historiques¹⁰⁸. Et les choix épistémologiques peuvent avoir des effets sur la réalité à l'étude. D'un point de vue théorique, le fait de transposer la conception de communautés nationales trop loin en amont de l'histoire se heurte ne serait-ce qu'aux catégories de l'époque concernée. Un historien de l'Empire austro-hongrois souligne par exemple : “ Political and historic literature, as, indeed, history itself, has always considered the Croatian question a mere part of the Empire's southern Slav problem, whose ethnic and prospective political nature was far wider¹⁰⁹”. Ainsi, ce qui, à l'heure actuelle, est communément désigné comme problème croate était, il y a à peine un siècle, un problème périphérique d'un Empire pour lequel on utilisait la catégorie de « Slaves du Sud ».

Outre le fait que les catégories invoquées doivent être relativisées par une remise en contexte historique, leur définition et leur utilisation ne sont pas même figées à une époque donnée. Relatant sa discussion avec une femme rencontrée à Tuzla, en Bosnie, le politologue David Campbell écrit :

«Until the mass departure of Serbs, the knowledge that those individuals - many of whom she knew personally - were Serbs was either absent or unimportant. Indeed, the idea that she

¹⁰⁷ En cela ils seraient dans le courant culturaliste au sens où l'entend Özkirimli.

¹⁰⁸ Pierre Bourdieu, « L'identité et la représentation, éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, no. 35, p. 66.

¹⁰⁹ Robert A. Kann, « VII. The Croats », *The Multi-national Empire*, New York, Octagon Books, 1977, p. 234.

might have a particular identity representable in exclusive ethnic terms was opaque to Amira¹¹⁰.»

L'identité nationale ou ethnique jouait un rôle secondaire dans la vie quotidienne de bien des habitants de la Yougoslavie. Cela s'illustre bien dans le fait que pour une jeune fille grandissant dans les années 1980 -et qui allait devenir une journaliste et une essayiste reconnue, le fait que sa mère se mette à craindre la venue d'une guerre était inexplicable et relevait quasiment de la sénilité¹¹¹. La femme rencontrée par Campbell refuse quant à elle de parler des "Serbes" comme s'ils étaient tous des agresseurs, au même titre que tous les Allemands n'étaient pas des Nazis ; c'est pourquoi elle préfère référer au terme de "*Chetniks*". Les Četniks étaient des paramilitaires serbes royalistes qui opérèrent durant les deux Guerres mondiales et qui s'allièrent momentanément à l'Axe durant la Seconde.

Campbell théorise cette rencontre et d'autres comme des moments démontrant un ethos qui dépasse les catégories des narrations dominantes de l'identité politique pour comprendre la guerre de Bosnie¹¹². Au moment où les tensions cristallisent le plus des catégorisations ethniques, plusieurs témoins et acteurs malgré eux du conflit se refusent à la di-vision dominante qui fait du groupe des Serbes un ensemble homogène, agissant d'un même geste. Nous avons vu plus haut que l'identité politique a changé dans l'histoire ; nous pouvons retenir ici l'idée que de multiples narrations se font concurrence sur ce même objet. Certaines restent de l'ordre des possibilités, parce qu'elles sont limitées ou supprimées par les narrations effectivement mises en place. Le choix de représentations particulières a des conséquences politiques. C'est pourquoi il faut s'y intéresser : «an understanding of the performative constitution of identity is required to appreciate the way in which the foundations of authority for political action and community are constructed¹¹³.»

¹¹⁰ Campbell, *op.cit.*, p. 1.

¹¹¹ Dubravka Ugrešić, *The Culture of Lies*, University Park (Penn.), The Pennsylvania State University Press, p. 5.

¹¹² Campbell, *op. cit.*, p. 3.

¹¹³ *Id.*, p.14.

Le fait d'invoquer constamment une identité nationale possède particulièrement un caractère performatif. Campbell souligne bien le rôle majeur que les intervenants internationaux ont eu à cet effet durant le conflit en Bosnie. De la même façon, les sciences sociales ont participé à l'imposition d'une narration en termes nationalistes et continuent à la perpétuer.

Par contre, et c'est là une limite de son travail, Campbell n'explique jamais *pourquoi* l'interprétation nationaliste et ethnique l'emporte. L'auteur cherche à faire parler les narrations alternatives restées sans voix, assumant qu'elles sont dominées dans le rapport de pouvoir en place. Pourtant, ces narrations et ces rapports de pouvoir restent désincarnés dans *National Deconstruction*, alors qu'ils ont été forgés historiquement et de façon dynamique par des groupes en relations les uns avec les autres¹¹⁴. Il manque à cette approche l'analyse des rapports sociaux sur lesquels une interprétation repose pour devenir « performative ».

Si, comme Campbell le montre dans une perspective postmoderne, la vision nationaliste est clairement devenue hégémonique au niveau narratif, elle l'a aussi été au niveau institutionnel pour des raisons sociohistoriques¹¹⁵. Pour prendre l'exemple de la Yougoslavie, son pôle national de l'identité avait beau être faible, le nationalisme n'en était pas pour autant absent¹¹⁶. Autrement dit, l'étude de la constitution performative de l'identité ne peut faire fi, comme Campbell et son approche poststructuraliste le font, de l'histoire et des rapports de force sous-jacents pour relater les narrations qui s'imposent. Quand vient le moment de choisir les outils méthodologiques, les catégories et les unités d'analyse du nationalisme, Rogers Brubaker offre une avenue intéressante¹¹⁷. En se basant sur les acquis du constructivisme, il propose de cesser d'utiliser le nationalisme comme une catégorie

¹¹⁴ Ne serait-ce que parce que la constitution de la Fédération Yougoslave se constituait de Républiques dont certaines possédaient déjà des velléités nationalistes.

¹¹⁵ Frédéric Guillaume Dufour et Thierry Lapointe, "La sociologie historique néowébérienne : l'effritement de la distinction entre la politique comparée et l'étude des relations internationales", in M. e. D. O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales, Contestations et résistances*, Montréal, Athéna, 2007, p. 305-327.

¹¹⁶ Voir chapitre 3 de ce mémoire.

¹¹⁷ Rogers Brubaker, *Ethnicity without Groups*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, 283 p.; *Nationalism Reframed : Nationhood and the National Question in the New Europe*, New York, Cambridge University Press, 1996, 202 p.

d'analyse, pour plutôt s'y attarder comme sur une catégorie de la pratique. Il reste assez près des thèses de Campbell à cet égard, mais il ajoute une « strate » à l'analyse, en tenant compte de l'histoire des catégories, de leur caractère non pas seulement évènementiel, mais aussi processuel, relationnel et institutionnel.

En conclusion, deux limites des modernistes doivent être dépassées : la définition réifiante des nations et la pauvreté du contenu historique de leurs théories. La sociologie historique des relations sociales d'appropriation et la sociologie cognitive de Rogers Brubaker permettront de résoudre ces problèmes, la première en fournissant un cadre socio-historique, la seconde des outils conceptuels.

2.2 Brubaker : la "nation" comme catégorie pratique, forme institutionnalisée et évènement contingent

Rogers Brubaker partage le constat de la performativité des discours, et en particulier des discours académiques, mais l'intègre dans une perspective relationnelle et institutionnelle. C'est l'auteur qui composera la plus grande part de mon cadre théorique d'analyse. S'inscrivant dans la suite des travaux de Pierre Bourdieu, ce sociologue américain contemporain critique la tendance des chercheurs à utiliser des catégories pratiques en tant que catégories analytiques, au vu des enjeux politico-normatifs qui leur sont sous-jacents. C'est pourquoi il se méfie de la dichotomie traditionnelle entre le nationalisme ethnique et le nationalisme civique. Et c'est aussi la raison pour laquelle il s'oppose à ce qu'il qualifie de groupisme, à savoir la tendance à prendre les groupes pour des entités substantielles auxquelles on peut attribuer des intérêts et une volonté propre. Pour pallier à cette tendance, Brubaker développe un ensemble de propositions théoriques dont le mot d'ordre serait de penser en termes relationnel, processuel, dynamique et évènementiel. Des notions comme celle de clôture sociale intègrent ces considérations à première vue un peu formelles. Les travaux empiriques de Brubaker reprennent évidemment la méthode induite par ces propositions ; parmi eux, le cas des migrations au moment de la chute des Empires et de la naissance des États-nations recèle des hypothèses intéressantes pour notre cas.

2.2.1 Catégories pratiques et catégories analytiques : la critique du groupisme

Quand vient le temps de traiter d'un conflit tel que celui concernant le devenir de la Yougoslavie, tous les éléments concernant les relations entre les parties adverses sont passés au crible : laquelle des parties a lancé le bal, possède le plus de moyens, à qui vont les appuis internationaux, etc. Cependant, il est un élément qui n'est que rarement interrogé : les agents impliqués. La plupart du temps, les groupes nationaux sont pris comme étant des acteurs bien différenciés les uns des autres et homogènes dans leur constitution respective. Prenons l'exemple d'un article de quotidien qui titre « Les Serbes frappent à l'Ouest [de la Bosnie]¹¹⁸ ». Bien entendu, il s'agit d'une synecdoque traitant du tout pour la partie, destinée à fournir rapidement une information aux lecteurs. Il ne s'agit évidemment pas de dire que l'ensemble des Serbes s'est déplacé dans l'Ouest de la Bosnie pour attaquer, mais bien de traiter de l'action de certains groupes armés serbes. Pourtant, l'article ne précise pas de quels groupes il s'agit. Cela pourrait être l'armée yougoslave sous contrôle serbe ou l'armée formée en Bosnie même par des groupes nationalistes serbes. Cet usage du sens commun faisant référence à un conflit entre Croates, Serbes et Bosniaques (Musulmans) reproduit, en même temps qu'il l'énonce, une conception ethnicisée de la situation.

Cette tendance à réifier les groupes a été qualifiée par Brubaker de groupisme (*groupism*), un terme principalement critique. Il a été reproché au concept de classe sociale, de façon virulente qui plus est, d'avoir une tendance profondément réifiante : « a term that is hard to use today without quotation marks or some other distancing device ¹¹⁹ ». Mais cette influence du constructivisme ne s'étend pas par contre aux conflits et aux groupes ethniques, raciaux¹²⁰ ou nationaux. Ces groupes sont pris pour acquis comme acteurs, concepts et comme choses-dans-le-monde. Ils sont de plus généralement vus comme formant un groupe homogène et différencié des autres. Cela ne va pas sans poser problème, historiquement et épistémologiquement parlant. C'est entre autres négliger les forces anti-guerres qui existaient

¹¹⁸ *Le Devoir*, 29 avril 1993, p. B3.

¹¹⁹ Brubaker, *op. cit.*, p. 9.

¹²⁰ Dans le monde anglophone en tout cas, car le terme a été supplanté dans la francophonie par d'autres formes de racisme qui ne disent pas leur nom (cf. Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe*, Paris, La Découverte, 1997).

dans chacune des Républiques. C'est pour cela que Brubaker introduit le concept de groupisme. Voici comment il le définit :

«I mean the tendency to treat ethnic groups, nations, and races as substantial entities to which interests and agency can be attributed. I mean the tendency to reify such groups, speaking of Serbs, Croats, Muslims, and Albanians in the former Yugoslavia, of Catholics and Protestants in Northern Ireland, of Jews and Palestinians in Israel and the occupied territories [...] as if they were internally homogeneous, externally bounded groups, even unitary collective actors with common purposes.¹²¹»

Le groupisme est un processus « normal » dans la vie quotidienne. Les groupes nationaux ou ethniques sont des catégories pratiques, c'est-à-dire utilisées dans le sens commun, parfois inconsciemment, parfois avec l'objectif de les instrumentaliser à certaines fins. Souvent, la méthode pour réifier les nations procède par un processus de personnification. Le cas le plus flagrant est la référence à la « mère-patrie » nourricière, protectrice¹²². La réification des groupes est en fait un processus social central dans la pratique politique. Celle-ci tend à les institutionnaliser, par la référence à une nation fondatrice dans la Constitution, par l'usage de catégories de recensements, etc.

Brubaker ne s'attaque pas au fait que le sens commun tende à naturaliser et essentialiser des catégories¹²³, mais aux sciences sociales qui les reprennent à titre de catégories analytiques.

Or, le point de vue des « entrepreneurs ethno-politiques », comme celui des scientifiques, des journalistes, des intervenants internationaux, possède un caractère performatif. Pierre Bourdieu le soulignait déjà dans ses travaux sur l'idée de région¹²⁴. La réflexion sur la performativité des discours chez Brubaker s'inscrit en continuité avec la réflexion que ce dernier avait amorcée sur le rôle des intellectuels dans la construction de leur objet.

¹²¹ Brubaker, *Ethnicity without Groups*, p. 8.

¹²² Hroch, *op. cit.*, p. 38.

¹²³ Au contraire même, d'un point de vue politique, il est pour l'utilisation de cette catégorie. Voir son article « In the Name of the Nation: Reflections on Nationalism and Patriotism », *Citizenship Studies*, Vol. 8, No. 2, June 2004, p. 115–127.

¹²⁴ Bourdieu, *op. cit.*

2.2.2 Lutte dans le champ des sciences sociales

Brubaker fait partie de la relève bourdieusienne aux États-Unis. Cela transparaît dans sa critique du groupisme, qui reprend certaines considérations épistémologiques du grand sociologue français quant au rôle des sciences sociales dans la définition des catégories qui structurent notre compréhension de la réalité. Certes, Pierre Bourdieu n'a jamais travaillé à proprement parler sur le nationalisme, en tout cas pas nominalement. Par contre, il s'est intéressé à un phénomène qui s'y apparente fortement, à savoir le régionalisme¹²⁵. Dans un court texte extrêmement dense, devenu un classique, il relate les rapports de pouvoir entre disciplines dans le champ des sciences sociales au travers de la définition et du traitement de la notion de région.

Il y a concurrence pour le monopole du découpage légitime à la fois dans l'objet de la science, c'est-à-dire sur le terrain du nationalisme dans notre cas, et dans le champ scientifique (qui est loin d'être complètement indépendant – bien qu'il ne soit pas toujours conscient de ses biais normatifs). Dans cette concurrence pour le monopole d'énonciation, vont l'emporter les disciplines qui ont accumulé le plus de capital symbolique. En l'occurrence, autour de l'enjeu de l'objet de recherche « région » en France, la géographie et l'ethnographie seront progressivement supplantées par l'économie et la sociologie. Leurs définitions et leur expertise s'imposeront dès lors, du fait du rapport de force symbolique en leur faveur. Ce qui est vrai à propos du rapport de force entre disciplines vaut aussi à l'intérieur même d'une discipline, entre champs de recherche et entre scientifiques. Ce sont des luttes pour le pouvoir de vision et di-vision¹²⁶.

Or, toute pratique scientifique s'inscrit dans le monde social, est un acte scientifique mais aussi un acte pratique. Elle participe à la classification nationaliste au même titre que les discours et pratiques nationalistes.

[L]a « réalité », en ce cas, est sociale de part en part et les plus « naturelles » des classifications s'appuient sur des traits qui n'ont rien de naturel et qui sont pour une grande

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ *Id.*, p. 63.

part le produit d'une imposition arbitraire, c'est-à-dire d'un état antérieur du rapport de forces dans le champ des luttes pour la délimitation légitime. La frontière, ce produit d'un acte juridique de délimitation, produit la différence culturelle autant qu'elle en est le produit [...]¹²⁷

Or les classements pratiques sont subordonnés à des fonctions pratiques et orientés vers la production d'effets sociaux. À l'encontre d'une vision purement économiciste, la représentation que les agents se font du réel apporte à la construction du réel. La transformation collective de la représentation collective (tel que le nationalisme) transforme la réalité¹²⁸. Il existe donc une relation à double sens entre les procès de différenciation culturelle et de délimitations institutionnelles. Et tout ce qui est institutionnalisé dépend de rapports de force antérieurs. Les caractéristiques invoquées pour naturaliser la « réalité » sont des produits de luttes historiques. Il rappelle ainsi l'importance d'historiciser ce problème. Le discours nationaliste est un discours performatif¹²⁹. En somme, pour Pierre Bourdieu le nationalisme serait un cas particulier, comme l'est le régionalisme, des luttes symboliques dans lesquelles les agents sont engagés¹³⁰. Ces luttes ont pour enjeu la transformation ou la conservation des rapports de forces symboliques et de leurs profits corrélatifs, économiques ou symboliques. Les sciences sociales sont partie prenante dans ces luttes symboliques. C'est pour cet ensemble de raisons que la science sociale ne peut faire l'économie d'une analyse de la relation entre la logique scientifique et la logique pratique¹³¹. Le concept de nettoyage ethnique, tout comme la division entre le nationalisme civique et le nationalisme ethnique fournissent de bons exemples de l'usage critique qui peut être fait du rôle des sciences sociales.

¹²⁷ *Id.*, p.66.

¹²⁸ *Id.*, p. 71.

¹²⁹ *Id.*, p. 69.

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ *Id.*, p. 64.

2.2.3 Le nettoyage ethnique instrumentalisé

En Yougoslavie, le concept de nettoyage ethnique, étudié par Pamela Ballinger (2009), fournit un bon exemple de ce rapport entre catégorie pratique et catégorie analytique. Le « nettoyage ethnique » peut être défini comme l'homogénéisation ethnique d'un territoire par l'expulsion et parfois la tentative d'extermination d'une population¹³². C'est un terme apparu en Yougoslavie durant les années 1990 et s'il n'y a pas consensus sur le lieu et le groupe ayant été le premier à l'utiliser, il est clair qu'il a d'abord été utilisé par les participants, tortionnaires et victimes¹³³. Il a donc d'abord été une catégorie pratique. Il s'est mis à représenter un capital moral et politique pour les groupes déclarant en avoir été les victimes, au point qu'il a été réutilisé par d'autres groupes pour formuler leur victimisation à d'autres époques et dans d'autres lieux¹³⁴. La catégorie analytique de « nettoyage ethnique » découle de cette utilisation d'abord pratique. Il n'y a pas d'entente jusqu'à présent sur la signification précise du « nettoyage ethnique »¹³⁵. Comme le concept d'« identité » critiqué par Brubaker et Cooper, il risque de signifier trop de choses ou pas assez, voire rien du tout du fait de cette ambiguïté. Sa signification recouvre à la fois les transferts de populations, les expulsions, les déportations, les relocalisations, mais il ne possède pas la force légale du terme « génocide ». Mais si Brubaker et Cooper seraient en faveur de l'abandon du concept à cause de son ambiguïté, Ballinger considère quant à elle que le label de « nettoyage ethnique » ne doit ni être rejeté purement et simplement, ni embrassé entièrement. Il faut plutôt, selon elle, en faire un usage réflexif, en tenant compte de son capital moral et politique, en tenant compte des perspectives qu'il ouvre, mais aussi qu'il referme. Elle démontre que le concept de nettoyage ethnique possède une force explicative lorsqu'utilisé afin de décrire *certain moments*.

¹³² Ballinger, *op. cit.*, p. 284.

¹³³ *Id.*, p. 281.

¹³⁴ Par exemple, P. Ballinger s'intéresse particulièrement au cas des déplacements de population survenus en Istrie, région passée sous contrôle yougoslave à la suite de la Deuxième Guerre mondiale après avoir été sous contrôle italien.

¹³⁵ *Id.*, p.283.

2.2.4 Pour en finir avec la dichotomie nationalisme civique/nationalisme ethnique

La distinction entre le nationalisme civique et le nationalisme ethnique repose sur d'un côté une conception volontariste de la nation, accordant une importance primordiale à l'appartenance à l'État, au territoire fixe et au périmètre juridique bien délimité, de l'autre côté la version organiciste basée sur la reconnaissance de phénotypes communs, qui ne possède pas forcément un territoire reconnu. Ces deux idéaux-types ont une force analytique certaine, mais aussi une force performative.

Progressivement, cette division analytique a polarisé un contenu normatif dans chacune des deux formes : d'un côté, une conception péjorative du nationalisme ethnique et de l'autre côté, une idée positive du nationalisme civique. Ce contenu se compose en fait de deux ambiguïtés analytiques importantes. La première provient du fait que les archétypes qu'ont longtemps été la France et l'Allemagne ont été remplacés par une distinction entre centre et périphérie, entre nations établies (*established nations*) et revendications nationalistes sans État¹³⁶. Elle reproduit le *statu quo* international en délégitimant des formes de nationalisme qui se constituent en réaction à un État dominant. La seconde ambiguïté normative provient de l'application sélective du processus de clôture sociale¹³⁷. L'exclusion produite par le nationalisme, qui détermine qui a accès à un certain nombre de droits et d'avantages, n'est généralement relevée que dans le cas du nationalisme dit ethnique. Pourtant, la clôture est tout aussi effective dans le cas du nationalisme « civique ». Il n'a pas la prétention d'être ouvert à l'entière de l'humanité. Une politique à dominante multiculturaliste n'empêchera pas d'imposer des quotas et des critères de sélection à l'immigration. C'est donc plus qu'une simple opposition analytique, elle prend parti dans le monde social. En réalité, cette distinction est basée sur des rapports de pouvoir qu'elle cherche à légitimer.

En somme, la réflexion épistémologique de Brubaker, nourrie par l'influence bourdieusienne, pose un constat relativement simple : les catégories analytiques autant que les catégories pratiques participent aux luttes de division symbolique de la réalité. Il faut donc en tenir compte lors de la construction d'un cadre conceptuel, pour ne pas tomber dans

¹³⁶ Michael Billig, *Banal Nationalism*, Londres, Sage, 1995, p. 1.

¹³⁷ Voir Partie 2.2.2.

l'écueil du groupisme. Afin de contrer cette tendance, Brubaker a élaboré un ensemble de propositions théoriques particulièrement fécondes.

2.2.5 Le concept de clôture sociale : une alternative au groupisme

Plutôt que de reprendre de façon irréfléchie les catégories pratiques du sens commun, ou encore de tenter inlassablement de définir les termes d'ethnie et de nation, Brubaker propose de considérer ces travaux de catégorisations comme étant le phénomène à expliquer. Il réalise en somme un décalage épistémologique par rapport aux questions habituellement posées au nationalisme par les chercheurs.

Pour ce faire, il redéfinit tout d'abord l'ethnicité. Il s'agit de considérer l'ethnicité ou la nationalité en termes relationnels, processuels, dynamiques et évènementiels. Plusieurs outils analytiques permettent de mettre l'accent sur le groupe comme fait (*groupness*) plutôt que sur le groupe comme être. On pourrait parler en termes de catégories pratiques, d'actions situées, d'idiomes culturels, de schémas cognitifs, de cadres discursifs, de routines organisationnelles, de formes institutionnelles, de projets politiques et d'évènements contingents. Parmi ces outils proposés par Brubaker à titre d'alternative, attardons-nous à la notion de clôture sociale.

Peu d'attention a été portée par la sociologie politique aux définitions institutionnelles de la nationalité. « Comme Anthony Giddens et d'autres l'ont souligné, la sociologie a toujours eu tendance à prendre l'existence d'une société « nationale » délimitée comme une chose allant de soi, et à s'intéresser aux institutions et processus internes à cette société¹³⁸ ». Pourtant, la notion de clôture sociale remonte en fait à Max Weber dès les débuts d'*Économie et société*¹³⁹. Elle délimite les relations sociales, en fixant des conditions d'accès. Ainsi, les relations sociales qu'elle détermine peuvent être plus ou moins ouvertes, plus ou moins fermées. Cela dépend généralement de l'avancée qu'y voient leurs membres pour leurs intérêts. Parfois, l'ouverture peut avoir l'effet bénéfique recherché, parfois c'est la fermeture qui, par la monopolisation qu'elle permet, qui est visée. La clôture peut jouer son rôle à

¹³⁸ Rogers Brubaker, « La nationalité comme clôture sociale », *Citoyenneté et nationalité en France et en Allemagne*, Paris, Belin, 1997, p. 46.

¹³⁹ Max Weber, *Économie et société*, tome I, Paris, Plon, 1971, p. 44-46.

l'entrée d'une relation ou encore durant l'interaction¹⁴⁰. Par exemple, la non-citoyenneté restreint l'accès au territoire d'un État, puisqu'il faut alors demander un visa pour y entrer. Une fois l'accès au territoire obtenu, les droits d'un non-citoyens ou d'une non-citoyenne se distinguent de ceux d'un citoyen ou d'une citoyenne. De plus, toute forme de clôture présuppose une méthode d'identification, de catégorisation des admis et des exclus¹⁴¹. La notion de clôture sociale recèle une grande capacité compréhensive dans le cas de la nationalité.

Si la citoyenneté a été analysée à maintes reprises comme mode de clôture sociale, dans cette optique, la nationalité a plutôt été négligée, d'après Brubaker¹⁴². Pourtant, la nationalité est à la fois un instrument puissant de clôture et un objet de clôture.

Dans une perspective institutionnaliste, l'État moderne repose sur le principe de territorialité et, plus fondamentalement, sur celui de nationalité. Or ces deux principes peuvent être conçus comme deux formes de clôture sociale. L'intérêt de la clôture territoriale pour un État est la capacité administrative à réguler les entrées et les sorties de personnes et de marchandises de son territoire. La clôture nationale restreint l'accès à des droits et devoirs (voter, avoir accès à des soins de santé, à un travail et au chômage, etc.).

L'origine historique de la clôture sociale qu'est la nationalité, ou de la nationalité comme clôture sociale, remonte au XIX^e siècle et aux règles interétatiques des États allemands de l'époque¹⁴³. À l'économie de plus en plus intégrée des 39 États souverains allemands répondait un lien confédéral plutôt faible. Devant les migrations de pauvres et d'indigents suite à la fin du système des *Stände* et du fait de la surpopulation rurale, ces États ont cherché à coordonner leurs pratiques d'exclusion des « indésirables » pour éviter de créer des occasions de conflit entre eux. À cette fin, « un État pouvait expulser vers un autre un individu ressortissant de ce dernier État, et un État était obligé d'accepter sur son sol un de

¹⁴⁰ Brubaker, *op. cit.*, p. 49.

¹⁴¹ *Id.*, p. 56.

¹⁴² *Id.*, p. 48.

¹⁴³ *Id.*, p. 53.

ses ressortissants expulsé ailleurs¹⁴⁴». C'est là l'origine des règles qui définissent l'appartenance à un État par le biais de la nationalité.

La notion de clôture sociale¹⁴⁵ permet de penser la relation entre l'État et le nationalisme. C'est donc avant tout une notion idéale pour une perspective institutionnaliste. Mais en même temps, elle permet de penser aussi la façon dont le nationalisme est déterminé et vécu par les groupes et les individus de façon informelle. L'application de la clôture peut être influencée par des marques ethno-culturelles non officielles¹⁴⁶.

2.2.5 Réintroduire les agents dans le macro : Brubaker sur la fin des Empires

La perspective macro-sociologique des premiers travaux de Brubaker a progressivement laissé la place à des études micro-sociologiques et épistémologiques¹⁴⁷. L'ouvrage *Nationalism reframed*¹⁴⁸, avec son point de vue plutôt méso-sociologique, se situe à une étape intermédiaire. Mais à aucun moment de ce glissement Brubaker n'a désavoué ses recherches antérieures ; il les a simplement formalisées dans ses réflexions théoriques et épistémologiques, contenues principalement dans *Ethnicity without groups*.

Dans *Nationalism Reframed*, Brubaker s'intéresse aux nouvelles formes de nationalisme en Europe de l'Est. Le passage d'États multinationaux à des États-nations en Europe de l'Est et en Eurasie n'a pas résolu une fois pour toute la question nationale, il l'a juste reconfigurée (« reframed »). Les nouvelles formes de nationalisme ont quelque chose en commun qui les distingue des formes précédentes. Durant l'entre-deux Guerres comme lors de la réorganisation post-communiste, le « principe des nationalités » a réorganisé l'espace politique sur des nationalités ethniques en minorisant une partie des citoyens de l'État

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ *Id.*, p. 58.

¹⁴⁷ Brubaker, *Ethnicity without groups*, p. 1.

¹⁴⁸ Rogers Brubaker, *Nationalism Reframed : Nationhood and the National Question in the New Europe*, New York, Cambridge University Press, 1996.

nouvellement créé ou réorganisé. Un « nexus » se forme entre « mère-patrie » extérieure, minorités nationales et État nationalisant.

Cette triade conceptuelle était déjà celle que Brubaker utilisait au niveau macro-sociologique pour décrire, dans une perspective historique et comparative, la dynamique des migrations à la chute des Empires¹⁴⁹. Brubaker est intéressé par le « nexus » des relations entre des minorités ethniques, le nouvel État dans lequel elles évoluent et leur « mère-patrie »¹⁵⁰. Les dernières propositions théoriques que nous allons tirer de Brubaker s'arriment particulièrement bien à notre objet de recherche. En effet, en 1993 paraît un texte dans lequel le sociologue tente de prévoir les migrations qui auront lieu dans les années subséquentes dans la vaste étendue de l'URSS en décomposition. Il y analyse donc « les rapports entre recomposition politique et migrations à partir de l'éclatement ethnique de l'Eurasie post-soviétique¹⁵¹ ». Il ne traite que d'un type particulier de migration, celui des populations devenues de nouvelles minorités nationales en direction de leur « mère patrie ». Pour ce faire, il dresse un portrait analytique des migrations survenues à la suite de la chute des Empires ottoman, Habsbourgeois et allemand. Tout en avançant des outils conceptuels, il rappelle l'importance de ne pas trop généraliser les explications et les prévisions en ces matières. Cependant, il fournit à la fois une méthode analytique et des hypothèses particulières à l'ex-URSS qui peuvent être mises à l'épreuve du cas de l'ex-Yougoslavie, dont la situation est similaire, à défaut d'être identique.

Partant du constat que « [l]es migrations occupent une place déterminante dans la création, la destruction et la recomposition des États¹⁵² », Brubaker tente d'en comprendre la dynamique, qui est loin d'être évidente, puisqu'elles peuvent agir à titre de conséquences comme à titre de causes des reconfigurations politiques. Parfois, comme dans le cas de la

¹⁴⁹ Brubaker, « L'éclatement des peuples à la chute des Empires », p. 3.

¹⁵⁰ Voir Brubaker, *Nationalism Reframed* et « L'éclatement des peuples à la chute des Empires », Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 1993, Vol. 98, No. 1, p. 3 - 19.

¹⁵¹ *Id.*, p. 4.

¹⁵² *Id.*, p. 3.

désagrégation lente de l'Empire ottoman¹⁵³, c'est la grande majorité de la population d'une confession religieuse qui migre vers la « mère-patrie ». D'autres fois, comme dans le cas des Hongrois à la chute de l'Empire des Habsbourg, ce sont uniquement les membres autrichiens de l'administration d'État, la bourgeoisie et la haute bourgeoisie et les employés exploitant leurs propriétés terriennes qui se sont vus forcés à partir, mais la grande majorité des paysans est restée, sa condition n'ayant pas fondamentalement changée. De même, « [l]e contraste entre Allemands de Pologne occidentale et Allemands des Sudètes montre que le fait de passer du statut de nationalité dominante à celui de minorité dominée politiquement et menacée ne suffit pas à déclencher une dispersion des peuples par migration¹⁵⁴ ». Il est difficile de déduire l'importance des migrations sans tenir compte d'un grand nombre de facteurs, dont le changement de statut plus ou moins important des populations, mais aussi de l'accueil plus ou moins bon de la dite « mère-patrie », pour des raisons qui peuvent être économiques, idéologiques, démographiques, etc.

La restructuration de l'espace politique sur des bases nationales ne s'accompagne pas nécessairement d'une redistribution des populations. L'émigration, ou la tendance à émigrer, ne sont en aucun cas le résultat inexorable d'un changement de statut, comme lorsqu'une nationalité à la tête de l'État dans un pays multinational devient une minorité dans le nouvel État qui lui succède. Tout dépend d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels on notera la façon dont s'accomplit cette restructuration politique, dans quelle mesure elle passe par une guerre ou d'autres formes de violence, organisée ou non ; les caractéristiques ethnodémographiques, en particulier l'enracinement de la nouvelle minorité ; la politique du nouvel État envers cette minorité, dans les faits et dans la représentation par avance que celle-ci peut en avoir ; la capacité de « la mère patrie » à offrir des possibilités d'installation avantageuses ; l'existence ou non d'une mobilisation capable de faire contrepoids à la tentation d'émigrer ; etc...¹⁵⁵

La force de son canevas analytique réside dans sa souplesse, car il permet de penser les variations qui sont toujours à prévoir face aux mêmes phénomènes. L'éclatement des Empires, la création d'États-nation, et la minorisation de populations antérieurement privilégiées peuvent se répéter dans le temps, ils ne conduiront pas forcément à des

¹⁵³ Celle-ci s'est déroulée de la fin du XVIII^e siècle à la fin de la Première Guerre mondiale. *Id.*, p. 5.

¹⁵⁴ *Id.*, p. 9.

¹⁵⁵ *Id.*, p. 11.

migrations massives. De même, un phénomène comme la chute de l'URSS pourra produire de façon concomitante des résultats complètement différents selon les endroits.

[L]'approche comparative a clairement montré combien l'éclatement des peuples à la chute des Empires est susceptible de varier, en intensité, en durée, en modalité. Ces différences s'observent non seulement entre les trois cas que nous avons étudiés, mais aussi à l'intérieur de chacun d'entre eux, au cours du temps, selon les régions, en fonction des classes sociales.¹⁵⁶

Cette approche à l'échelle macrosociale réintroduit des agents dans l'analyse, à l'inverse des perspectives vues plus tôt. Un changement de structure politique n'entraîne pas automatiquement une migration, même si la population anciennement favorisée perd un certain nombre d'avantages. L'exode n'est qu'une des multiples réponses possibles. Celles-ci dépendent tout autant des relations sociales au moment étudié.

De cette étude macrosociologique, outre la méthode, nous pouvons retenir un certain nombre de propositions et d'hypothèses d'ordre empirique et historique qui saurons nous être utiles dans notre étude de cas.

Tout d'abord, les migrations et les clôtures territoriales vont connaître dans l'histoire un rapprochement notable. Dans l'Antiquité et au Moyen Âge, « comme les juridictions dépendaient du statut personnel de l'agent plutôt que des coordonnées spatiales de l'action, les migrations avaient moins de conséquences. C'était la clôture juridictionnelle qui protégeait contre les conséquences fâcheuses des migrations, et la clôture territoriale n'était donc pas une urgence¹⁵⁷ ». S'est développée l'importance pour les États modernes de la clôture territoriale, en parallèle avec la clôture de la nationalité.

Ensuite, une hypothèse particulièrement intéressante est que la dépendance du marché du travail face à l'État augmenterait le risque de conflits inter-ethniques¹⁵⁸. Elle concerne au premier chef la Yougoslavie, qui possède à cet égard bien des points communs avec l'ex-

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ Brubaker, « La nationalité comme clôture sociale », p. 51.

¹⁵⁸ Brubaker, « L'éclatement des peuples à la chute des Empires », p. 13.

URSS. Parce que ce sont des Fédérations d'États socialistes, leurs conceptions étatiques de la nationalité et l'attention accordée à la distribution des postes liés à l'État sont similaires. Tout le monde était dépendant de l'État, directement ou indirectement, pour obtenir un emploi. La question qui se pose alors est la suivante : Quel groupe national est privilégié dans la distribution des postes et responsabilités ? Le principe d'« héritage ethnique » règle souvent le pourvoi des postes de fonctionnaires. Ce principe se définit par la faveur des membres de la nationalité de l'État ou de l'Empire. Lors d'un changement de souveraineté, la faveur est la plupart du temps renversée au profit de la nouvelle nationalité dirigeante ou privilégiée. De plus, le processus de privatisation lors des réformes économiques ou à la chute du régime ne diminue pas les risques de conflits inter-ethniques. Les modes d'appropriation des biens et entreprises publiques peuvent susciter des conflits. L'héritage ethnique serait moins présent en ex-URSS que dans l'Empire des Habsbourg. Du fait que l'URSS, tout comme la Yougoslavie, possédait des structures politiques tenant compte des nationalités en présence, tentant de favoriser la nationalité composant la majorité locale dans chaque République de l'Union, il n'y a pas vraiment de nationalité dirigeante au même titre que dans l'Empire ottoman les Turcs possèdent le contrôle. Cependant, les nationalités russes et serbes sont privilégiées, à titre de groupes fondateurs respectivement de l'Union et de la Fédération¹⁵⁹. Le principe d'héritage ethnique n'y était donc pas appliqué. À la fin de la Guerre-froide, dans le cas de l'URSS, le fait d'avoir distribué les responsabilités aux intelligentsia nationales non-russes a pu avoir un effet bénéfique sur les tensions ethniques. Cependant, dans le cas de la Yougoslavie, cela a vraisemblablement joué en faveur de l'augmentation des tensions¹⁶⁰.

2.2.6 Conclusion

Brubaker participe au renouveau des théories du nationalisme, en décalant les questionnements sur le phénomène des origines historiques aux sources épistémologiques des regroupements nationaux. Ils sont formés dans les discours et dans la pratique par des entrepreneurs nationalistes détenant des objectifs politiques. Ils acquièrent peu à peu une

¹⁵⁹ *Id.*, note de bas de page, p. 13.

¹⁶⁰ Ce qui démontre d'ailleurs bien que le même principe n'a pas forcément les mêmes effets, comme l'indique justement Brubaker.

« solidité » par leur institutionnalisation et par leur utilisation dans la vie quotidienne. Leur reprise à titre de catégorie analytique par les chercheurs en sciences sociales participe aussi à cette cristallisation des catégories nationalistes, donc d'une vision nationaliste du monde social. Au contraire, le travail de recherche devrait porter sur la construction des clôtures sociales formées par les diverses catégories pratiques nationalistes.

«[E]thnically framed conflict –need not, and should not, be understood as conflict between ethnic groups, just as racial or racially framed conflict need not be understood as conflict between races, or nationally framed conflict as conflict between nations.¹⁶¹»

Les problématiques macrosociologiques élaborées par Brubaker méritent d'être approfondies et en partie reproblématisées. L'importance de recourir à des matériaux historiques pour étudier l'origine et le développement du nationalisme est une première considération méthodologique qu'il faut compléter à présent de façon plus systématique. L'approche de Brubaker, qui s'intéresse aux moments de transition, devra être complétée par une approche socio-historique sur la durée.

2.3 Pour une sociologie historique du nationalisme : L'articulation du micro au macro

Les théoriciens modernistes du nationalisme comme Anderson ou Gellner fournissent des modèles explicatifs trop généraux pour pouvoir mettre en lumière les particularités de l'ex-Yougoslavie. Si l'on n'abandonne pas pour autant la recherche d'une explication sur la longue durée, il faut se tourner vers la sociologie historique pour remédier à cette lacune de taille. Le courant de la sociologie historique est né du tournant épistémologique survenu dans les années 1980, durant lequel le marxisme orthodoxe et le structuro-fonctionnalisme, courants dominants des décennies précédentes ont été remis en question. Plusieurs sociologues ont partagé le même refus des explications téléologiques qui caractérisaient ces courants en ce qui a trait aux transitions sociopolitiques, à la formation des États et au développement du capitalisme¹⁶². Cette réaction s'est exprimée entre autres dans une grande attention portée à

¹⁶¹ Brubaker, *Ethnicity without Groups*, p. 9-10.

¹⁶² Benno Teschke, «Bourgeois Revolution, State Formation and the Absence of the International.»,

l'histoire, qui a donné lieu au courant de la sociologie historique. Parmi les approches existantes de la sociologie historique, la Théorie des relations sociales de propriété est particulièrement intéressante. Nombre d'auteurs participent à ce courant majoritairement anglais : Robert Brenner, George C. Comninel, David McNally, Benno Teschke, Ellen M. Wood, Hannes Lacher, etc¹⁶³. Ce courant fournit une grille d'analyse historique qui vient compléter celle de Brubaker.

L'attention portée aux agents dans les phénomènes macro-sociologiques rapproche Brubaker de la Théorie des relations sociales de propriété. Certains constats de cette dernière se rapprochent de ceux qu'il fait dans le champ restreint des représentations sociales, mais à l'échelle plus vaste de l'ensemble des relations sociales. L'importance de l'agence pour cette théorie est ancrée dans une réflexion sur les origines et les développements du capitalisme et des États modernes. La théorie des relations sociales de propriété se distingue dans le champ de la sociologie historique par certains éléments théoriques. Cette théorie part du concept de relations sociales de propriété¹⁶⁴. Afin de dépasser les thèses structuralistes, qui ne laissent pas suffisamment de place aux particularités historiques et sociales, il importe pour elle de relier de manière relationnelle les changements institutionnels, de régime de propriété et de relations sociales. En premier lieu, elle reprend une analyse comparée et historique, attentive aux conflits politiques (intra-élites), et qui ne se confine pas aux éléments exclusivement « matériels ». Deuxièmement, elle postule la non différenciation *a priori* des sphères d'activités sociale : elle analyse plutôt l'imbrication sociohistorique des institutions. Troisièmement, elle refuse le modèle base-superstructure qui la distingue de marxismes dits « orthodoxes ». Ce refus est lié au point précédent, puisque c'est parce que les marxistes politiques refusent la différenciation *a priori* des sphères d'activités qu'ils critiquent les marxismes orthodoxes pour leur conception cloisonnée distinguant les structures économiques des autres. Quatrièmement, une attention est accordée aux processus de

Historical Materialism, vol. 13, no. 2, 2005, p. 5.

¹⁶³ Frédéric Guillaume Dufour et Sébastien Rioux, « La sociologie historique », *Actuel Marx*, no. 43, 2008, p. 126.

¹⁶⁴ Nous y préférons le terme de relation sociale d'appropriation, pour des raisons qui seront développées plus loin.

transition, à l'intentionnalité des agents, dans le cadre de contraintes et opportunités sociales et institutionnelles. En cinquième et dernier lieu, l'ensemble repose sur une analyse relationnelle des classes sociales, en accordant une attention particulière aux relations sociales de propriété¹⁶⁵. La sociologie historique apparaît ainsi le courant le plus à même de fournir des outils pour une analyse se déroulant sur la longue durée.

En quoi la théorie des relations sociales d'appropriation est-elle en mesure de fournir des outils pour l'étude du nationalisme ? Les objets de recherche privilégiés par la théorie des relations sociales d'appropriation sont la transition au capitalisme et au système inter-étatique. Par contre, le nationalisme a été peu problématisé par le marxisme politique, alors qu'il recèle un intérêt explicatif pour la souveraineté moderne¹⁶⁶. Cependant, d'une part, la théorie des relations sociales d'appropriation donne des clés pour comprendre l'émergence du nationalisme, bien qu'elle ne les ait pas elle-même utilisées à cette fin. D'autre part, la deuxième génération de chercheurs dans ce courant tend à élargir les champs d'investigation auparavant cantonnés à l'émergence du capitalisme et du système interétatique.

2.3.1 Relations sociales d'appropriation

Pour la théorie des relations sociales de propriété, les classes sociales n'existent pas en dehors d'un contexte relationnel entre deux positions antagoniques¹⁶⁷ ; elles surviennent (*happen*) dans ce contexte¹⁶⁸. Ce sont donc les relations sociales, et non pas les entités réifiées, qui doivent être étudiées. En cela, la façon de concevoir les classes sociales de la théorie des relations sociales de propriété s'apparente beaucoup à la façon dont Brubaker conçoit la nationalité, en tant qu'évènement et processus.

¹⁶⁵ D'autres considérations seraient importantes en regard du traitement des relations internationales que fait cette théorie, mais comme cela ne concerne pas directement notre objet, voir Dufour et Lapointe, *op. cit.*

¹⁶⁶ Hoffmann, *op. cit.*, p. 380.

¹⁶⁷ Dufour et Rioux, « La sociologie historique », p. 128.

¹⁶⁸ Eric P. Thompson, « Eighteenth-Century English Society: Class Struggle without Class? », *Social History*, Vol. 3, No. 2 (May, 1978), p. 133-165.

À l'encontre des marxismes orthodoxes, les relations sociales étudiées peuvent être économiques, juridiques, culturelles, politiques, tant et aussi longtemps que l'accent est toujours mis sur leur lien à la propriété, c'est-à-dire sur ce qui a trait aux moyens de production autant qu'au produit social. Afin de souligner le caractère processuel de ce qui est étudié, le terme d'« appropriation » paraît plus judicieux que celui de « propriété ». Un ensemble de contradictions sociales et les règles de leur reproduction forment un régime de propriété propre à une époque et à un lieu particulier. Il est important de souligner que nul déterminisme technologique ne peut expliquer l'évolution des relations sociales d'appropriation, qui doit toujours être résolue par étude empirique.

Cette première considération à la fois conceptuelle et méthodologique a amené une relecture des origines du capitalisme, en montrant que ces origines seraient à retracer dans les transformations des relations de propriété terriennes dans les campagnes anglaises¹⁶⁹. La thèse dite « du capitalisme agraire » s'est positionnée en porte-à-faux par rapport à d'autres conceptions du capitalisme, telle que la thèse de la commercialisation.

2.3.2 Non-différenciation a priori des sphères d'activités

Partant de l'axiome de départ selon lequel l'analyse des dynamiques de transformation des formes de pouvoir et des stratégies géopolitiques se base sur les régimes spécifiques de propriété et les conflits de classes qui s'y rattachent¹⁷⁰, Benno Teschke développe une perspective historique sur la longue durée où s'imbriquent la formation de l'État, le développement du capitalisme et celui du système interétatique. Ce faisant, il retrace la différenciation progressive des sphères d'activité politique et économique en Europe. Il réalise la démonstration d'une deuxième particularité de la théorie des relations sociales de propriété, à savoir le refus de rendre transhistorique la séparation entre le politique et l'économique. Teschke démontre qu'au contraire, la fusion entre les deux sphères d'activités est caractéristique de l'époque médiévale, durant laquelle se forment des États absolutistes qui expliqueront en partie les démarcations territoriales modernes. Historiquement, la

¹⁶⁹ Sur la thèse du capitalisme agraire, voir les travaux de E. M. Wood et Robert Brenner.

¹⁷⁰ Benno Teschke, « Debating 'The Myth of 1648': State Formation, the Interstate System and the Emergence of Capitalism in Europe — A Rejoinder », *International Politics*, 2006, vol. 43, p. 533-534.

différenciation se produit donc progressivement, à partir à la fin du XVI^e siècle, tout d'abord en Europe.

La féodalité ne connaît pas de différenciation des activités d'appropriation. A posteriori, nous pourrions dire qu'elles passent par des moyens politiques, économiques et juridiques tout à la fois, mais il s'agirait d'un anachronisme utilisé uniquement aux fins de compréhension. L'Empire Carolingien, dernier Empire pan-européen, laisse place à une multitude de centres de pouvoir qui s'affrontent en vue d'une accumulation géopolitique. Les distinctions entre l'intérieur et l'extérieur des entités politiques ne sont alors pas encore solides, parce que les rapports entre seigneurs sont personnalisés et parcellisés, rendant impossible tout monopole d'État de la violence. La reproduction économique de la classe seigneuriale dépend non seulement de ces conquêtes territoriales, mais aussi d'une accumulation politique sous forme d'intensification de l'exploitation des paysans, qui passe par des moyens de coercition. Il n'y a donc pas d'État féodal, comme il n'y a pas de système étatique féodal¹⁷¹. « First, the destruction of the last pan-European Empire created multiple centers of political power in the core regions as well as the periphery of Europe. In the long run, they configured Europe as a system of multiple political communities – a geographical pluriverse »¹⁷².

Se centrant sur la formation des États français et anglais, Teschke montre que l'absolutisme qui caractérise la monarchie française achève une séparation claire entre l'intérieur et l'extérieur de l'État. Face aux pressions géopolitiques qu'implique la stratégie d'accumulation géopolitique des autres monarchies, la couronne française cherche des revenus pour financer ses guerres, revenus qu'elle obtient par la vente d'offices. Ce compromis historique avec les classes privilégiées permet la centralisation des moyens de coercition aux mains de la monarchie. Cependant, si l'État absolutiste réalise clairement cette séparation interétatique, à l'interne, la séparation entre économique et politique n'a pas

¹⁷¹ *Id.*, p. 536.

¹⁷² *Id.*, p. 537. Teschke adhère au marxisme politique tout en lui reprochant une sous-théorisation de la géopolitique. Pourtant, Rosenberg offre une approche accordant une place tout aussi importante à l'international (2006, p.ex.).

encore cours. La forme du pouvoir est toujours personnalisée. Sur l'ensemble du continent se déroulent des processus similaires de formation d'États absolutiste¹⁷³.

C'est en Angleterre, avec la Révolution Glorieuse de 1688, que prend forme pour la première fois la dépersonnalisation de l'autorité publique et la séparation entre les sphères publiques et privées¹⁷⁴. C'est dans cet État, avec ses forces politiques particulières qui institutionnalisent les relations sociales de propriété que le capitalisme voit le jour, tout d'abord sous une forme agraire¹⁷⁵. Au XVII^e siècle, la forme et le contrôle de l'État anglais font l'objet d'un conflit entre l'aristocratie entrepreneuriale et la monarchie s'appuyant sur la vieille classe marchande. La nouvelle forme de souveraineté qui découlera de la notion du « King-in-Parliament » se dépersonnalise, devient abstraite.

Avec le capitalisme agraire, les conflits politiques des classes dirigeantes sur la distribution et les droits d'accumulation politique font place en grande part à des formes privées d'exploitation économique dans la sphère de production¹⁷⁶.

Les profondes transformations de l'État britannique lui confèrent un avantage institutionnel, militaire, fiscal et économique face à ses rivaux continentaux¹⁷⁷. Elles insuffleront une série de « révolutions par le haut », tentatives de rationalisation des appareils d'État et de leurs performances fiscales. Il explique donc la façon dont les tensions géopolitiques entre les différents centres de pouvoir européens peuvent être comprises à partir des trajectoires des relations sociales de propriété et des stratégies de reproduction sociale des classes dominantes. Au travers, persistent tout de même des vestiges d'institutions

¹⁷³ Les traités de Westphalie de 1648 ne marquent pas un passage vers une forme moderne d'État, comme le prétendent les théoriciens réalistes des relations internationales, mais la simple formalisation de la logique absolutiste.

¹⁷⁴ Teschke, « Debating the Myth », p. 553.

¹⁷⁵ *Id.*, p. 559 ou encore Elle M. Wood, *The Origins of Capitalism. A longer View*. New York, Monthly Press Review, 2002.

¹⁷⁶ *Id.*, p. 561.

¹⁷⁷ *Id.*, p. 539.

prémodernes. C'est pourquoi Teschke préfère parler de *modernisation* jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, plutôt que de *modernité*.

Dans les sociétés pré-capitalistes (ou non-capitalistes), les pouvoirs économiques et la coercition militaire et politique se retrouvent concentrés aux mains des mêmes classes dominantes¹⁷⁸. L'extraction économique dépend de coercitions extra-économiques. Il est certain que les capitalistes ont encore besoin de la coercition de l'État pour protéger leurs acquis en maintenant l'ordre social. Cela passe par la protection de la propriété privée, mais aussi le maintien du statut de « propertylessness » des travailleurs salariés. Mais, nous l'avons vu, le capitalisme implique la séparation, pour la première fois, des pouvoirs économiques et politiques, qui, de plus, deviennent impersonnels.

Quelles sont les implications de la théorie des relations sociales de propriété dans la compréhension de la formation et du rôle de l'État ? À l'encontre de la tradition wébérienne de définition de l'État, Fried et Wood arguent que la spécialisation de l'État dans l'accumulation des moyens et stratégies de coercition ne peut pas être dissociée conceptuellement de son rôle dans la consolidation des relations d'extraction de surplus¹⁷⁹. Ainsi, les processus d'exploitation économique sont intimement reliés à la transformation de l'État. Leur théorie historicise l'émergence de l'autonomie de l'État¹⁸⁰, tout en montrant que cette autonomie vis-à-vis de l'exploitation économique est toute relative.

L'étude des relations sociales de propriété dans un contexte historique particulier permet de comprendre les relations de pouvoir, le contexte symbolique de l'action et les processus sociaux. Mais pour comprendre ces relations sociales de propriété, il faut étudier les modèles institutionnels politiques et juridiques qui leur sont constitutifs¹⁸¹.

En quoi les différentes thèses et la méthode de la théorie des relations sociales d'appropriation peuvent-elles être utiles à l'étude du nationalisme ? Les relations sociales de

¹⁷⁸ Ellen M. Wood, *Empire of Capital*, p. 10.

¹⁷⁹ Dufour, « Beyond Modernity », p. 29.

¹⁸⁰ *Id.*, p. 30.

¹⁸¹ *Id.*, p. 18.

propriété et leur institutionnalisation politique et juridique créent des dispositions influençant les actions et les événements. Sans être des conditions suffisantes pour expliquer les reconfigurations étatiques dans les Balkans, elles ouvrent les pistes de recherche pour comprendre les formes selon lesquelles ces reconfigurations se présentent¹⁸². Cette approche socio-historique nous permet de comprendre comment cette autonomisation a émergé et s'est diffusée. Or, c'est à partir de l'autonomisation des sphères de l'activité humaine qu'une société civile est à même d'émerger en tant que représentation d'une communauté horizontale, qui va progressivement s'imposer comme une communauté nationale.

2.3.3 Le nationalisme, un nouvel objet de recherche

Si elle nous donne des clés pour comprendre la formation de communautés nationales sur le plan socio-historique, la première génération de théoriciens des relations sociales d'appropriation ne s'est pas vraiment penchée sur le nationalisme. Hannes Lacher prend par exemple la nation pour acquis : «[...] one aspect of this transformation was the tendency for the borders of the state and the boundaries of nations to become more congruent, whether through movements of national secession or unification ¹⁸³.» Les frontières de la catégorie “nation” semblent clairement délimitées et l'enjeu se situe uniquement du côté de la congruence avec d'autres frontières, celles de l'État. Par contre, depuis quelques années, un intérêt semble s'être développé autour de cette question chez des chercheurs qu'on pourrait dire de la deuxième génération.

Dans un document de travail, Frédéric Guillaume Dufour pose les bases programmatiques d'une recherche sur l'historicité du nationalisme moderne qui partirait des réflexions de la théorie des relations sociales de propriété sur l'émergence du capitalisme et sur la géopolitique moderne¹⁸⁴. Ces deux objets de recherche composent les conditions sociales de possibilité du nationalisme. À partir de ces considérations théoriques, Dufour

¹⁸² *Id.*, p. 19.

¹⁸³ Hannes Lacher cité dans Hoffmann, *loc. cit.*

¹⁸⁴ Frédéric Guillaume Dufour, *Sociologie historique internationale du nationalisme*, Notes de recherche, Chaire MCD, UQAM, 14 mars 2007.

retrace de plus le processus d'émergence du nationalisme en contexte bismarkien. Il résume son projet de recherche, qui s'apparente au nôtre, de la façon suivante :

Il ne s'agit pas ici d'effectuer un travail d'antiquaire et de retracer l'émergence des désignateurs *nation*, *volk*, *natio* ou *people*; ni de dresser un herbier idéaltypique des différentes formes de nationalisme. Il s'agit plutôt de comprendre la spécificité des processus sociaux qui ont rendu possible l'émergence des pratiques sociales nationalistes et de saisir les relations sociales de propriété qui ont constitué, et constituent encore, la matrice génératrice du nationalisme à l'ère moderne¹⁸⁵.

Clemens Hoffmann est l'un des rares théoriciens des relations sociales d'appropriation, avec Frédéric Guillaume Dufour, à s'être attaqué au nationalisme et à la souveraineté. Son travail portait sur les indépendances revendiquées dans les Balkans à la fin du règne de l'Empire ottoman, donc principalement les revendications grecques, bulgares et serbes. La thèse de Hoffmann est que les sécessions nationales de la première partie du XIX^e siècle dans les Balkans étaient une réaction conservatrice portée par les élites locales aux efforts de modernisation de l'administration centrale de l'Empire Ottoman. De ce constat découlent deux conséquences : tout d'abord, le nationalisme ne peut être vu de façon unilatérale comme un phénomène de modernisation. Deuxièmement, les origines historiques et sociales de la désintégration de l'Empire ottoman par des sécessions nationales et le développement du capitalisme et de la souveraineté moderne sont distinctes. La thèse de Hoffmann est que les sécessions nationales en Europe du Sud-Est ne sont pas synonyme de création d'un système international moderne. Les indépendances nationales ne découlent pas de l'extension d'une Modernité européenne avec un grand M qui serait médiée par le capitalisme ou une compétition géopolitique. Il considère qu'il ne s'agit pas d'une forme totalisante de modernité à l'européenne qui se répéterait à l'échelle internationale. Le cas ottoman illustre plutôt la naissance de nationalismes de type conservateurs contre une modernisation particulière mise en place par le Sultan et sa suite. Selon Hoffmann, le caractère moderne des réformes ottomanes a été sous-estimé au même titre que les indépendances nationales post-Empire ottoman ont été surestimées¹⁸⁶. Les indépendances sont « the regionally specific outcome of social struggles between situated pre-capitalist provincial power-holders who successfully

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ Hoffmann, *op. cit.*, p. 375.

mobilized a nationalist project to defend their interest against a modernizing/centralizing Ottoman centre ¹⁸⁷».

Avec son esprit historique et comparatif, la théorie des relations sociales de propriété offre des outils conceptuels, plus que des réponses toutes faites, à la question de l'origine sociale de la désintégration de la Yougoslavie. Plutôt que d'invoquer la mixité ethnique (Roshwald) ou le choix de la démocratie contre l'autoritarisme (Mann ou Magas), la théorie des relations sociales de propriété nous montre ne quelque sorte où regarder et à l'aide de quelle méthode. Les conditions sociales de possibilité du développement du nationalisme sont à rechercher dans les relations sociales qui forment un régime d'appropriation, avec ses moyens de coercition, ses formes économique, juridique, culturelle et politique particulières.

2.3.4 Conclusion

Pour récapituler, dans une posture qui s'inspire beaucoup du modernisme, mais qui prend acte des développements plus récents des théories du nationalisme, nous considérons que le nationalisme émerge et se développe au XIX^e siècle. C'est donc un phénomène moderne, lié à la naissance des États – et ce, de différentes manières plutôt que de façon univoque. Il est moderne au sens où il apparaît à une époque et dans un contexte donné, mais il n'est de loin pas toujours poussé par un idéal de souveraineté moderne. C'est la formation d'une communauté politique sur une base arbitraire mais qui se veut objective : la langue, la culture, le groupe ethnique, la religion, etc. Cette objectivité vise à imposer l'impression de longévité historique – tout comme les mythes, les symboles et l'interprétation nationaliste de l'histoire. Mais les fluctuations des identités collectives montrent bien le caractère construit de la nation. C'est pourquoi on peut parler de la communauté nationale comme d'une *communauté imaginée*. Cela n'empêche pas pour autant qu'elle ait une influence concrète sur la société, et ce d'autant plus lorsqu'elle s'institutionnalise. Dans une perspective historique sur la longue durée, les relations sociales d'appropriation sont centrales dans la compréhension de l'origine du nationalisme¹⁸⁸. Quel lien peut-on retracer entre les relations

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ Dufour, « Beyond Modernity », p. 43.

sociales d'appropriation et les clôtures sociales nationalistes ? Les relations sociales d'appropriation travaillent à la formation de clôtures sociales, voire *sont* des formes de clôtures sociales. Alors que d'autre part, les clôtures sociales nationalistes redéfinissent les relations sociales d'appropriation dans un cadre plus restreint ou élargi, dépendamment des cas. Nous nous intéresserons à l'imbrication entre ces deux types de phénomènes. On ne peut traiter, comme cela a généralement été fait, de la question du nationalisme en ex-Yougoslavie, en partant du principe que cette question – qu'elle soit considérée politique ou culturelle – peut être abordée séparément de relations sociales et de structures économiques, géopolitiques et juridiques. Cette conclusion découle à la fois du postulat de non différenciation *a priori* des différentes sphères d'activité sociales et à la fois du constat de l'absence d'explications concluantes de la dissolution de la Yougoslavie lorsqu'on se limite à la question ethnique. Voilà pourquoi, puisque l'on ne peut appliquer un modèle général à la simple lumière de ce qui s'est passé ailleurs, nous voulons savoir comment les clôtures sociales ont été redéfinies dans les Balkans occidentaux jusqu'à ce que s'imposent des clôtures sociales sur une base nationaliste.

L'objectif de la démarche ne sera évidemment pas d'aller chercher les éléments historiques à l'appui du cadre théorique, mais plutôt de constituer un dialogue entre ce cadre théorique et le cas particulier des Balkans. Ainsi, la cueillette de données sera tournée vers des informations concernant par exemple les relations sociales d'appropriation, sans présumer pour autant la forme de ces relations dans le cas qui nous intéresse avant d'avoir recueilli des données sur ce sujet. Ainsi, les hypothèses liées au cadre théorique pourraient se trouver invalidées par la lecture-recension de la littérature secondaire, ou certaines de ses limites pourraient être dévoilées.

CHAPITRE III

RÉGIMES D'APPROPRIATION ET VARIATION DES CLÔTURES SOCIALES DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX : DE L'EMPIRE OTTOMAN À LA FÉDÉRATION YUGOSLAVE

Afin de voir comment le nationalisme s'est constitué et institutionnalisé dans les Balkans occidentaux sur la longue durée, nous avons décidé d'étudier le nationalisme à titre de catégorie pratique jouant un rôle de clôture sociale. Puisque nous cherchons à étudier la transition vers une clôture sociale nationaliste, notre étude débutera à l'époque de la domination ottomane sur la région des Balkans. Cela permettra, dans une perspective comparative diachronique, de retracer la formation du nationalisme d'un point de vue socio-historique en partant d'une époque où il n'existait pas. La division de ce chapitre suivra les transformations institutionnelles liées à l'État. Pendant près de quatre siècles, jusqu'au XIX^e siècle, ce fut l'Empire ottoman qui a contrôlé majoritairement la région des Balkans. Puis, à son déclin, l'Empire austro-hongrois a installé son emprise, en parallèle avec la naissance de premiers États nationaux comme la Serbie. La Première Guerre mondiale a sonné effectivement la fin du règne des Empires. Leur remplacement s'est fait au profit d'une monarchie serbe aux rênes de la première Yougoslavie. Finalement, durant la Seconde Guerre mondiale, les alliances (qui, avec les fascistes, qui, avec l'URSS) firent éclater cet État et la deuxième Yougoslavie a été construite sur une base fédérative.

Nous ne nous attarderons pas uniquement aux catégories institutionnalisées, car elles ne sont pas forcément identiques aux catégories du sens commun à une époque donnée. C'est pourquoi ce chapitre procède à l'étude des catégories pratiques formant des clôtures sociales sous leurs formes institutionnelles, mais aussi culturelles. Bien entendu, des recoupements peuvent être réalisés entre les clôtures sociales institutionnalisées et les idiomes culturels.

L'institutionnalisation suit toujours des représentations déjà existantes. Mais ces représentations et ces projets continuent à évoluer en parallèle avec les formes institutionnelles créées et elles ne sont pas forcément partagées par d'autres groupes que les seuls entrepreneurs nationalistes. Nous nous intéresserons à ces définitions des clôtures sociales menant à la formation de groupe (*group-making*) en tant que projets politiques menés par des entrepreneurs nationalistes, à des fins d'appropriation économique, sociale ou politique. Après une brève introduction historique pour chacune des quatre périodes couvertes, une première partie traitera des formes institutionnelles des clôtures sociales et une seconde portera sur les idiomes culturels liés à ces clôtures sociales.

Les deux siècles durant lesquels nous assistons à la formation des nationalismes dans les Balkans illustrent le caractère protéiforme des communautés imaginées dans le temps. Les transformations de ces dernières s'expliquent en grande partie du fait des luttes pour le monopole de la vision du monde social¹⁸⁹. Le parcours historique sera l'occasion de voir comment les catégories nationalistes s'opposent ou s'adjoignent à d'autres catégories de division du monde social, ainsi que la manière dont la définition des catégories nationalistes fluctue au fil des conflits entre différents entrepreneurs nationalistes en quête d'appropriation économique, politique ou culturelle. Car il n'allait pas de soi que la conception nationaliste de l'appartenance l'emporte. Elle l'a fait en partie pour des raisons contingentes, dans le cadre d'une concurrence des représentations nationalistes avec d'autres représentations à une époque donnée. En effet, au même titre qu'en Amérique latine les premiers nationalismes l'ont emporté sur un mouvement pan-américain, plusieurs options ont existé dans les Balkans, comme par exemple le pan-slavisme, prônant l'unification des populations slaves de tout le continent. Et parmi les définitions nationalistes des communautés imaginées qui commencent à émerger au XIX^e siècle, la lutte pour le monopole de la définition est tout aussi grande. Cette myriade de clôtures sociales est imbriquée dans les relations sociales d'appropriation qui se transformaient dans le même temps. C'est pourquoi nous observerons les transformations des clôtures sociales sur les plans institutionnel et culturel en tâchant à chaque fois de les recontextualiser dans les relations sociales d'appropriation, qui structurent pour une grande part ces luttes. L'autonomisation progressive des sphères d'activité a connu, dans les Balkans,

¹⁸⁹ Bourdieu, *loc. cit.*

un développement qui lui appartient en propre et qui mérite d'être retracé, en commençant par l'influence ottomane.

3.1 La domination ottomane (1389-1815)

La région des Balkans, au Sud-Est de l'Europe, a été convoitée pendant plusieurs siècles par les Empires avoisinants, du fait de son emplacement géographique en bordure de la Méditerranée et en tant que passage terrestre obligé entre l'Asie, le Proche Orient et l'Europe. L'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman, mais aussi Venise et plus tard la Russie, se sont disputé la mainmise sur ses terres et ses centres commerciaux. Mais entre le XIV^e et le XVII^e siècle, la domination ottomane s'est étendue sur la quasi-totalité de la péninsule balkanique¹⁹⁰ et possède de ce fait un rôle structurant dans la formation des relations sociales et des institutions de la région.

Quelles étaient les formes de clôtures sociales existant dans la partie balkanique de l'Empire ottoman ? Sur quelles catégories de vision et di-vision du monde social étaient-elles fondées ? Quelles implications avaient-elles pour la redistribution des pouvoirs ? Les communautés imaginées¹⁹¹ sont, durant toute cette période, fondées sur l'appartenance religieuse. Celle-ci n'est pas simplement une délimitation entre chrétiens et musulmans, car d'une part, à l'époque, des communautés juives assez populeuses vivent dans la région. D'autre part, les conflits à l'intérieur de la chrétienté divisent les orthodoxes et les catholiques, mais aussi les orthodoxes entre eux et de nombreuses églises auto-céphales se concurrencent. Ce dernier fait n'est pas anodin, car ces églises auto-céphales seront la base sur laquelle se construiront les premiers mouvements nationalistes dans les Balkans.

¹⁹⁰ Gilles Veinstein, « IX. Les provinces balkaniques (1606-1774) », dans Mantran, *Histoire de l'Empire ottoman*, p. 287.

¹⁹¹ Nous utilisons ici le concept de communauté imaginée d'Anderson dans un sens élargi, pour des communautés religieuses et non seulement pour des nations.

3.1.1. Formes institutionnelles des clôtures sociales

a) Non-différenciation des sphères de pouvoir politique et économique

L'État ottoman est divisé en provinces, les *sandjak*, chacune étant confiée à un gouverneur, le *sandjak bey*, qui cumule les postes de chef militaire, d'administrateur urbain et de contrôleur de l'activité économique. Des concessions temporaires des terres arables de l'Empire sont distribuées aux agents de l'État sous forme de prébendes, les *timâr*. Les paysans ont un droit d'usufruit sur une terre cultivable de petite superficie, droit contre lequel ils versent au *timariote* un droit d'entrée en jouissance de la terre, puis une dîme sur chaque récolte, ainsi que de multiples taxes sur le bétail, le moulin, le miel, etc. La plupart des paysans possèdent une liberté de mouvement que ne connaissent pas les serfs de la féodalité européenne. Le prélèvement des taxes et revenus fait partie des obligations des timariotes¹⁹², à côté du service de guerre (la constitution de *sipâhî*, cavaleries attachées à la défense de la Sublime Porte) et de la mise en valeur du *timâr*.

L'organisation juridique de l'Empire ottoman est souple. Lorsque la loi coranique ne s'applique pas, le prince peut promulguer une nouvelle loi. Il le fait généralement en tenant compte du droit coutumier ou du droit ancien des populations, que ce soit dans les Balkans ou auprès des populations Mamelouks en Égypte¹⁹³.

b) Distribution de pouvoir et capacité d'appropriation des élites locales

Dans les Balkans, l'organisation provinciale de l'Empire s'applique en laissant une autonomie relativement importante à la région. Entre les sujets de l'Empire ottoman, outre la distinction entre dirigeants et dirigés, le facteur distinctif principal était la religion. Sur le plan statutaire, la séparation principale s'opérait entre les musulmans et les non-musulmans. Malgré le fait que son règne est encore bien souvent qualifié de « joug ottoman » par les

¹⁹² Seule la capitation est versée directement aux agents du gouvernement, sans passer par les timariotes.

¹⁹³ Veinstein dans Mantran, *op. cit.*, p. 296-297 ; Armour, *op. cit.*, p. 21.

habitants des Balkans¹⁹⁴, la Sublime Porte¹⁹⁵ était plutôt bienveillante à l'égard de ses sujets non-musulmans¹⁹⁶. Bien sûr, jusqu'au rescrit de Gülkhâne, réforme visant la modernisation de l'État à la fin du XVIII^e siècle, une capitation était prélevée spécialement chez tous les non-musulmans, soulignant leur statut de sujets de second ordre, de *zîmmi*¹⁹⁷. Cependant, en parallèle, cette taxe exemptait du service militaire¹⁹⁸. De plus, le respect des droits coutumiers locaux, l'intégration des classes dominantes conquises à la hiérarchie sociale ottomane et la protection des chrétiens et des juifs par des lettres du Sultan rendaient l'Empire plus inclusif. Il s'assurait ainsi plus facilement le maintien de son contrôle sur les populations conquises. L'Empire ottoman est un Empire fondé sur l'intégration à la fois juridique, politique et sociale. De ce fait, à côté de l'incorporation des droits coutumiers locaux là où la charia fait défaut, il y a une conservation des hiérarchies sociales existantes, auxquelles se *superpose* l'administration ottomane. Ainsi, si les gouverneurs étaient généralement des nobles d'origine turque, les timariotes étaient nommés à même les membres de la noblesse ou les chefs claniques de la région, peu importe leur religion. Ainsi, s'il y a eu une première vague importante de conversion à l'Islam des populations slaves de la province de Bosnie-Herzégovine, mais aussi d'Albanie, ce fut en grande partie parce qu'il y avait des intérêts économiques à cette conversion.

Les cas des habitants des régions les plus montagneuses et difficiles d'accès des Balkans, le Monténégro et l'Albanie, constituent des exceptions à l'organisation ottomane. Celle-ci n'est jamais parvenue à s'imposer aux populations nomades et claniques d'éleveurs d'ovins. Bien qu'incorporé officiellement à l'Empire, le Monténégro était une zone intouchable par les percepteurs de taxes de la Sublime Porte.

¹⁹⁴ *Id.*, p. 289.

¹⁹⁵ La Sublime Porte est un titre officiel qui désigne le gouvernement ottoman (Beldiceanu dans Mantran, *op. cit.*, p. 117).

¹⁹⁶ Ceci était vrai une fois qu'ils avaient été conquis au prix de violences certaines, et tant et aussi longtemps qu'ils ne se rebellaient pas ou ne fomentaient pas d'alliances avec l'ennemi, comme ce fut le cas à partir de la fin du XVIII^e siècle.

¹⁹⁷ Veinstein dans Mantran, *op. cit.*, p. 298-300.

¹⁹⁸ Virginia H. Aksan, « Ottoman Military and Social Transformations, 1826-28 : Engagement and Resistance in a Moment of Global Imperialism », in Stephen M. Streeter, John C. Weaver et William D. Coleman (Éd.), *Empires and Autonomy, Moments in the History of Globalization*, Vancouver, UBC Press, 2009, p. 65.

3.1.2. Idiomes culturels des clôtures sociales

a) Empire ottoman et églises auto-céphales

Puisque la catégorisation principale de l'Empire était celle de la religion – après tout, le sultan était aussi le chef religieux supposé promouvoir l'Islam universel, les autorités religieuses étaient appelées à diriger leurs communautés respectives. De la formation de l'Empire jusqu'à la fin du règne des *timars* au XVII^e siècle, les *ulémas*, théologiens de l'Islam, deviennent progressivement des intermédiaires nécessaires pour la classe dominante militarisée. Celle-ci se voyait accorder le droit d'extraire le surplus social du travail paysan contre son engagement militaire, mais elle ne disposait pas d'une capacité non-coercitive et constante de réguler la taxation. L'Islam en vient ainsi à être incorporé aux relations sociales d'autorité et de propriété, en fournissant une légitimité à ces dernières. Son impact ne se situe pas dans une sphère idéelle distincte ou autonome, comme le supposent certains théoriciens webériens¹⁹⁹ : la dimension religieuse est imbriquée dans le régime social d'appropriation.

Outre l'Islam, les religions du Sud-Est de l'Europe avaient créé par vague de scissions de nombreuses églises auto-céphales de petite taille. Ces Églises, comme dans la chrétienté occidentale, poursuivaient des fins d'accumulation politique. Cela a eu des implications sur la naissance des revendications de souveraineté (qui, comme le note Dufour, souligne les limitations du modèle structuraliste du passage d'une représentation du monde religieuse à une période de représentation nationaliste – et sécularisée – du monde²⁰⁰). Par contre, du fait de ces schismes religieux, les solidarités à l'intérieur de la noblesse étaient moins présentes qu'en Europe occidentale, dont les grands mariages dynastiques sont une caractéristique bien connue²⁰¹. Les frontières territoriales très floues et l'appropriation de la capacité de taxation avaient à être constamment réaménagées.

b) Les Tanzîmât

¹⁹⁹ Mann, *op. cit.*, p. 30-33.

²⁰⁰ Dufour, « Beyond Modernity », p. 48.

²⁰¹ Jacques Le Goff, cité dans Dufour, « Sociologie historique internationale du nationalisme », p. 14.

Le déclin de l'Empire commence vers la fin du XVII^e siècle. Sont mises en place des réformes importantes de l'organisation militaire et de l'État, les *Tanzîmât*, pour tenter de répondre à des pressions géopolitiques et des luttes internes entre classes dominantes. Cette période est donc généralement lue comme une période de modernisation et de naissance des nationalismes. Elle se caractérise aussi par de nombreuses pertes territoriales, dues à des sécessions et à des pertes au profit des grands empires avoisinants.

Au XVII^e siècle, l'Empire connaît une évolution majeure de la propriété foncière, qui se retrouve accaparée par les *tchiftlik*, de grands domaines fonciers privés. Les provinces balkaniques sont les premières à connaître cette transformation. La corruption des attributions et le déclin des *sipâhî*, les cavaleries financées et dirigées par les timariotes, transforment ces prébendes, qui en principes étaient conditionnelles et temporaires, en des propriétés ou des quasi-propriétés exemptes de contrepartie de services au sultan²⁰². En Bosnie entre autres, des prébendes patrimoniales et permanentes sont instaurées. Ainsi, le contrôle tout d'abord important du gouvernement central de l'Empire diminue au profit des gouverneurs provinciaux et des dignitaires qui s'accaparent des terres et négocient des privilèges sans contrepartie. Mais malgré ces changements dans l'organisation des relations de classes, la logique qui sous-tend ces relations reste celle d'une lutte pour l'accumulation politique des surplus²⁰³. Ainsi, les pressions géopolitiques influencent mais n'induisent pas la forme particulière qu'ont prise les changements dans les relations entre classes sociales au sein de l'Empire, relations qui restent non-capitalistes et pré-modernes.

La période des *Tanzîmât* (1839-1878) débute avec la promulgation du rescrit de Gülkhâne. Cette charte, préparée par le grand-vizir Mustafâ Rechîd Pacha à la demande du sultan, prévoit des réformes sans précédent pour l'Empire, tant aux plans judiciaires, financiers qu'administratifs et militaires²⁰⁴. Non des moindres est le décret de l'égalité de tous les sujets de l'Empire, sans distinction de nationalité ou de religion, qui va à l'encontre de la loi musulmane.

²⁰² Veinstein dans Mantran, *op. cit.*, p. 325.

²⁰³ Teschke, « Debating the Myth », p. 546.

²⁰⁴ Mantran, « XI. Les débuts de la Question d'Orient (1774-1839) », dans Mantran, *op. cit.*, p. 457.

Durant cette vague de modernisation, dont le but est de mettre un frein à la crise sociale et aux défaites militaires, le prélèvement des impôts est transféré à la fonction publique qui vient d'être créée pour contrer la tendance des dirigeants locaux à garder les revenus des taxes qu'ils prélèvent. Cela ne réjouit pas les notables locaux, dont c'était auparavant la prérogative. Les conflits qui émergent entre ces classes dominantes se diviseront en partie sur des lignes religieuses, du fait de la renaissance des *millet*.

À cela s'ajoute le rôle des classes dominées. Du XVII^e au XIX^e siècle, une vague de répression des communautés chrétiennes et juives avait eu lieu. En faits et en droit, sans être réduits au servage, les paysans avaient vu les obligations qui pesaient sur eux s'alourdir. Ils y avaient répondu par la fuite, l'insurrection, le ralliement aux ennemis de l'Empire ou encore par le brigandage. Du fait de ces rébellions et alliances avec l'ennemi, les sujets chrétiens ou juifs de l'Empire, auparavant protégés par le statut de *zîmmi*, se sont retrouvés face à une répression et une oppression fortes. Dans une tentative de la Sublime Porte de calmer le jeu, les réformes transfèrent aux autorités religieuses non-musulmanes un pouvoir politique plus grand. Les communautés religieuses, les *millet*, recommencent à jouer un rôle dans la structuration du pouvoir ottoman à partir des *Tanzîmât*, au XIX^e siècle. Selon Banac,

« In the Orthodox Balkans, where between the fourteenth and sixteenth centuries the Ottomans had destroyed the Christian landed elite, native leadership was vested exclusively in the Orthodox churches. [...] As a result, the nineteenth-century anti-Turkish uprisings (in Serbia, Greece, and Bulgaria) were by definition both confessional and national [...]»²⁰⁵.

Du fait que les non-musulmans continuent de fréquenter leurs propres écoles et que leurs communautés ont le droit de conserver leur organisation interne, s'ensuit une renaissance des *millet*, communautés confessionnelles dont les assemblées religieuses et laïques sont généralement prises en main par les membres du clergé, qu'il soit protestant, juif ou orthodoxe. Mais ces tentatives de compenser les répressions du XVII^e siècle envers les populations non-musulmanes ne suffiront pas : les *millet* en viendront rapidement à formuler des revendications autonomistes ou nationalistes. L'autonomie des élites locales, dans la lutte de redistribution des surplus intra-élites, préside aux luttes confessionnelles et culturelles.

²⁰⁵ Ivo Banac, "Nationalism in Southeastern Europe", in C. A. Kupchan (dir.), *Nationalism and Nationalities in the New Europe*, New-York, Cornell University Press, p. 109.

C'est dans ce contexte que surviennent les crises égyptienne, grecque, puis balkaniques, dans lesquelles les puissances européennes interviennent de façon intéressée. La Grèce obtient son indépendance en 1821, la Serbie devient province autonome en 1815. Ce sont des revendications d'autonomie, comme l'a démontré Clemens Hoffmann, qui sont une réaction conservatrice aux efforts de modernisation de l'administration centrale de l'Empire Ottoman²⁰⁶. Nous pourrions ajouter que cette réaction conservatrice (dans le sens où les élites locales traditionnelles cherchent à conserver leurs avantages) allie nationalisme et religion. La thèse de Benedict Anderson selon laquelle il y a un passage à une logique sécularisée du monde avec en son centre les revendications nationalistes qui seraient typiquement modernes, s'applique donc mal ici.

Que retenir de la période ottomane des Balkans ? Tout d'abord, des clôtures sociales féodales entre noblesse et simples sujets s'appliquent en passant par-dessus les frontières religieuses. Comme en Europe occidentale, le fait d'être issu de la noblesse locale, qu'elle soit musulmane ou pas, conférait (jusqu'à un certain point) un accès à des avantages et à des postes administratifs, politiques et militaires distribués par l'Empire. D'autre part, il n'y avait donc pas de divisions des nationalités selon des lignes territoriales fixes²⁰⁷. La territorialité ne représente pas encore une clôture sociale forte entre les populations à l'intérieur de l'Empire ottoman. Les mouvements de populations sont légion et l'identification se fait sur la base des Églises ou des communautés locales. L'appartenance communautaire pré-moderne avait encore cours au début du XX^e siècle :

« And what if the locals did not know which nation they belonged to ? In 1920, when an outside investigator asked a peasant in Belarus, on the frontiers where Russians, Poles, Lithuanians, Byelorussians, and Ukainians all mingled, who he was, the only answer that came back was " I am a Catholic of these parts." ²⁰⁸».

²⁰⁶ Hoffmann, *op. cit.*, p. 375.

²⁰⁷ L'exception serait peut-être le Monténégro, pour des raisons géographiques et sociologiques : l'enclave montagnaise dans laquelle sa population vivait était d'un accès très difficile et du fait de cette fermeture géographique, le Monténégro conserva jusqu'à tout récemment une structure sociale clanique.

²⁰⁸ Margaret Macmillan, *The Peacemakers: The Paris Conference of 1919 and its Attempts to End War*, Londres, John Murray, 2001, p. 20 ; citée dans Steve Fenton, p. 184.

C'était aussi le cas dans les Balkans : « The practice of defining oneself by nationality was so new that many inhabitants of the Balkans still thought of themselves primarily in terms of their region or their clan or, as they had done under the Turks, of their religion²⁰⁹. » La non-différenciation des sphères de pouvoir politique et économique dans l'Empire ottoman implique que les communautés imaginées pré-capitalistes et pré-modernes étaient religieuses ou dynastiques, et non nationalistes²¹⁰. Troisièmement, les clivages religieux sont une catégorie de différenciation sociale parmi les plus importantes, bien qu'elle soit plus ou moins prégnante selon les époques. Hobsbawm confirme que la masse de la population en Russie ne se sentait pas d'abord russe, par exemple, mais orthodoxe²¹¹. Et les multiples patois n'étant pas encore unifiés par la formalisation d'une langue écrite empêchaient tout sentiment national partagé entre deux régions.

« En dehors de la zone du monde bourgeois moderne, il y a eu cependant des mouvements de révolte populaire contre la domination étrangère (entendue généralement comme la domination de gens d'une religion différente, plutôt que d'une nationalité différente). Et parfois ces mouvements semblent une anticipation des mouvements nationaux ultérieurs. [...] Il serait imprudent de voir dans ces mouvements une trop grande part de nationalisme au sens moderne [...].²¹² »

Les clivages religieux ont connu une phase d'institutionnalisation durant le déclin de l'Empire ottoman sous la forme des *millet*, ce qui a eu des répercussions sur les nationalismes à naître. Le fait que par la suite dans l'histoire des Balkans occidentaux, la différenciation nationale se fasse en priorité sur la base religieuse repose entre autres sur l'organisation de l'Empire ottoman, où le statut des sujets dépend en premier lieu de leur appartenance religieuse et où, tardivement, l'organisation interne des classes dominantes locales a pour clôture la communauté religieuse.

Le déclin de l'Empire ottoman a mené à la naissance d'États nationaux, la Grèce, la Bulgarie et la Serbie, à partir de ses provinces balkaniques, mais il s'est fait en premier lieu

²⁰⁹ *Id.*, p. 133.

²¹⁰ Voir chapitre 2 de ce mémoire.

²¹¹ Hobsbawm, *L'ère des révolutions*, p. 177.

²¹² *Id.*, p. 179.

principalement au profit de l'Empire austro-hongrois, qui gardait un œil jaloux sur ses jeunes États voisins. Lui aussi était déjà aux prises avec de graves crises internes, mais moins atteint que son voisin turc. Seuls le Kosovo et la Macédoine sont restés sous contrôle ottoman jusqu'en 1912²¹³.

3.2 Le contrôle austro-hongrois (1815-1914)

Le contrôle des régions balkaniques par l'Empire des Habsbourg relevait d'un modèle beaucoup plus disparate et clientéliste que celui prévalant à la gouverne de l'Empire ottoman. L'influence des conflits opposant la petite noblesse et la bourgeoisie hongroises à l'Empereur, surtout dans la seconde moitié du XIX^e siècle, a eu une influence capitale dans le développement des nationalismes croates et serbes. En effet, le recours aux catégorisations nationalistes place ses entrepreneurs en position de légitimité pour le contrôle sur le prélèvement des taxes, mais aussi l'accès à la fonction publique et la langue d'administration. Le nationalisme hongrois exclut de ce fait les élites serbes et croates du contrôle des surplus dans cette partie de l'Empire. L'alliance des populations sud-slaves en ressort comme le moyen le plus sûr de l'emporter contre l'Autriche-Hongrie.

Au XIX^e siècle, l'Empire des Habsbourg prend peu à peu la place de l'Empire ottoman qui avait jusqu'alors la mainmise sur les Balkans occidentaux. La monarchie Habsbourgeoise, à laquelle la Slovénie actuelle appartenait déjà depuis le XV^e siècle²¹⁴, profite de la faiblesse ottomane pour s'emparer d'une partie supplémentaire des Balkans. Les deux blocs politiques de l'Empire, l'Autriche et la Hongrie, se partagent la domination sur les provinces du Sud. La Dalmatie est sous contrôle autrichien et la Croatie-Slavonie, dépendante de la Hongrie, possède une administration autonome. Après le traité de Berlin de 1878, la province ottomane de Bosnie-Herzégovine est subordonnée à l'administration commune de l'Autriche et de la Hongrie (son annexion formelle a lieu en 1908)²¹⁵. La Serbie,

²¹³ Ramet, *op. cit.*, p. 33.

²¹⁴ Kann, "XI : The Slovenes", *op. cit.*, p. 294.

²¹⁵ Kann, « X : The Serbs », p. 285.

quant à elle, a acquis le statut de province autonome de l'Empire ottoman en 1815 ; elle devient un Royaume officiellement indépendant en 1878, mais reste très largement dépendante politiquement et économiquement de l'Autriche-Hongrie jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Ce regain de contrôle sur la région ne correspond pas pour autant à un âge d'or, mais bien plutôt au déclin de la puissance Habsbourgeoise. L'Empire n'a pas réussi à regagner sa primauté dans les affaires allemandes au milieu du XIX^e siècle. C'est pourquoi, se tournant vers le Sud-Est, il renforce sa main-mise sur les Balkans²¹⁶. La situation générale est à l'endettement et à la perte d'influence internationale. Lorsqu'il prend peu à peu le contrôle de la région, l'Empire austro-hongrois n'est donc guère en meilleure posture que l'Empire ottoman²¹⁷. Il se retrouve d'ailleurs face aux mêmes difficultés, à savoir des velléités d'autonomie de plus en plus fortes de groupes nationalistes, à partir de la Révolution hongroise de 1848, écrasée "de justesse" par l'Autriche²¹⁸, qui a mené à titre de compromis à la création de la double monarchie austro-hongroise en 1867.

En Europe, et l'Autriche-Hongrie ne fait pas exception à la règle, l'année 1848 est connue comme une année de révolutions sociales²¹⁹. Le « printemps des peuples » se propage très rapidement à travers l'Europe et dans l'Empire, il touche Vienne, les provinces du Nord de l'Italie, la Bohême et le Royaume de Hongrie²²⁰. La situation dans l'ensemble de l'Europe est difficile pour la paysannerie qui a connu dans les deux années qui ont précédé de très mauvaises récoltes²²¹. Les révoltes paysannes sont nombreuses. Si les revendications autour de l'abolition du servage sont présentes, elles ne sont qu'une partie des revendications libérales mises de l'avant, tournant principalement autour de l'instauration d'une monarchie

²¹⁶ Armour, *op. cit.*, p. 114.

²¹⁷ Les deux Empires disparaîtront d'ailleurs pour ainsi dire en même temps dans la tourmente de la Première Guerre mondiale.

²¹⁸ Stefan Jonsson, *op. cit.*, p. 221.

²¹⁹ Eric J. Hobsbawm, *L'ère des révolutions*, p. 146.

²²⁰ Armour, *op. cit.*, p. 110.

²²¹ *Id.*, p. 138.

constitutionnelle. Mais la particularité de la révolution dans l'Empire des Habsbourg réside dans la progression des revendications nationalistes²²². Durant les crises de 1804 à 1867, ce n'est pas l'aspect nationaliste qui était le plus important, mais plutôt l'aspect libéral.

« Of the two, nationalism might now seem to us the more significant, but it is important to remember that in the mind of people at the time the concept of liberty was the starting point. Political upheavals in this period were arguably more about basic issues of political rights than they were about nationalism, although in some cases they rapidly took on a nationalistic character. In addition, there were serious economic and social tensions building up, which possessed their own dynamic²²³. »

L'aspect libéral de la révolution s'illustre en 1848 par l'Acte d'émancipation des paysans, lequel abolissait le système de servage²²⁴. La fin de la servitude n'a pas entraîné pour autant une amélioration des conditions de vie des masses paysannes. Au contraire, la vaste majorité de ceux qui ne pouvaient pas racheter aux nobles les terres qu'ils occupaient se retrouvaient sans ressources, forcés soit d'émigrer vers les villes, soit de travailler à titre de salariés agricoles non qualifiés²²⁵.

Les mouvements nationalistes naissent du courant libéral contre le néo-absolutisme de l'Empereur et de ses ministres. Ces mouvements sont portés par la noblesse et cherchent la mise en place d'une constitution et d'organes de représentation (Diètes, Conseil du *Reich*, etc.). D'abord intransigeant, le *Reich* est devenu par la suite favorable principalement aux noblesses hongroise et tchèque, qu'il redoutait.

C'est la partie hongroise de l'Empire qui connaîtra le plus grand nombre de conflits avec les nationalistes des Balkans, et qui en sera la cause. Cela s'explique tout d'abord par une disposition géographique, la Hongrie bordant au Nord la plupart des États et des provinces de la région. Mais cela s'explique en deuxième lieu par le nationalisme hongrois, le plus virulent et vindicatif de l'Empire. En fait, les revendications des Slaves du Sud ont joué un rôle

²²² Kann, tome 2, p. 4.

²²³ Armour, p. 115.

²²⁴ *Id.*, p. 123 et 129.

²²⁵ Bien qu'elles ne se soient pas produites pour les mêmes raisons, les similitudes avec la situation anglaise à la suite des *enclosures* sont frappantes.

mineur dans les débuts de revendications nationalistes s'opposant à la monarchie, les deux problèmes principaux étant du côté du pan-slavisme mené par les Tchèques et des revendications magyares. L'historien Eric Hobsbawm le relate à sa façon : « Ainsi, [en 1848] les services secrets des Habsbourg avaient sans cesse mille problèmes avec les Polonais, les Italiens et les Allemands non autrichiens, comme avec les Hongrois éternellement rebelles, alors que tout était calme du côté des terres alpines, ou des autres régions slaves. Les Russes n'avaient pas d'autres préoccupation que les Polonais et les Turcs pouvaient encore compter sur la tranquillité de presque tous les Slaves des Balkans²²⁶. » Les revendications d'autonomie des nationalistes hongrois mènent à la guerre d'indépendance en 1848-49. Celle-ci sera violemment écrasée.²²⁷ Mais une guerre supplémentaire des Habsbourg, durant laquelle la monarchie a perdu la Lombardie, montre la faiblesse de l'État et l'accule à la banqueroute financière²²⁸. C'est ce qui l'a poussé au Compromis (*Ausgleich*) de 1867, restaurant l'autonomie de la Hongrie à l'intérieur de l'Empire, ainsi qu'un gouvernement constitutionnel dans chaque entité de l'Autriche-Hongrie. En retour, l'empereur François Joseph se réserve le droit de conduire la politique étrangère et militaire de l'Empire, sans interférence de la part des deux gouvernements qu'il chapeautait²²⁹.

La réinstauration d'un gouvernement constitutionnel dans chacune des deux entités de l'Empire signifie de multiples réformes libérales, mais pas la démocratie pour autant. Le suffrage s'obtenait sur la base de la propriété, ce qui assurait sa détention aux membres de la noblesse des deux « peuples historiques » de la monarchie. Du côté autrichien, l'accès au suffrage s'est étendu progressivement. La baisse de moitié de la quantité de propriétés requises pour avoir accès au droit de vote change la balance des représentations au *Reichsrat*, au profit de la bourgeoisie tchèque. Du côté du Royaume de Hongrie, la tendance était inverse. En 1874, le suffrage, alors déjà complètement « *gentry dominated* », demeurait

²²⁶Hobsbawm, *L'ère des révolutions*, p. 153-154.

²²⁷ Armour, p. 110.

²²⁸ *Id.*, p. 113.

²²⁹ *Id.*, p. 203.

encore restreint ²³⁰. Le gouvernement lançait de plus une campagne de « magyarisation » de l'État à partir de 1875, visant à convertir l'ensemble des sujets à la langue et à la culture hongroise par des législations et des discriminations systématiques. Il fermait les écoles dans d'autres langues que le hongrois, imposait des censures et des contraventions aux journaux non-magyares, etc. Cette magyarisation forcée a fonctionné en partie auprès des germanophones et des juifs ; auprès des autres communautés linguistiques, elle a eu plutôt un effet aliénant. Elle n'a pas touché la Croatie, qui conservait son statut particulier d'autonomie ; un sous-compromis était signé avec la Croatie en 1868, dont le contenu assurait à cette dernière le maintien de son propre gouvernement et du *Sabor* (assemblée) à Zagreb, ainsi que le droit d'envoyer des délégués à la Diète hongroise²³¹. Par contre, la magyarisation a fait réagir fortement les nationalistes serbes en « sol hongrois », qui eux, ne bénéficiaient pas de la marge de manœuvre de la Croatie.

La Serbie indépendante réagit, elle aussi, pour défendre ceux qu'elle considérait comme ses futurs sujets du haut de ses visées expansionnistes. En 1878-1879, en vue de prévenir l'agrandissement de la Serbie, l'Autriche-Hongrie occupe la province ottomane de Bosnie-Herzégovine²³². Formellement, la Bosnie reste ottomane, mais le traité de Berlin retire à la Porte son contrôle effectif. Le statut de la province représente une anomalie constitutionnelle dans l'Empire habsbourgeois, car aucune des deux parties de l'Empire ne veut la laisser aux mains de l'autre. Dès lors, elle est administrée par le ministre des finances, qui relève directement de l'empereur.

L'occupation de la Bosnie à la fin de la décennie 1870 rend les relations entre les groupes nationalistes et la monarchie encore plus tendues. Toute tentative d'accommoder les Slaves est perçue comme une attaque par les nationalistes hongrois et autrichiens²³³. Les populations musulmanes de Bosnie, ottomanes ou slaves, paient le prix fort de l'occupation. Un tiers sera

²³⁰*Id.*, p. 209.

²³¹*Idem.*

²³²*Id.*, p. 212.

²³³*Id.*, p. 205-206.

tué ou déplacé entre 1875 et 1879²³⁴. L'Autriche-Hongrie tente de contrer de potentiels ennemis en faisant des alliances avec la Serbie, l'Italie et la Roumanie. Les traités de 1880-1881 visent à garder la Serbie en état de sujétion politique et économique²³⁵.

À partir de 1893, une paralysie parlementaire frappe l'Autriche et elle durera, par intermittence, jusqu'à la Première Guerre mondiale²³⁶. Ce sont à nouveau les nationalistes magyars qui, se sentant opprimés, revendiquent l'indépendance ou à tout le moins la capacité à contrôler leur propre armée. Le resserrement des règles vis-à-vis de la Croatie entraîne la formation de partis nationalistes en sol croate. Des concessions du gouverneur hongrois envers les Serbes finissent d'enflammer les nationalistes croates²³⁷. Pourtant, pendant une brève période, une coalition serbo-croate se forme avec enthousiasme envers une identité yougoslave. En 1906-1907, cette coalition forme le gouvernement en Croatie. Mais l'augmentation des tensions de la Hongrie avec la Serbie – dont elle craint avec raisons les visées expansionnistes, pousse le gouvernement hongrois à renverser ce gouvernement et à poursuivre ses dirigeants pour trahison.

Dans les Balkans, des alliances naissantes entre les noblesses locales et les mouvements nationalistes se renforcent jusqu'aux guerres balkaniques de 1912-1913, malgré la tentative autrichienne de les diviser. Au début du XX^e siècle, les révolutions de palais se succèdent à Belgrade, mais les intentions nationalistes expansionnistes croissent sans discontinuer²³⁸. En 1903, et jusqu'en 1912, la Serbie se militarise pour se permettre de couper les ponts avec l'Autriche-Hongrie²³⁹. Elle va même, pour ce faire, jusqu'à s'allier avec l'Empire ottoman. C'est ce qui mènera aux guerres balkaniques de 1912-1913²⁴⁰. En 1912, une Ligue des

²³⁴ *Id.*, p. 219.

²³⁵ *Id.*, p. 212.

²³⁶ *Id.*, p. 206-207.

²³⁷ *Id.*, p. 210-211.

²³⁸ *Idem.*

²³⁹ *Id.*, p. 223.

²⁴⁰ Cf. fin de la section suivante.

Balkans se forme, composée de la Serbie, de la Bulgarie, de la Grèce et du Monténégro²⁴¹. Elle est promue par le gouvernement russe qui tente d'enrayer l'influence des Habsbourg. Mais la Ligue a ses propres objectifs et elle se retourne contre l'Empire ottoman, auquel elle déclare la guerre. Son objectif principal est de se séparer les restes de l'Empire dans la région en cas de victoire. De fait, elle l'emporte – grâce à l'intercession des grandes puissances – et obtient de gros gains territoriaux²⁴². La Serbie surtout connaît une expansion territoriale très importante ; la Macédoine lui revient²⁴³. L'armistice mène aussi à la création d'un État albanais (sans toutefois les régions majoritairement albanophones que sont Kosovo et de la Macédoine). Les grandes puissances ont insisté pour que la signature de l'armistice survienne rapidement, en réponse aux récriminations des Albanais à la prise de territoires par la Serbie, mais surtout afin d'empêcher l'accès de l'Adriatique à la Serbie.

3.2.1 Formes institutionnelles des clôtures sociales

La domination habsbourgeoise marque le passage de clôtures dynastiques à des clôtures nationales. Cela s'explique par l'origine sociale des conflits à l'époque : ils se déroulent moins entre la haute noblesse et la couronne qu'entre cette dernière et la petite noblesse et la bourgeoisie naissante. Au départ, les demandes politiques étaient principalement tournées vers l'auto-administration et un certain degré d'autonomie, plutôt que vers l'indépendance²⁴⁴. Mais lorsque les nationalistes hongrois obtiennent gain de cause vis-à-vis la couronne autrichienne, ce sont les nationalistes des Balkans qui se retrouvent en posture revendicatrice. Leurs demandes se radicaliseront en réaction face au nationalisme magyare.

Le lien entre les structures de classes et les clôtures sociales dans l'Empire Habsbourgeois diffère un peu de celui connu dans la partie occidentale de l'Empire ottoman. Les populations des nombreuses zones administratives créées ont des statuts légaux et politiques différents

²⁴¹ Armour, p. 226.

²⁴² *Id.*, p. 227.

²⁴³ Iseni, p. 293.

²⁴⁴ Hroch, *op. cit.*, p. 38.

d'une zone à l'autre. L'organisation de l'Autriche-Hongrie est beaucoup plus disparate que celle de l'Empire ottoman.

The different regions of this superpower were never bound together by nationality or constitutional law. Neither a state, nor a nation, nor a federation, nor a union of states, the Austro-Hungarian Empire was "an unequal union of domains that were historically, culturally, nationally, and legally very differently organized and developed." What united this entity was the fact that all its domains had once sworn allegiance to the House of Habsbourg, a constitutional event referred to as the "Pragmatic Sanction". The cohesive force was thus the crown, and to some extent also the Catholic Church, since the Habsburgs successfully carried the banner of Rome in the Counter Reformation²⁴⁵.

La différence statutaire ne repose sur rien d'immuable, elle est constamment renégociée par des conflits de pouvoir et des jeux d'alliance. La recherche d'indépendance des peuples des Balkans occidentaux prendra différentes formes d'organisations, avec différents types de revendications et différentes définitions de la nation et de la nationalité. C'est une période de concurrence intensive entre différentes versions des clôtures sociales nationales ; aucune n'est encore arrêtée définitivement.

Selon Roshwald, à l'orée de la Première Guerre mondiale, deux courants nationalistes s'affrontaient chez les Slaves du Sud, un nationalisme à tendance ethnique et un autre à tendance civique²⁴⁶. « Among the South Slavs as well [as for Czechoslovakia], in the years leading up to the First World War, it was the interplay of ethnic and civic visions of self-determination that shaped the development of nationalist ideologies and movements²⁴⁷. » Un nationalisme croate chauvin se serait retrouvé confronté à une coalition serbo-croate porteuse de l'idée de démocratie libérale dans laquelle serait forgée une nouvelle identité politique et nationale influencée par la culture et l'histoire de chaque groupe. La transition vers l'indépendance nationale en 1918 aurait forgé de façon décisive l'évolution de la bataille idéologique entre ces deux groupes, comme elle l'a fait ailleurs en Europe (en Tchécoslovaquie, en Pologne). En effet, selon Roshwald, en temps de crise, les États-nations

²⁴⁵ Stefan Jonsson, « The most progressive State », *Subject without Nation*, Durham et Londres, Duke University Press, p. 219-220.

²⁴⁶ Roshwald, *op. cit.*, chapitre 5.

²⁴⁷ *Id.*, p. 261.

en devenir cherchent un matériau à portée de la main pour la mobilisation de masse et la légitimation politique (interne et externe) de leur projet. Dans ce contexte, selon lui c'est généralement la version ethnique du nationalisme qui l'emporte et ce fut le cas en Europe de l'Est à la fin de la Première Guerre mondiale.

Cette dichotomie a déjà été critiquée dans le chapitre précédent sur une base épistémologique et politique²⁴⁸ ; elle pose aussi problème historiquement. Tout d'abord, l'opposition d'un nationalisme basé sur l'idée d'une démocratie libérale n'est pas ce qui permet de distinguer nationalisme croate et nationalisme serbo-croate. Ainsi, Roshwald place le nationalisme serbo-croate du côté du « bon » nationalisme parce qu'il est plus inclusif au regard du nombre de groupes ethniques qu'il intègre. Cependant, il ne faut pas se méprendre : il fonctionne selon le même modèle, à savoir celui de la clôture sociale nationale, avec les mêmes objectifs, soit le monopole des capacités d'appropriation. En fait, les mêmes idées des Lumières ont influencé les deux mouvements²⁴⁹ et l'un ne revendiquait pas plus le suffrage universel que l'autre : ce sont sensiblement les mêmes classes sociales qui en étaient porteuses, bien qu'elles s'affrontassent. C'est pourquoi ce n'est pas sur cette base ethnique/civique que les mouvements nationalistes balkaniques se distinguent au XIX^e siècle.

Les organisations des mouvements nationalistes prennent des tangentes différentes par rapport aux États et Empires existants d'abord en ce qui concerne le type de revendications, plus que dans la conception de la nation. Elles vont des simples revendications de représentation et de droits à l'intérieur de la structure étatique existante jusqu'à l'indépendance, en passant par un changement des structures de l'État pour le rendre multinational. Elles se radicaliseront progressivement (ou, pour le dire autrement, le nationalisme indépendantiste fera de plus en plus d'adeptes).

Tout d'abord, les groupes nationaux ne revendiquaient pas la sécession de l'Empire, mais seulement des droits sous la gouverne habsbourgeoise, telle que la reconnaissance des langues vernaculaires, l'enseignement dans ces langues, etc.²⁵⁰.

²⁴⁸ Cf. chapitre 2.

²⁴⁹ Armour, p. 27.

« Yet, with the exception of the Italians, whose ambitions of joining Italy were increasingly open by 1914, no nationalities in the Austrian part of the Monarchy actively sought independence, since the only circumstance that could make such option even conceivable, the Monarchy's dissolution, was itself almost unthinkable.²⁵¹ »

La position slovène, par exemple, oscillait entre la revendication d'un État sud-slave et celle d'une autonomie nationale à l'intérieur des frontières ethniques d'un État fédéral toujours sous gouverne habsbourgeoise²⁵².

Les nationalistes hongrois sont les premiers à revendiquer l'indépendance durant la révolution du 1848-1849. La noblesse croate appuie la monarchie habsbourgeoise dans cette guerre, ce qui est typique des jeux d'alliance dans l'Empire. Suite au Compromis de 1867, survenu entre l'Autriche et la Hongrie, les nationalistes magyares s'opposent à tout transfert de pouvoir vers une minorité nationale en territoire hongrois.

Les nationalismes des minorités en Hongrie se construisent en réaction au nationalisme magyare ; c'est le cas, entre autres, en Croatie. Les langues parlées et écrites deviennent (pour la première fois) un enjeu, principalement autour de la Hongrie. Pour contrer l'imposition de l'allemand dans la fonction publique, des réformateurs Hongrois cherchent à imposer leur langue comme langue officielle, ce qui est fait par une loi passée en 1844²⁵³, excluant la Croatie et la Transylvanie. Cette loi entraîne des protestations des côtés serbe, croate, slovaque et roumain²⁵⁴. Du fait de son statut spécial au sein de la Hongrie, la Croatie peut conserver le latin comme langue administrative interne, mais les communications avec les autorités hongroises doivent se faire en hongrois. La montée du nationalisme magyare inquiète en premier lieu la noblesse croate mais l'opposition la plus organisée provient des intellectuels²⁵⁵. L'enjeu de la langue d'administration ne relève pas uniquement d'une

²⁵⁰ Kann, *op. cit.*, p. 225.

²⁵¹ Armour, p. 208.

²⁵² Kann, tome 2, p. 24.

²⁵³ Armour, *op. cit.*, p. 134.

²⁵⁴ *Id.*, p. 121.

²⁵⁵ *Id.*, p. 135.

spécificité culturelle, car les postes de fonctionnaires sont fortement liés à la maîtrise de cette langue et sont dès lors réservés à une population au détriment des allophones.

L'enjeu territorial était beaucoup plus présent pour cette noblesse sous la couronne habsbourgeoise que sous domination ottomane, puisque la première n'avait pas cherché à unifier sous un système unique les formes d'extraction de surplus de ses groupes dominants comme la porte l'avait fait avec son système de prébende. Le fonctionnement à partir des allégeances déplaçait les champs de luttes au niveau de l'autonomie et de la taxation sur des lignes territoriales pré-existantes.

Pendant quelques temps, la voie de l'union, soit des Balkans au complet, soit des peuples slaves de l'Empire (avec les Tchèques et les Polonais), sera la plus populaire. Cette dernière option est poussée de l'extérieur par les tsaristes qui mettent de l'avant le pan-slavisme dans une perspective impérialiste, mais aussi de l'intérieur de l'Empire austro-hongrois par les germanophones qui craignent la main-mise de la Russie et cherchent donc à donner plus de poids aux slaves dans l'Empire. Le pan-slavisme n'est donc pas forcément synonyme de dissolution de l'Empire ; la voie politique prise par le nationalisme à cette époque n'est pas encore *forcément* celle de l'indépendance et de la création de nouveaux États.

D'autre part, la clôture sociale se fait en grande partie sur une base linguistique plutôt que religieuse dans l'Empire des Habsbourg. C'est évidemment dû au fait que la grande majorité des sujets de l'Empire sont catholiques, ralliés par la cause de la contre-réforme dont la couronne s'est faite l'ardente défenderesse²⁵⁶.

3.2.2 Idiomes culturels des clôtures sociales

La période mouvementée de la deuxième moitié du XIX^e siècle est reconnue pour l'intensification des « questions nationales » et des revendications nationalistes. Mais il est beaucoup moins souvent relevé qu'il s'agit aussi d'un moment de luttes intenses pour la définition des catégories nationalistes. La construction des partis nationalistes en Croatie sous domination habsbourgeoise montre très bien l'enjeu de la définition de la nationalité comme

²⁵⁶ L'intolérance religieuse à l'égard du protestantisme naissant (qui eu pourtant de nombreux adeptes, en particulier en Hongrie) fut même la "marque de commerce" de la monarchie Habsbourgeoise. (Armour, p. 21)

lieu de luttes idéologiques. Au XIX^e siècle, du fait que l'appartenance nationale est encore partagée par bien peu de couches de la population et qu'elle commence à peine à être institutionnalisée, ses limites (c'est-à-dire qui y est inclus et qui en est exclu) fluctuent encore. La naissance des partis nationalistes croates l'illustre bien, puisqu'en dedans de 50 ans, trois versions de ce qu'est être Croate se succèdent et s'affrontent : l'Illyrianisme, le Yougoslavisme et le nationalisme sur la base linguistique.

La “conscience nationale” croate est initiée durant la décennie 1830 par le courant de l'Illyrianisme²⁵⁷. Ce courant a pour origine les quelques années durant lesquelles Napoléon contrôla la région. De 1809 à 1815, les conquêtes napoléoniennes transforment les possessions autrichiennes de la côte Adriatique en provinces d'Illyrie²⁵⁸. Bonaparte s'est plu à aller chercher dans la mythologie ce nom d'Illyrie qui réfère à un peuple qui aurait vécu dans la région avant l'arrivée des Slaves. Durant ces quelques années sous contrôle français, les Slovènes et les Croates bénéficièrent de réformes émancipatrices de la relation serf-tenant, et ce, aux niveaux juridique, scolaire et agricole²⁵⁹. L'idée d'une union des Slaves du Sud se serait répandue à partir de ce moment²⁶⁰. L'idée d'Illyrianisme était utilisée pour contrer la magyarisation et surmonter le problème de la diversité linguistique, puisque les territoires croates se distinguaient par l'usage de trois dialectes différents (Kajkavien, Čakavien et Štokavien). Le terme d'Illyrien, neutre par rapport à ces distinctions, avait pour objectif de rejoindre les segments éduqués des Croates et des Serbes de Croatie et plus largement les Slovènes et les Bulgares. Le mouvement illyrien espérait construire une culture nationale sud-slave, dont la langue serait le Štokavien, parlé par la plupart des Croates et presque tous les Serbes. Malgré cette volonté inclusive, les démarches politiques du parti restaient centrées autour de la défense des intérêts du Royaume de Croatie²⁶¹.

²⁵⁷ Mark Biondich, Biondich, *Stjepan Radic, the Croat Peasant Party, and the politics of mass mobilization, 1904-1928*, Toronto, Toronto University Press, 2008, p. 6.

²⁵⁸ Féron, *op. cit.*, p. 23.

²⁵⁹ Kann, “XI : The Slovenes”, Tome 1, *op. cit.*, p. 298.

²⁶⁰ *Ibid.* ; Féron, *loc. cit.* ; Banac, “Nationalism in Southeastern Europe”, *op. cit.*, p. 113 ; Armour, *op. cit.*, p. 135.

²⁶¹ Biondich, p. 7.

La classe la plus influente en Croatie au XIX^e siècle, la noblesse terrienne, n'était pas à l'avant-plan du mouvement illyrien (à l'exception d'une figure notable près, le comte Drašković). C'est plutôt l'intelligenstia qui portait le mouvement. « The intelligentsia included civil servants (bureaucrats), the clergy, the poorer nobility, teachers, professors and members of the free professions, particularly lawyers.²⁶² »

Deux idéologies nationales croates succèdent à l'Illyrianisme en 1860-1870. La première reste dans sa lignée, dans la mesure où elle souhaitait créer une culture sud-slave unique, cette fois-ci sous le qualificatif de Yougoslavisme²⁶³. Ce mouvement ira encore plus avant dans la politique en vue de défendre la Croatie, voire même de l'étendre sous une forme fédérative. Cela s'est avéré sans plus de succès que pour les Illyrianistes. En 1861, ce courant se scinde et sa faction dissidente forme le Parti du droit (*Stranka prava*). Leur version du nationalisme croate était assimilationniste²⁶⁴, puisqu'elle considérait que tous les habitants des territoires croates étaient Croates, à l'exception des Bulgares.

Une version assez similaire au Yougoslavisme sur le plan de la catégorie nationaliste employée, bien qu'au projet politique différent, a vu le jour dans la dernière décennie du XIX^e siècle. Le parti social-démocrate de Croatie-Slavonie (1894) cherchait l'unité des Slaves du Sud, constituant une seule masse ethnique tendant à former peu à peu une nation moderne²⁶⁵. Aux élections de 1897, les leaders de ce parti socialiste, qui commençait à rejoindre le monde rural, étaient arrêtés.

Pendant cette même période, un troisième type de nationalisme, à la fois chez les nationalistes serbes de Croatie et de Hongrie, suit une définition linguistique de la nationalité²⁶⁶. Selon cette définition, tous les locuteurs du dialecte Štokavien, sans égard pour leur affiliation religieuse, étaient des Serbes. Les locuteurs du Kajkavien situés aux alentours

²⁶² *Idem.*

²⁶³ *Id.*, p. 8.

²⁶⁴ On voit là le paradoxe de l'inclusion/exclusion : le fait de considérer l'ensemble des habitants de l'État comme étant Croates, au moment même où d'autres revendications nationalistes coexistaient, a pu être perçu comme une volonté assimilationniste. C'est pourquoi aux yeux de Biondich, cette perspective est exclusiviste. Nous ne partageons cependant pas sa terminologie.

²⁶⁵ Biondich, p. 19.

de Zagreb étaient Slovènes et ceux du Čakavien, Croates. Selon cette définition linguistique, la nationalité croate ne pouvait recouvrir trois dialectes différents. Cela allait à l'encontre de la définition antérieure de la « Serbitude » comme reliée à l'Orthodoxie, version qui ne disparut pas complètement. Y compris pour la nouvelle version du nationalisme serbe, l'orthodoxie restait la fondation de l'unité serbe, mais une partie de la population aurait été forcée à la conversion pour le Catholicisme romain. Cette dernière avait donc à prendre conscience de son caractère serbe. La liberté de religion de l'Orthodoxie serbe en Croatie et dans l'Empire des Habsbourg aura été cruciale pour la propagation d'un nationalisme serbe²⁶⁷.

Il se dégage une ambiance de compétition dans ces définitions des clôtures sociales. Le cas croate – mais il s'agit déjà là de l'utilisation de la catégorie qui l'a emporté – illustre bien la fluctuation de la catégorie nationale dominante. Les prétentions qui se chevauchent au niveau des populations font écho aux objectifs politiques vis-à-vis de l'Empire bi-céphale. Ceux-ci sont la préservation de l'autonomie religieuse et au niveau de l'éducation, mais aussi la construction et d'agrandissement des États Croates et Serbes l'un au détriment de l'autre et par-delà les frontières ottomanes et hongroises.

Ainsi, on voit que s'affrontent et se succèdent à l'époque des conceptions de la nationalité sur des bases différentes : la langue, l'appartenance géographique à une région, la religion. L'Illyrisme, l'identité yougoslave, tchécoslovaque et le pan-slavisme sont-elles des identités artificielles en regard des nationalités ? C'est ce que l'historien Ian D. Armour prétend²⁶⁸. Pourtant, elles ne sont pas plus fictives parce qu'elles ne l'ont pas emporté contre d'autres formes de clôtures sociales. La difficulté ne relevait pas d'une adhésion des masses à une identité plutôt qu'une autre ; l'enjeu relevait de l'institutionnalisation déjà entamée de nationalismes à l'échelle des structures politiques existantes, provinciales ou impériales.

L'institutionnalisation des États a d'ailleurs contribué à créer un sens de l'appartenance : « In the new Balkan states, nationalism made only a limited contribution to their formation,

²⁶⁶ Biondich, p. 15.

²⁶⁷ *Id.*, p. 16-17.

²⁶⁸ Armour, p. 257.

but was very much a consequence of this process ²⁶⁹». L'autonomie de la Serbie après 1815 et l'indépendance du Royaume de Grèce après 1832 ont mené à la création d'institutions nationales : un gouvernement national, une armée et un système d'éducation.

Dans l'Empire des Habsbourg, comme dans l'Empire ottoman, la conscience de former un groupe national distinct n'est encore que partagée par une minorité nobiliaire.

« Within the Habsbourg Monarchy, it is true, the formerly independent Kingdom of Hungary, and within it the sub-kingdom of Croatia, retained a separate constitutional identity, and the representatives of these units undoubtedly thought of themselves as Hungarians and Croatians. This, however, was a national consciousness almost entirely confined to a single social class, the nobility.²⁷⁰ »

Ces catégories nationales sont par contre encore absentes à l'esprit de la paysannerie. En Croatie, le poids de la bureaucratie est allé en augmentant, alors que la paysannerie vivait une situation économique difficile²⁷¹. La modification principale a eu trait à la partition des *zadruga* (propriétés collectives) à partir de l'abolition du servage en 1848, mais est due aussi à l'instauration d'un code civil fonctionnant sur la base de la propriété privée. La *zadruga* fut remplacée par la propriété terrienne familiale et individuelle. De 1880 à 1914, les paysans ont connu une explosion de leur niveau d'endettement, principalement parce que les taxes étatiques étaient prélevées en argent, ce qui demandait de vendre plus de produits sur le marché. Cela a eu pour effet une accumulation de capital. Les zones urbaines et les industries étant encore peu développées, de nombreux paysans contraints de quitter la campagne émigrent. Dans cette situation économique et sociale difficile, l'animosité de la paysannerie se tourne vers les habitants des villes, peu importe leurs affiliations politiques²⁷². Ainsi, le « mouvement national » de 1883 portait plutôt mal son nom. Il était anti-magyare, certes, car il a démarré en réaction à l'affichage de signes magyares sur les bureaux gouvernementaux. Cependant, lorsqu'il prend de l'ampleur dans les campagnes, les paysans se retournent contre

²⁶⁹ Armour, *op. cit.*, p. 121.

²⁷⁰ *Id.*, p. 4-5.

²⁷¹ Biondich, p. 21.

²⁷² *Id.*, p. 25.

les percepteurs de taxes croates et contre l'intelligentsia locale. Cet événement vient à nouveau démontrer qu'un conflit démarré par des groupes nationalistes ne rejoignait la paysannerie non pas en tant que conflit nationaliste, mais en tant que conflit socio-économique. Autrement dit, cette di-vision du monde n'était encore acquise que par une minorité, noble ou bourgeoise²⁷³, parce que ces classes dominantes pouvaient obtenir de cette façon de concevoir le conflit bien plus que ne le pourraient les classes dominées, pour lesquelles le gouvernement, qu'il soit croate ou hongrois, restait un outil de taxation.

En Autriche-Hongrie, à la fin du long XIX^e siècle, le nationalisme devient un mode d'appartenance de plus en plus prépondérant. Dans *L'homme sans qualités*, Robert Musil note à propos de Gerda Fischel, jeune fille de la haute bourgeoisie juive viennoise : « Dans son entourage familial, l'existence du nationalisme et du racisme était passé sous silence, bien qu'ils empoisonnassent déjà la moitié de l'Europe d'idées hystériques et fussent, précisément chez les Fischel, le centre de toutes les préoccupations ²⁷⁴ ». Mais l'opposition politique se limitait encore aux gens riches et éduqués²⁷⁵. Le mouvement nationaliste d'après 1830 provient du mécontentement des petits propriétaires terriens et de la petite noblesse, ainsi que de l'apparition d'une classe moyenne et d'une petite-bourgeoisie²⁷⁶.

Les nationalismes de l'époque n'ont rien de figé : ni le nom, ni les revendications, ni les limites entre l'intérieur et l'extérieur de la nation. Ils se construisent au fil des alliances. Ces constructions nationalistes au sein des États naissants solidifient les clôtures sociales. Dès lors, les relations sociales d'appropriation se jouent sur cette base nationaliste. La première Yougoslavie en fournira la preuve.

²⁷³Ce qui explique que la bourgeoisie et la petite noblesse aient été les agents du nationalisme, alors la noblesse restait fidèle à l'Empire, c'est que celle-ci bénéficiait de privilèges qu'elle n'avait pas intérêt à remettre en question.

²⁷⁴ Robert Musil, *L'homme sans qualité*, tome 1, p. 393.

²⁷⁵ Hobsbawm, *L'ère des révolutions*, p. 149.

²⁷⁶ *Id.*, p. 173.

Aux derniers soubresauts de l'Empire, les nationalistes croates perdent leur leadership dans les Balkans au profit des nationalistes serbes²⁷⁷. L'évènement est célèbre, la date n'est pas fortuite : le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche est assassiné à Sarajevo par un étudiant nationaliste serbe, à la date anniversaire de la bataille du champ des merles (*Kosovo polje*)²⁷⁸. La Première Guerre mondiale est déclenchée. L'assassinat est le prétexte que cherchait l'Autriche-Hongrie pour partir en guerre contre la Serbie, qu'elle redoutait depuis plusieurs décennies²⁷⁹.

3.3 La première Yougoslavie (1918-1940) et la Deuxième Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale a catalysé de nombreux changements sociaux en Europe de l'Est. « Simply in term of political geography the war saw the near total break-up of the great multinational Empires and their succession by 'Eastern Europe' itself, a region of putative nation-states.²⁸⁰ » Bien qu'il ne soit pas une guerre nationaliste²⁸¹, ce conflit joue certainement un rôle dans la cristallisation des clôtures sociales nationalistes. Parmi les points importants de l'armistice, le principe d'auto-détermination des peuples du président Wilson est sans doute celui qui a eu l'influence la plus marquante dans les Balkans et en Europe en général.

La première Yougoslavie est le fruit d'une entente entre trois groupes distincts qui se sont rejoints autour du projet de la création d'un État sud-slave. Les intentions affirmées de la Serbie durant la Première Guerre mondiale sont de libérer les populations sud-slaves alentour. Pendant ce temps, un comité yougoslave est formé par des politiciens croates en exil, dans le

²⁷⁷ Kann, *op. cit.*, p. 233.

²⁷⁸ Voir le chapitre 4 de ce mémoire.

²⁷⁹ Armour, p. 242.

²⁸⁰ *Id.*, p. 241.

²⁸¹ *Id.*, p. 242.

but d'établir un État yougoslave fédératif²⁸². Entre le gouvernement serbe et le comité, le seul point commun réside dans le démembrement de l'Autriche-Hongrie. Les circonstances rassemblent les deux visions. Un conseil national des Croates, Serbes et Slovènes formé à Zagreb se joint aux deux autres.

À nouveau, le support de la Grande-Bretagne et la France s'avère déterminant dans la concrétisation du projet : en 1918, ces grandes puissances commencent à exprimer leur support à l'établissement d'une Yougoslavie²⁸³. Le premier État yougoslave est formé par la Serbie libérée, le Monténégro forcé à l'union par l'armée serbe et des terres sud-slaves de l'Autriche-Hongrie qui ont proclamé leur indépendance et demandent leur rattachement à la Serbie²⁸⁴. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est formellement créé le 1^{er} décembre²⁸⁵. À sa tête, la monarchie serbe avec un régime constitutionnel. Peu après, le Kosovo et la Macédoine sont intégrés au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes²⁸⁶.

L'idée de fonder la Yougoslavie, qui signifie, au sens littéral, « pays des slaves du sud » aurait pu provoquer un mouvement fédérateur, en tout cas pour l'ensemble des populations se reconnaissant une filiation slave ; ça n'a pas été le cas au moment de la création de la première Yougoslavie. De son nom d'origine, l'« État des Serbes, Croates et Slovènes » ne se présente pas comme une union égalitaire des différents peuples de la région, mais l'État d'une monarchie serbe : « il sera en fait celui d'une classe au sein d'une nation dominante, serbe [...] Or celle-ci imposera bientôt à toutes les autres nationalités une oppression brutale et intolérante au point que rapidement, la vie politique sera polarisée par des clivages nationaux ²⁸⁷ ». En 1929, suite à une crise politique le Royaume prend le nom de

²⁸² Armour, p. 247-248.

²⁸³ *Id.*, p. 251.

²⁸⁴ Les frontières du royaumes avec l'Italie firent l'objet de négociations jusqu'en 1920 et laissèrent des Slovènes et Croates sous la gouverne italienne, puisque la région possédait depuis longtemps une grande mixité (Armour, p. 255-256).

²⁸⁵ Armour, p. 251-252.

²⁸⁶ Iseni, p. 312.

²⁸⁷ Samary, *Le marché contre l'autogestion*, p. 63.

Yougoslavie. Mais le nom ne fait que camoufler la dictature instaurée par la monarchie pour répondre aux tensions liées autant à la discrimination des populations musulmanes qu'à une crise économique très grave.

Au tournant du XX^e siècle, les Balkans occidentaux ont très progressivement délaissé un régime d'appropriation typiquement pré-capitaliste, où les pouvoirs politiques et économiques étaient indissociables, pour un modèle capitaliste, où la noblesse restait possédante, mais ne passait plus par la contrainte directe pour s'approprier les surplus des classes dominées. Le capitalisme avait certes commencé à faire sentir son influence, mais la plus grande partie de la population des Balkans occidentaux vivait encore de l'autosubsistance. L'industrialisation restait très faible. La fin du féodalisme en 1914 et une réforme agraire en 1919 démantèlent et redistribuent les grands domaines²⁸⁸. Mais en 1941, les ¾ de la population travaillent encore dans le secteur agricole, en très grande majorité sur des petites parcelles de terre.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Italie annexe une partie de la Dalmatie et de l'Istrie, pendant qu'un État indépendant de Croatie sous régime fasciste, qui englobe la majeure partie de la Yougoslavie, est formé en 1941. L'Albanie, aussi occupée par les fascistes, récupère quant à elle les régions du Kosovo et du Monténégro.

3.3.1. Formes institutionnelles des clôtures sociales

La tentative de serbisation des peuples slaves dans la première Yougoslavie²⁸⁹ entraînera une cristallisation des identités, du fait des distinctions faites par la monarchie. Alors que l'abolition de la servitude a entraîné la création de masse de paysans sans-terres en Hongrie et ailleurs dans l'Empire austro-hongrois, elle s'est faite différemment dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. L'expulsion des populations musulmanes (turques et non-turques) a permis la redistribution des terres à la population serbe. Selon Bashkim Iseni, « Depuis la création du Royaume de SCS, on observe la mise en œuvre d'une stratégie visant

²⁸⁸ Samary, *Le marché contre l'autogestion*, 1988, p. 61.

²⁸⁹ Brossard et Vidal, p. 53.

d'avantage l'intégration territoriale qu'à l'intégration des allogènes »²⁹⁰. Dans son très bon ouvrage portant sur le nationalisme albanais au Kosovo et en Macédoine, Iseni relate le favoritisme envers la population serbe dans des termes très durs. La redistribution des terres ayant pour objectif officiel de parer aux troubles agraires en mettant fin aux rapports féodaux n'est dirigée que vers la population paysanne serbe et elle s'accompagne en 1920 d'un « Décret pour la colonisation des nouvelles régions du Sud ». Celui-ci proclame territoires colonisés les terres publiques, non labourées et abandonnées par les déplacés et les expropriés et les redistribue aux volontaires de la guerre, aux *tchetniks*²⁹¹, aux émigrés slaves, aux employés de l'administration et de l'armée ainsi qu'aux Serbes locaux²⁹². Dans le Sud, les Albanais propriétaires des *tchifliks* sont particulièrement lésés, car leurs terres sont déclarées biens de l'État et confisquées.

La serbisation des territoires du royaume prendra aussi la forme de déportations. En 1933, des tractations entre le gouvernement yougoslave et le gouvernement turc ont lieu pour déporter la population musulmane (albanaise ou slave) de la Yougoslavie en Turquie²⁹³. Ainsi, malgré sa prétention à regrouper les populations sud-slaves, le Royaume favorise largement la population serbe au détriment des autres populations slaves et discrimine ouvertement les populations non-slaves.

3.3.2 Idiomes culturels des clôtures sociales

La réaction face à la serbisation et aux problèmes politiques en général dans la première Yougoslavie mènera à de vives réactions. Du fait qu'elle distingue les serbes des non-serbes, la politique de serbisation se verra répondre d'une part par des positions alliant fascisme et nationalisme. D'autre part, les idées communistes feront une entrée spectaculaire dans la région, avant d'être interdites. Mais d'un côté comme de l'autre du spectre politique, la

²⁹⁰Iseni, p. 313.

²⁹¹ Les *tchetniks* sont les membres de l'armée yougoslave de la patrie durant la Deuxième Guerre mondiale.

²⁹²*Id.*, p. 315.

²⁹³ *Id.*, p. 320.

population traitée selon son appartenance nationale apprend à ses dépens de quelle catégorie elle fait partie. La période de l'entre-deux guerres a donc été un moment de diffusion du nationalisme à la majorité jusque là encore non concernée par les enjeux nationalistes.

La première Yougoslavie, on le voit, doit faire face à des mouvements nationalistes déjà développés. Mais qui adhère à ces communautés imaginées ? Du côté serbe, il ne fait pas de doute qu'il s'agit de la noblesse, de l'intelligentsia et du clergé. Est-ce aussi le cas de la petite paysannerie qui compose la majorité de la population ?

Du côté croate, la noblesse joue un rôle négligeable, à l'encontre de l'intelligentsia. Quand éclate la Deuxième Guerre mondiale, les frustrations accumulées par l'élite croate, qui a vu son rôle grandement diminué, va prendre une tournure de revanche. Dans la première Yougoslavie, en 1921, « il ne restait rien des anciennes entités nationales ou provinciales, le pays était divisé en 35 unités, petites et purement administratives. ²⁹⁴ » Ce qui provoque des réactions. En 1929, suite à une réforme administrative et le changement du royaume des Serbes, Croates et Slovènes en royaume de Yougoslavie,

« Les 35 petites divisions territoriales furent remplacées par neuf régions évidemment beaucoup plus grandes mais sans aucun rapport avec l'histoire [...] A la tête de ces régions, des bans, nommés par le souverain, qui, eux-mêmes, nommaient maires et conseillers municipaux²⁹⁵ ».

Si Féron, lorsqu'il considère que le problème réside dans le non-respect de l'histoire, veut dire qu'il aurait fallu tenir compte des groupes ethniques pré-existants, il fait fausse route²⁹⁶. Cependant, il est clair que les classes dominantes des entités politiques qui existaient dans l'Empire austro-hongrois n'ont pas dû apprécier le remaniement territorial et politique de la monarchie serbe. Ainsi, les entrepreneurs nationalistes serbes n'ont pas vraiment laissé de place dans le royaume aux entrepreneurs nationalistes croates.

²⁹⁴ Féron, p. 26.

²⁹⁵ *Id.*, p. 27.

²⁹⁶ Cf Chapitre 2 de ce mémoire.

De son côté, la réaction de la population albanaise prendra principalement la forme d'une résistance armée et maquisarde. La vapeur se renverse entre nationalismes albanais et serbe durant la Seconde Guerre mondiale. Dans l'Albanie étendue vers le Nord et fasciste, la politique d'assimilation et d'expulsion est dirigée en premier lieu contre les colons serbes et monténégrins et l'enseignement n'est plus donné qu'en Albanais²⁹⁷. Mais il n'y a pas d'unité à l'intérieur de la population albanaise, divisée entre pro-fascistes, forces nationalistes et Partisans de libération pro-communistes²⁹⁸.

D'ailleurs, la réaction communiste à la monarchie serbe se développe rapidement. Le Parti Communiste est créé en 1919 dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes²⁹⁹. L'année suivante, les élections lui donnent le contrôle de Belgrade, Zagreb et de 100 autres municipalités. Sa croissance est donc fulgurante. Un an plus tard, il est interdit par la monarchie et ses membres pourchassés fuient en grand nombre pour l'URSS. Cependant, des groupes de Partisans se reformeront durant la Seconde Guerre mondiale.

Dans l'ensemble, que ce soit en Croatie ou en Albanie, ce sont les tendances fascistes qui l'emportent au début de la guerre, dans un esprit de vengeance contre les Serbes. Ainsi, le nationalisme serbe a eu pour conséquence la radicalisation des nationalismes alentour.

3.4. La République fédérale socialiste de Yougoslavie (première période : 1943-1973)

Nous passerons rapidement sur l'épisode de la Deuxième Guerre mondiale, dont la complexité demanderait de longs développements qui n'ont pas leur place ici. Qu'il nous suffise de dire que le conflit armé n'a fait que renforcer le nationalisme déjà fort bien installé dans la région. Ainsi, la création de la Yougoslavie, en 1943, est tributaire de cet état de fait et l'on assiste à la naissance d'un État fédératif multi-national, qui cherche à équilibrer dès ses débuts la balance de pouvoir entre les nationalités qui le compose. Ce modèle est loin de la

²⁹⁷Iseni, p. 322.

²⁹⁸*Ibid.*

²⁹⁹ Georges Guezennec, *La Yougoslavie autogestionnaire. Bilan critique d'une époque prestigieuse*, Paris, Créer, 1991, p. 26.

prétendue “chape de plomb” régnant durant l'ère communiste selon Jack Snyder ou encore Yves Brossard et Jonathan Vidal³⁰⁰. Le régime politique visait un idéal d'égalité économique, en empêchant la propriété privée et par la socialisation des moyens de production, mais il l'a fait en tentant de tenir compte des différences nationales, à la fois par la péréquation entre républiques et par une représentation politique relativement proportionnelle de toutes les nationalités recensées.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, c'est finalement l'alliance des nationalistes et des communistes qui l'emporte. La République fédérale socialiste de Yougoslavie³⁰¹ est née en 1943 dans un mouvement de résistance au nazisme et au fascisme. L'AVNOJ (Conseil Antifasciste de Libération Nationale de Yougoslavie), union des forces de gauche qui gagne la guerre, refuse de placer la monarchie serbe à la tête de l'État nouvellement formé, au grand dam de Staline et des Alliés, qui voulaient recréer la première Yougoslavie (avec l'espoir d'un côté comme de l'autre de contrôler ce petit État monarchique fantoche). En lieu et place d'une monarchie, cette union, parce qu'elle a à sa tête la Ligue des communistes, décide de créer une fédération socialiste, dirigée par Josip Broz Tito, maréchal de l'armée de libération durant la guerre. Du fait de ce refus de l'interventionnisme étranger, les relations tendues avec l'URSS se sont conclues par une rupture avec le stalinisme en 1948³⁰². Dès lors, Tito opte pour une ouverture plus grande vers l'Ouest, tout en conservant l'autonomie qui mènera à la création du Mouvement des non-alignés. À partir de sa prise de distance avec l'URSS, le modèle yougoslave a pris une tangente unique dans le monde du « socialisme réel », en se basant sur la décentralisation et l'autogestion³⁰³. Mais ce modèle n'a jamais pu se développer pleinement, du fait de crises économiques et politiques internes et des nombreuses pressions extérieures.

³⁰⁰ Voir chapitre I du mémoire.

³⁰¹ Qui ne prit ce nom qu'en 1963, après avoir changé de nom officiel deux fois durant sa courte vie, marquant ainsi la rupture tout d'abord avec la clandestinité, puis avec le stalinisme. « Yougo-slavie » veut littéralement dire « pays des Slaves du Sud ».

³⁰² À la suite de la rupture avec Staline, une purge est organisée contre les staliniens à l'intérieur du parti communiste yougoslave.

³⁰³ Sabrina P. Ramet, *Nationalism and Federalism in Yugoslavia, 1962-1991*, p. xvi.

La création de la deuxième Yougoslavie et le passage au socialisme ont impliqué un bouleversement complet des relations sociales. La Yougoslavie socialiste nationalise les grandes entreprises et propriétés terriennes, qui deviennent propriété sociale³⁰⁴. Sous influence soviétique, il y a eu aussi durant les premières années une collectivisation agricole forcée, mais elle fut abandonnée en 1953. Les propriétaires d'une maison peuvent la conserver s'ils l'habitent. Les travailleurs individuels, qu'ils soient des artisans employant moins de cinq employés ou des agriculteurs, restent propriétaires de leurs moyens de production. Comme dans la première Yougoslavie, les exploitations agricoles familiales, qui représentaient 83% de la surface cultivable, étaient de très petite taille³⁰⁵. C'est une particularité notable, sachant que la Yougoslavie était un pays très largement agricole³⁰⁶. Pour le reste, jusqu'en 1989, les moyens de production collectifs n'appartiennent ni à des particuliers, ni à l'État, ni même à des coopératives ouvrières, mais à la société toute entière³⁰⁷. Si une entreprise disparaît, c'est la commune où elle se trouve qui représente la société et qui décide de son sort.

Une partie des terres ecclésiastiques est confisquée lors de la réforme de 1945³⁰⁸. Les Églises, en tant qu'anciens grands propriétaires, avaient des raisons d'en vouloir au régime communiste, lorsqu'on pense à la propriété de la terre qu'elles avaient avant leur nationalisation. Guezennec donne un exemple en Slovénie avec l'Église catholique. Dans une des plus grandes communes de la république, Mozirje, « 8000 hectares appartenaient à l'église. Une réforme agraire limita à 45 hectares les forêts privées. Celles de l'église furent nationalisées et devinrent propriété sociale »³⁰⁹. La scierie de la commune voisine, appartenant à l'évêché de Ljubljana, a connu le même sort³¹⁰.

³⁰⁴ Guezennec, p. 53-54.

³⁰⁵ *Id.*, p. 91-97.

³⁰⁶ George Lasserre, *L'entreprise socialiste en Yougoslavie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1964, p. 9.

³⁰⁷ Guezennec, *loc. cit.*

³⁰⁸ Lasserre, p. 9.

³⁰⁹ Guezennec, p. 102. La taille des propriétés peut sembler dérisoire, à l'échelle nord-américaine, mais il ne faut pas oublier la petite taille et la densité de la vaste majorité des États européens.

À côté de l'agriculture, le régime chercha à intensifier l'industrialisation. Les premiers investissements allèrent aux régions les plus pauvres du Sud, avec la mise sur pied d'industries lourdes, dans le but de leur faire rattraper le développement industriel du Nord-Ouest du pays. Il s'agissait d'extraction de minerai au Kosovo et de charbon, d'hydroélectricité, de bois d'œuvre et de fer en Bosnie-Herzégovine³¹¹. Cela a eu l'effet inverse du développement souhaité, puisque l'écart avec les républiques du Nord s'est creusé quand celles-ci ont développé des manufactures de transformation des matières premières produites par les régions pauvres.

Malgré le projet socialiste de l'abolition de la propriété privée et son corollaire de socialisation des moyens de production, les impératifs du marché ont continué à progresser dans la deuxième Yougoslavie. Ils se sont imposés principalement du fait de l'intégration du pays dans le système économique international. Si la propriété privée y était très limitée, la deuxième Yougoslavie a connu une ouverture progressive au marché à partir du milieu des années 1960³¹². « La Yougoslavie a été contrainte de s'insérer plus que ses voisins de l'Est et plus tôt qu'eux dans « l'ordre économique mondial ». Mais elle l'a fait de plus en plus sans maîtrise de ses choix internes³¹³. Entre 1965 et 1971, « l'autogestion [...] a rapidement perdu toute substance en matière de politique d'investissements. L'accumulation s'est pourtant en grande partie 'désétatisée' – sans que dépérisse l'État – en passant rapidement sous le contrôle de puissances technocratiques et bancaires. Celles-ci sont devenues les gérants effectifs des moyens de production, perpétuant avec le collectif de travailleurs des rapports quasi-salariaux. [...] Une sorte de « capital » financier a pu se développer [...]»³¹⁴. Catherine Samary, une économiste spécialiste de la Yougoslavie, parle de « formes de privatisation transitoires, lourdes de conflits avec l'autogestion – et avec l'appareil d'État³¹⁵.

³¹⁰ *Ibid.*, p. 103.

³¹¹ Ramet, *op. cit.*, p. 29.

³¹² Samary, *Le marché contre l'autogestion*, p. 45.

³¹³ *Id.*, p. 43.

³¹⁴ *Id.*, p. 190-191.

³¹⁵ *Ibid.*

» Les financements étatiques ont décliné en parallèle avec la montée des crédits bancaires. La République socialiste, du fait de son inclusion dans un système international à dominante capitaliste, a dû dévier peu à peu son projet originel.

Mais cette progression du capitalisme à l'intérieur d'un pays socialiste n'a pas impliqué la création d'une classe de capitalistes. Il y a eu plutôt la constitution d'une élite politique et intellectuelle. L'appropriation sous régime socialiste en a principalement été une de pouvoirs et de privilèges puisqu'il n'existait pas de possibilité d'appropriation économique – au plan individuel à tout le moins³¹⁶. Comme nous l'avons vu au deuxième chapitre, le concept d'appropriation n'est pas limité à l'économie. Cela s'illustre particulièrement bien dans le cas yougoslave, dans la mesure où l'appropriation de capital dans des mains individuelles est empêchée par la socialisation des entreprises et des propriétés, jusqu'en 1989. Ainsi, il n'existait pas de capitalistes yougoslaves et la Yougoslavie n'était pas un État capitaliste à proprement parler. Mais cette absence d'une classe de capitalistes n'implique pas pour autant que le régime socialiste yougoslave ait été la consécration de l'égalité entre tous ses citoyens et citoyennes. Seulement, une élite s'est constituée sur la base de l'appropriation de privilèges et de pouvoirs politiques³¹⁷. L'adhésion à la Ligue des communistes est vite devenue nécessaire pour toute personne désirant un avancement, un poste élevé et des avantages³¹⁸. En somme, une classe dominante disposant de privilèges exploite la force de travail collective des travailleurs, selon des modalités différentes de celles qui ont cours dans les pays capitalistes. Elle connaîtra elle aussi les affres de la crise économique mondiale engendrée par le système capitaliste. Il y a donc des classes dominantes et des classes dominées dans la Yougoslavie socialiste. Comme nous le verrons plus en détail, ces oppositions de classes s'expriment à l'échelle de la fédération, à l'intérieur des lignes nationalistes existantes et entre les Républiques.

³¹⁶ Gil Eyal, Ivan Szélenyi et Eleanor Townsley, *Making Capitalism Without Capitalists. The New Ruling Elites in Eastern Europe*, Londres et New York, Verso, 1998, p. 13.

³¹⁷ Nous nous inspirons ici de l'analyse bourdieusienne de Eyal, Szélenyi et Townsley dans *Making Capitalism Without Capitalists*.

³¹⁸ Gezenec, p. 160.

3.4.1. Formes institutionnelles des clôtures sociales

Lors de la création de la deuxième Yougoslavie, les nationalistes et les internationalistes se sont affrontés sur la forme à donner à l'État naissant, à l'intérieur du Parti Communiste, dont les factions étaient nationales, et entre le parti communiste et les autres groupes impliqués dans la lutte contre les forces fascistes³¹⁹. Le consensus qui a émergé a pris la forme suivante : la Yougoslavie se composait de six républiques, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie et la Macédoine³²⁰. La Serbie était par ailleurs subdivisée en provinces : au Sud le Kosovo et au Nord la Voïvodine, alors que le centre était appelé couramment la « petite Serbie ». La constitution de 1974 avait proclamé la souveraineté des Républiques³²¹, mais on peut remonter avant la formation de la deuxième Yougoslavie pour voir une première cristallisation des revendications d'autonomie régionale ou nationale³²². Durant les cinquante ans de la Fédération, la tendance est allée (non sans créer des tensions) vers une autonomie de plus en plus grande de chacune de ces entités. Les remaniements constitutionnels allaient permettre la sécession et le droit de veto sur certaines décisions à chacune des républiques, mais l'accession à ces droits n'a été que partielle et tardive pour les provinces du Kosovo et de la Voïvodine.

Le système des nationalités de la Yougoslavie était influencé par une conception austro-marxiste³²³. Le courant intellectuel de l'austro-marxisme se développe à Vienne dans les premières années du XX^e siècle et se pose la question qui apparaît comme cruciale, dans l'Empire habsbourgeois sur le point de s'effondrer, de la forme que devrait prendre un État multinational et du rôle appelé à jouer par le nationalisme dans la social-démocratie³²⁴. Cette

³¹⁹ Samary, *Le marché contre l'autogestion*, p. 73.

³²⁰ Cf. carte de l'appendice C.

³²¹ Marija Obradovic, «Le parti au pouvoir : idéologie et technique de la domination», dans Nebojsa Popov, *Radiographie d'un nationalisme, les racines serbes du conflit yougoslave*, 1998, Paris, Les éditions de l'atelier, p. 277.

³²² Samary, *Le marché contre l'autogestion*, p. 67.

³²³ Gossiaux, *op. cit.*, p. 54-55.

³²⁴ Ses membres les plus importants pour la question nationale sont Otto Bauer et Karl Renner.

question possédait de nombreuses résonances dans la situation yougoslave. «Les principes de bases [...] étaient posés dès l'origine. Ils résident essentiellement dans la distinction des dimensions territoriale et nationalitaire du fédéralisme.³²⁵»

Le principe de territorialité correspondait aux Républiques et provinces de la fédération, tandis que la dimension nationalitaire s'articulait en deux catégories. Le modèle institutionnel yougoslave distinguait les nations ou peuples (*narod*) des nationalités (*narodnosti*)³²⁶. Les premières référaient aux populations sud-slaves : les Slovènes, les Croates, les Serbes, les Monténégrins, les Macédoniens et les Musulmans³²⁷. Les « nationalités », qu'on pourrait traduire « minorités nationales », se divisent en deux sous-groupes. D'un côté, les minorités pouvant être référées à un État extérieur, comme les Albanais ou les Hongrois, et celles n'ayant pas d'État éponyme, tels que les Valaques et les Roms.

Au moment de la fondation de la Yougoslavie, cela allait de pair avec certains privilèges accordés aux populations issues des « nationalités ». Puis, à l'inverse, de nombreuses politiques de discrimination positive ont été mises en place pour les minorités ethniques, par exemple les Roms (tsiganes). Ces politiques ont été instaurées en parallèle avec l'abolition de la distinction statutaire entre *narod* et *narodnost* en 1968. Mais peu importe l'époque, on voit donc l'importance de l'utilisation de ces catégories dans la structure fédérative.

Le deuxième élément du nationalisme yougoslave était le modèle fédératif d'un ensemble de républiques. À l'interne, les relations entre les républiques reposaient sur un fragile équilibre de pouvoir³²⁸. La deuxième Yougoslavie s'est dotée d'un appareil symbolique d'auto-détermination dans la création d'une fédération de républiques et territoires autonomes, inspirée du modèle de l'URSS. Cette approche se voulait un dépassement de la domination serbe sur la région. Cependant, l'autonomie des Républiques constituantes a crû dans les dernières décennies de la Yougoslavie, créant des frictions entre majorités et minorités

³²⁵ Gossiaux, *loc. cit.*

³²⁶ Gossiaux, *op. cit.*, p. 56-57.

³²⁷ Le terme Musulman avec une majuscule réfère à la nation de Bosnie, à distinguer de la religion. Les Musulmans sont aussi communément appelés Bosniaques.

³²⁸ Roshwald, p. 131.

nationales à l'intérieur de chaque république et entre chaque groupe ethnique et le gouvernement fédéral³²⁹.

De fait, sous le régime communiste de la Yougoslavie titiste, nationalité et citoyenneté ne concordaient pas nécessairement, la première référant au groupe ethnique auquel on déclarait appartenir, la seconde à la République d'origine³³⁰. Ainsi, on pouvait être Serbe de Bosnie, Croate ou Rom de Serbie, etc. Les Musulmans, vivant en majeure partie en Bosnie-Herzégovine, se virent accordé (bien qu'assez tardivement, dans les années 1960) un statut de nationalité. Une partie (toujours assez petite) de la population se réclamait de la nationalité yougoslave, soit par attachement à l'idée de la Fédération, soit parce qu'issue de mariages mixtes. De plus, même si dans l'ensemble religion et identification nationale concordaient, certains groupes ethniques n'étaient pas homogènes quant à la religion. Par exemple, les Monténégrins sont musulmans ou orthodoxes.

Malgré cette distinction formelle entre nationalité et citoyenneté, dans les faits, la plupart des Républiques possèdent une population majoritaire qui correspond à la catégorie de nationalité telle que définie par la fédération. En 1981 par exemple, 75.4% de la population en Croatie est Croate, 76,9 % des Kosovars sont Albanais, 90.1% des habitants de la Slovénie sont Slovènes, etc³³¹. La Bosnie connaît le plus petit pourcentage pour sa nationalité majoritaire, avec 39.5 % de Musulmans, suivi de près par les populations croate et serbe. Dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, il s'agissait de plus que de simples enclaves de groupes minoritaires. Cette répartition des nationalités dans chacune des Républiques aura des répercussions importantes pour la suite des événements.

3.4.2. Idiomes culturels des clôtures sociales

Dans la quotidienneté, l'appartenance à une communauté nationale, présente du fait des catégories de recensements, n'était pas vécue par la majorité comme une clôture sociale pour

³²⁹Roshwald, p. 128. Voir le chapitre 4 de ce mémoire.

³³⁰ Jean-François Gossiaux, « La fin des Yougoslaves ou l'ethnicité toujours recommencée », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, no 1, 2002 p. 53-68.

³³¹ Ramet, p. 21.

l'accession à des territoires, des services ou des emplois, et elle importait peu ou pas du tout dans les relations sociales de proximité. L'exception notable à cette situation est celle du Kosovo. Pour une minorité composant l'élite fonctionnaire, cependant, les catégories nationalistes jouaient un rôle dans l'accession à un certain pouvoir ; c'est ce que nous verrons plus en détail dans le chapitre subséquent.

Évidemment, on est en droit de se demander dans quelle mesure l'idéal socialiste de dépasser les appartenances nationales par un projet politique rassembleur n'était pas en grande partie artificiel, forcé. Cependant, l'appartenance combinait l'inclusion dans la Fédération yougoslave à titre de citoyen ou citoyenne, l'origine provinciale/républicaine et en troisième lieu l'appartenance ethnique et religieuse. Jusqu'à ce que les nationalismes connaissent leur recrudescence avec la crise économique des années 1980 et la mort de Tito, ces ordres n'étaient pas contradictoires ou mutuellement exclusifs.

Les recensements qui avaient lieu tous les dix ans en RFY montrent une grande élasticité des définitions subjectives de la nationalité³³². Notons le caractère subjectif de l'appartenance ethnique : lors des recensements, chacun peut choisir à quelle catégorie il se sent appartenir. Les appartenances nationales prises en compte sont au nombre de 24 et il faut y ajouter l'option de la « nationalité yougoslave ». Entre 1971 et 1981, le nombre de Bulgares passe de 59'000 à 36'000, évolution qui ne peut s'expliquer simplement par des mouvements de population ou par une évolution démographique naturelle. Il semble dans ce cas y avoir une assimilation progressive. Cependant, le fait de pouvoir choisir son appartenance nationalitaire lors des recensements n'implique pas pour autant qu'il y ait une égalité entre toutes ces catégories. Au contraire, les disparités socio-économiques sont liées aux Républiques, mais aussi à l'appartenance à une minorité ou une majorité nationale.

Les élites politiques n'hésitaient pas à se déplacer d'une République à l'autre pour des raisons professionnelles. La mobilité entre les différentes régions de la Yougoslavie était courante. Les mariages mixtes aussi. La Bosnie-Herzégovine en particulier représentait cette

³³² Jean-François Gossiaux, « La question nationale. Recensements et conflits "ethniques" dans les Balkans », *La Pensée*, no 296, 1993, p. 25.

mixité. La communauté imaginée était multi-nationale³³³, mais aussi clairement insensible aux distinctions nationalitaires. Les relations au Kosovo et au Monténégro sont les deux exceptions à ce tableau d'ensemble. Nous verrons dans le prochain chapitre comment les inégalités vécues par rapport au reste de la Yougoslavie, mais aussi à l'intérieur de cette province et de cette république entre Albanais et Serbes ou Albanais et Monténégrins a mené à des tensions nationalistes fortes.

Il appert donc bien que le nationalisme n'a pas été « étouffé » sous la « chape de plomb » du socialisme, et que la Yougoslavie n'était pas non plus un État post-nationaliste. Au contraire, nationalisme et socialisme ont coexisté et se sont co-constitués, dès les débuts de la deuxième Yougoslavie. L'austro-marxisme à la base de l'État socialiste impliquait la distinction entre citoyenneté et nationalité, mais aussi le respect d'une autonomie aux républiques et nationalités composant la fédération.

De plus, les relations sociales d'appropriation sont influencées par la façon dont l'appropriation à proprement parler économique aux mains d'individus est empêchée par le modèle socialiste et dont se divise le pouvoir politique à l'intérieur de la Fédération. Les lignes des Républiques ont construit non pas une élite politique, mais plusieurs élites en concurrence les unes avec les autres. De plus, les distinctions entre nationalités recelaient des implications socio-économiques non négligeables dans certaines républiques.

Ces imbrications entre clôtures sociales nationalistes et économiques ont eu des répercussions sur la forme qu'a prise l'implosion de la Yougoslavie. Lorsqu'est survenue la crise économique, la concurrence entre les élites politique s'est intensifiée et a emprunté la voie nationaliste.

³³³ Robert M. Hayden, «Imagined Communities and Real Victims: Self-Determination and Ethnic Cleansing in Yugoslavia», *American Ethnologist*, vol. 23, no 4, nov. 1996, p. 784.

3.5. Conclusion

Ce chapitre nous a montré la place de plus en plus prépondérante de la nationalité parmi les diverses clôtures sociales existant dans les Balkans occidentaux. D'inexistant dans l'Empire ottoman, le nationalisme s'est développé jusqu'à être un passage obligé institutionnel. Sous la gouverne du Sultan, les bases sur lesquelles reposaient les clôtures sociales étaient religieuses, féodales ou claniques. Avec le déclin de l'Empire, la clôture nationale naît à partir des communautés religieuses orthodoxes. Les élites religieuses sont les principaux entrepreneurs nationalistes, du fait de leurs intérêts religieux, mais aussi séculier à l'autonomie. Leur intérêt séculier s'exprimait par leur capacité de taxation des populations sous leur gouverne et de contrôle sur de larges pans de territoires.

Dans l'Empire austro-hongrois, la clôture sociale principale reste féodale, bien que beaucoup plus clientéliste. La concurrence est très forte entre les différentes noblesses de l'Empire pour la capacité d'extraction des surplus. L'arrivée de la bourgeoisie et son alliance avec la petite noblesse rend la langue d'administration un enjeu central des revendications, car elle est intrinsèquement liée à l'obtention par ses locuteurs des postes de fonctionnaires et au prélèvement des taxes. Il n'est pas anodin non plus pour le développement du nationalisme que l'abolition de la féodalité constitue un moment de lutte pour l'appropriation des terres. Dans le rapport de force qui s'établit, la légitimité des demandes résidait dans l'appartenance à une nation, déjà instituée dans le cas de la Croatie ou de la Serbie. Seulement, du fait de ce rapport de force à l'avantage de la Hongrie et de l'Autriche, s'est posée la question de l'extension plus ou moins grande des clôtures nationalistes à une communauté slave ou sud-slave comprenant les musulmans de Bosnie et les Slovènes, voire les Bulgares selon les versions.

Si dans le contexte des guerres balkaniques, l'alliance a été de mise entre sud-slaves et d'autres populations de la région, elle a rapidement été balayée à la création du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, où finalement la royauté serbe a emporté le pouvoir. La période de l'entre-deux Guerres est une période d'extension de la di-vision nationaliste du monde à la paysannerie. Cette nouvelle appartenance de la majorité de la population à une nationalité a été ressentie du fait des discriminations et des déportations instituées sur la base des

catégories nationalistes par la royauté. De fait, la réaction animée par un esprit de vengeance prendra une tournure nationaliste et fasciste chez nombre de Croates et d'Albanais.

Ainsi, au moment où naît la Yougoslavie, le nationalisme est devenu une clôture très importante dans la région, y compris parmi les partisans communistes qui gagnent la guerre. L'État communiste est donc créé en intégrant les catégories nationalistes dans son régime. La Yougoslavie cherche à équilibrer les représentations politiques, l'accès aux ressources et aux services entre les nationalités de la fédération à partir d'un système de péréquation entre républiques et de distribution proportionnelle des postes politiques entre nationalités. Elle vise donc plus la gestion du rapport entre les différentes nationalités que l'abolition de leurs distinctions. Or ce rapport sera le nœud des insatisfactions accumulées dans la fédération. Par contre, si d'un point de vue institutionnel, les catégories nationalistes régissent les rapports, dans la quotidienneté, elles n'ont pas du tout cette importance, mis à part là où les inégalités de traitement sont criantes (c'est-à-dire principalement au Kosovo et au Monténégro).

Ainsi, la courte vie des nationalismes dans les Balkans à l'échelle de l'histoire – à peine deux siècles – illustre bien à elle seule le caractère changeant des communautés nationales imaginées. L'élasticité des définitions du groupe national a été mainte fois mise à l'épreuve, que ce soit au niveau des marqueurs de la nationalité (langue, religion, ethnicité, etc.), des populations incluses et exclues et des objectifs poursuivis par la clôture sociale nationalitaire. La définition des nationalités serbe et croates, pour ne nommer qu'elles, a connu des étalements et des resserrements successifs. Le cas des Balkans exprime bien, de plus, la concurrence entre ces représentations nationalistes et d'autres qui peuvent co-exister à une même époque. Cependant, au travers de ces fluctuations, les catégories nationales de vision et di-vision du monde ont tout de même connu une progressive cristallisation, du fait de leur entrée dans les catégories institutionnelles des États. Or cette institutionnalisation est liée aux transformations des régimes d'appropriation. Dans un premier temps, le passage à une clôture sociale liée à la nationalité a permis la conservation des privilèges détenus par la noblesse et le haut clergé, et ce, y compris après l'abandon du système féodal. Nous verrons dans le prochain chapitre que du fait du régime d'appropriation politique de la Yougoslavie socialiste, la distinction entre les communautés nationales sera l'objet de conflits.

CHAPITRE IV

CRISE D'APPROPRIATION ET REDÉFINITION DES CLÔTURES SOCIALES EN YUGOSLAVIE (DEUXIÈME PÉRIODE : 1973-1991)

Ce dernier chapitre se propose de revenir sur la transformation des catégories liées à la nationalité durant les événements qui ont précédé et préparé les conflits yougoslaves des années 1990 et pendant ces conflits. Si 1991 a été l'année des premières indépendances autoproclamées de la Slovénie et de la Croatie et des premiers conflits armés, la crise yougoslave a commencé plus tôt. Deux points tournants ont été identifiés dans la désintégration de la Fédération : le Mémoire de 1986 et la réforme constitutionnelle de 1974. Les parties considérées responsables dans un cas et dans l'autre ne sont pas les mêmes. La version donnant plus d'attention à la crise socio-économique considère que les Républiques les plus riches de la Fédération, à savoir la Croatie et la Slovénie, ont tiré l'échelle derrière elles en proclamant leur indépendance³³⁴. Dans cette perspective, la réforme de 1974 a contribué à la mise à mal de la Fédération. Visant la décentralisation, la nouvelle constitution garantissait l'auto-gouvernement aux Républiques et aux provinces autonomes. Le nationalisme serbe aspirait au centralisme, du fait de la position privilégiée de la Serbie dans la Fédération, alors que les nationalistes croates, par exemple, recherchaient la plus grande autonomie possible pour la République de Croatie.

La version mettant l'accent sur le développement d'un discours nationaliste haineux pointe vers les volontés de groupes nationalistes serbes de reprendre un contrôle considéré perdu sur l'ensemble de la Yougoslavie³³⁵. L'élément déclencheur aurait été la situation des

³³⁴ C'est la version soutenue entre autre par Catherine Samary dans *La déchirure yougoslave*.

³³⁵ Comme le défend Avicel Roshwald, *op. cit.*, p.ex.

Serbes du Kosovo. En 1986, l'Académie serbe des Arts et des Sciences a posé les bases de la conception nationaliste serbe dans le cadre de la rédaction d'un Mémorandum. Celui-ci dénonçait la marginalisation des Serbes dans un système constitutionnel ayant échoué, selon les rédacteurs. La situation des Serbes du Kosovo y était décrite comme un « génocide physique, politique, légal et culturel ». La restructuration de la Fédération au grand complet était considérée comme nécessaire à la survie de la culture et du peuple serbes. Le processus de victimisation était enclenché.

Ces deux points tournants que sont la réforme constitutionnelle et le Mémorandum ne doivent pas forcément être opposés l'un à l'autre. La Yougoslavie connaît à l'époque une situation économiquement difficile. Elle se fera imposer par les contraintes internationales (à savoir principalement ses créiteurs comme le FMI et la Banque Mondiale) la voie d'une transition progressive au capitalisme par une ouverture au marché³³⁶. La transition au capitalisme a ainsi déjà commencé avant la disparition du socialisme d'État. La réaction à l'interne a été celle d'une fermeture sociale au niveau institutionnel d'une part, par une lutte entre Républiques pour la redistribution des ressources de la Fédération. C'est dans ce contexte que survient la crise constitutionnelle de 1974. D'autre part, au niveau culturel, une autre façon de réagir à la crise sera celle des conflits entre populations définies par les contours liés à la nationalité, comme cela sera flagrant dans le cas du Kosovo. Autrement dit, il s'agit de deux façons différentes, mais qui se chevauchent bien souvent, de réagir à la situation économique critique.

Le chapitre précédent a permis de saisir, entre autres, qu'il serait malvenu de concevoir les événements des années 1990 comme le passage du communisme au nationalisme. Il a d'ores et déjà été démontré que communisme et nationalisme ne sont pas deux idéologies forcément en compétition et donc se succédant dans le temps, mais qu'au contraire, le communisme yougoslave a développé sa propre conception nationaliste, par le biais de l'austro-marxisme. Le nationalisme n'a donc pas « refait son apparition » à la chute du rideau de fer. La Yougoslavie était basée sur un modèle multinational à la fois territorial et d'appartenance nationalitaire qui a fourni le terreau à l'expression des tensions liées à la

³³⁶ Samary, *Le marché contre l'autogestion*, p. 268.

redistribution des ressources, du travail et des revenus. À partir des années 1970, la situation de la Yougoslavie se détériore, principalement à cause de la crise internationale du pétrole, ainsi qu'à cause d'une inefficacité de l'organisation de la production à l'interne. La crise socio-politique et économique de la Yougoslavie a pris les deux tangentes d'une crise entre Républiques et entre nationalités, tangentes qui se sont rejointes avec la radicalisation du conflit en une fermeture sociale nationaliste. Celle-ci a redéfini en retour la capacité d'appropriation et a mis la nationalité à l'avant-scène des catégories marquant l'appartenance à un groupe social.

4.1 La fermeture sociale nationaliste comme réaction à la crise économique

Comme nous l'avons vu, le modèle étatique yougoslave était le fruit d'un compromis entre des demandes nationalistes et une posture internationaliste quant à sa structure, et ce, de deux façons. Nous allons nous y attarder à présent plus en détail. Sa structure reposait premièrement sur une division du travail entre Républiques. Cela impliqua une renégociation constante des compétences fédérales et des Républiques, ainsi que sur les modalités de la péréquation entre ces dernières entités. Lorsqu'est survenue une crise politique et économique, les tensions entre Républiques se sont aggravées. Cela a offert des arguments aux entrepreneurs nationalistes qui s'en sont servi à leur profit. La structure yougoslave reposait en deuxième lieu sur la recherche d'équilibre dans la représentation politique des nationalités. Cette attention tournée vers les nationalités minoritaires n'est apparue que tardivement, et a été insuffisante pour contrer les inégalités économiques et représentatives existantes, tout en créant des insatisfaction supplémentaires auprès des entrepreneurs nationalistes considérant leur nation plus centrale que les autres dans la Fédération (ce qui fut particulièrement flagrant du côté serbe). De fait, ces deux traitements du nationalisme par la Fédération ont contribué à l'expression nationaliste de la crise yougoslave.

La distribution inégale des ressources entre Républiques suscitait des tensions dès les premières mesures d'industrialisation mises en place par la Yougoslavie. Au moment de la fondation de la Fédération, l'accent a été mis sur le développement industriel. Les tâches ont été réparties entre les Républiques fournisseuses de matières premières (les Républiques et

provinces du Sud-Est : le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Macédoine) et les Républiques où ont été installées les industries de transformation (la Slovénie, la Croatie et la Serbie). En parallèle avec l'objectif d'industrialisation, la tendance générale a été celle d'une décentralisation toujours plus importante³³⁷. Guezennec note « l'autarcie » des Républiques et des communes, chacune ayant ses propres services de recherche, sa propre fabrique d'automobile, etc³³⁸. Cette division du travail a produit un décalage de plus en plus grand entre la croissance économique des régions dites développées et celles considérées sous-développées. Pour contrer ce déséquilibre, une péréquation a été instaurée. La redistribution fédérale se faisait en faveur du Monténégro, de la Macédoine, de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo³³⁹. Mais elle était critiquée par les Républiques les plus riches, qui considéraient leur participation disproportionnée. Ainsi, la balance entre la centralisation et la décentralisation a dû être renégociée à maintes reprises entre les dirigeants des Républiques.

Des événements nationaux et internationaux ont amené la tension au seuil de la crise politique et économique dès le début des années 1970. Pour ne donner qu'un exemple de l'expression nationaliste que prendra la tension politique, à la fin des années 1960 et au début de la décennie suivante, une « renaissance culturelle » a vu le jour en Croatie menée par les intellectuels et les étudiants, avec le support d'une partie du Parti Communiste Croate³⁴⁰. Elle a d'emblée été formulée comme une réponse défensive à l'exploitation économique et la répression culturelle serbe. Car aux yeux des entrepreneurs nationalistes croates, la Serbie s'arrogeait plus de pouvoir qu'elle ne le devait au sein de la Fédération. Pendant cette montée du nationalisme en 1970-1971, « l'Église, les paysans, une partie de l'intelligentsia, les petits propriétaires furent la base populaire du mouvement »³⁴¹. Ce mouvement a formulé des demandes de rapatriement des territoires bosniens habités par des Croates au main de la République croate et de positions intolérantes à l'égard des Serbes de Croatie. Cela a entraîné

³³⁷Gossiaux, *op. cit.*, p. 55.

³³⁸*Id.*, p. 135.

³³⁹Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 125.

³⁴⁰Roshwald, p. 128-129.

³⁴¹Samary, *Le marché contre l'autogestion*, p. 224.

en retour une purge organisée par Belgrade en 1971, puis un changement constitutionnel en 1974 afin d'assurer une plus grande autonomie aux Républiques et aux provinces et de faire retomber la tension. C'est à cette date que le système de péréquation est remis en question. La réforme constitutionnelle, telle qu'elle est adoptée, met de l'avant le principe de décentralisation. C'est dans ce contexte de tensions inter-Républiques que la situation économique de la Yougoslavie se détériore.

La crise politique de la fédération yougoslave a coïncidé avec la fin de sa croissance économique. Prise dans l'engrenage de l'économie mondiale, la Fédération a subi la crise pétrolière internationale de 1973. Elle y a fait face, comme bien d'autres États, par l'endettement vis-à-vis des acteurs internationaux. À partir de 1980, face à l'impossibilité d'emprunter davantage, la croissance s'arrête et le niveau de vie baisse³⁴². Les annuités de la dette restent la cause principale du déséquilibre de la balance commerciale³⁴³. Le Fond Monétaire International (FMI) octroie des prêts conditionnels à un certain nombre de réformes économiques. En 1989, une nouvelle loi abolit la propriété sociale pour la remplacer par une propriété de groupe. Cette modification est imposée par le FMI pour permettre les investissements étrangers. Elle est mise en place en parallèle avec les sociétés par actions et l'abolition des limites aux sociétés privées. Elle réinstalle la possibilité de la propriété privée d'une entreprise. Ce sont donc des pressions internationales qui ont forcé l'abandon progressif du modèle auto-gestionnaire pour une ouverture au marché de plus en plus grande.

4.1.1 Transformation des relations sociales d'appropriation

Cette situation a eu au moins deux conséquences directes : d'une part, l'appropriation économique devient un enjeu, chose impossible auparavant ; d'autre part, cette appropriation passe, au niveau institutionnel, par les tensions entre les Républiques pour la répartition des ressources. L'instauration d'une propriété privée des moyens de production crée la possibilité d'une appropriation concentrée de ces moyens. Cette capacité d'appropriation se concentre

³⁴²Guezennec, p. 123-124.

³⁴³*Id.*, p. 129.

dans les mains de ceux qui détenaient un pouvoir politique et un pouvoir de gestion. La transition progressive à une économie de marché doit avoir impliqué la constitution progressive d'une classe capitaliste, mais très peu d'informations existent au sujet de l'accumulation des moyens économiques. Par contre, une classe dirigeante possédant le pouvoir politique est facilement identifiable³⁴⁴. Elle s'est constituée à l'intérieur de chacune des Républiques parmi les membres de la Ligue Communiste. Elle a joué un rôle déterminant dans le démembrement de la Yougoslavie.

Comme dans les autres pays d'Europe de l'Est au moment de la chute du bloc soviétique, les dirigeants des nouveaux partis dans chaque République étaient essentiellement d'anciens membres de la Ligue, et en grand nombre d'anciens dirigeants³⁴⁵. Ce seraient les élites communistes qui auraient réussi à s'imposer comme nouvelle classe de capitalistes en Europe centrale³⁴⁶. Mais certaines nuances doivent être apportées à cette affirmation, car ces élites ne formaient pas forcément un bloc homogène. Eyal, Szelenyi et Townsley considèrent qu'il y avait deux modèles-types de transformation des élites : celui où ce sont les élites déjà existantes qui forment la nouvelle classe capitaliste et celui où ce sont plutôt les fonctionnaires de niveau intermédiaire et les dissidents qui prennent le pouvoir. En Pologne, en République Tchèque et en Hongrie, Eyal et co. ont trouvé que ce sont les anciens intellectuels dissidents et les fonctionnaires communistes de niveau intermédiaire (*middle-level management*) qui forment la nouvelle élite durant la transition au capitalisme³⁴⁷. D'après ces auteurs, le cas yougoslave était très semblable au modèle de la Hongrie. À l'opposé se trouvaient la Roumanie et la Russie³⁴⁸. Dans le reste de l'Europe de l'Est, à l'exception de la Russie, la classe dirigeante a donc dû laisser sa place à la bourgeoisie culturelle (*Bildungsbürgertum*) durant la transition au capitalisme³⁴⁹. En Russie, du fait de la

³⁴⁴ Voir partie 3.4 de ce mémoire.

³⁴⁵ Guezennec, p. 161.

³⁴⁶ Eyal, Szelenyi et Townsley, *op. cit.*, p. 5.

³⁴⁷ Eyal, Szelenyi et Townsley, p. 11-13.

³⁴⁸ *Id.*, p. 30.

³⁴⁹ *Id.*, p. 13. Ces derniers parlent de transition au capitalisme, ce que nous acceptons avec des bémols, dans la mesure où selon nous l'influence du capitalisme n'a jamais vraiment cessé de faire son œuvre en

corruption étendue et institutionnalisée, l'élite politique s'est constituée en une classe de propriétaires. La classe dirigeante qui a ainsi émergé a-t-elle conservé le pouvoir après la fin du bloc soviétique et la dissolution de la Yougoslavie ? Ce serait bien le cas, si l'on en croit Hroch, en tout cas en Serbie : « In countries such as Serbia nationalism has been manipulated by them [the old nomenclatura ruling class] in order to enable them to stay in power. ³⁵⁰»

Mais en ex-Yougoslavie, les nationalismes associés aux Républiques ont influencé la constitution des nouvelles classes dominantes, avec des résultats différents de ceux du reste de l'Europe de l'Est. Ce sont les élites politiques issues des partis communistes locaux qui seront les entrepreneurs nationalistes principaux de la dissolution de la Yougoslavie. Elles seront appuyées par les élites intellectuelles. La création d'élites politiques s'est faite à l'intérieur de chaque République plutôt qu'au niveau de la Fédération. Samary note par exemple à propos de la gestion des banques

« les rapports de connivences réciproques entre les directions de banques et des pouvoirs locaux [...]. Les banques, malgré leur droit d'opérer sur tout le territoire [de la Fédération] se sont assez fortement « régionalisées » - ne serait-ce qu'en raison de l'importance des soutiens politiques recherchés, et des osmose locales plus faciles³⁵¹ ».

La constitution des élites a donc respecté les délimitations des Républiques, puisqu'elle reposait sur les élus des partis communistes locaux, chaque République étant ensuite représentée au niveau de la Fédération par ces élus. Mais elle a discriminé aussi selon des lignes de nationalités. La constitution d'élites à l'intérieur des frontières des Républiques a impliqué la formation progressive d'un régime d'appropriation sur des bases nationalistes dans certaines Républiques.

Certains intellectuels, parmi les plus reconnus, ont travaillé activement à titre d'entrepreneurs nationalistes. Deux exemples l'illustrent particulièrement clairement :

Yougoslavie. La transition au capitalisme avait déjà commencé avant la disparition du socialisme d'État.

³⁵⁰ Hroch, *op. cit.*, p. 41.

³⁵¹ Samary, *Le marché contre l'autogestion*, p. 197. Ce repli régional des investissements n'a été bénéfique pour personne, selon Samary. *Id.*, p. 251.

l'Académie serbe des Arts et des Sciences et les linguistes croates. En Croatie, dès les années 1960, des linguistes participent au mouvement nationaliste en cherchant à différencier les langues croate et serbe, considérées jusqu'alors comme une seule et même langue intitulée le serbo-croate et divisée en trois patois principaux. Ils travaillent donc à la fois à modifier le terme utilisé pour qualifier la langue, donc un travail de recatégorisation, mais ils s'activent aussi à différencier les locutions de l'une et de l'autre des catégories.

En 1986, paraissait un mémorandum rédigé par l'Académie serbe des Arts et des Sciences qui a provoqué de nombreuses réactions. Il est l'expression de la redéfinition des relations entre les élites politiques et intellectuelles, en Serbie à tout le moins. Il n'est d'ailleurs pas anodin que pour le Mémorandum de l'Académie serbe des Arts et des Sciences, la Constitution de 1974 représente la source de la crise yougoslave³⁵². À partir d'une analyse de la crise sociale et économique de la société yougoslave en général, le document vise à prouver son effet néfaste sur le peuple serbe et la Serbie³⁵³. Sur la question du Kosovo en particulier, le texte se montre intransigeant : il y aurait « agression néofasciste » et les événements des dernières années relèveraient de « guerre ouverte et totale »³⁵⁴. L'« anti-serbisme » se serait renforcé jusqu'à s'exprimer « sous la forme d'un génocide »³⁵⁵. Jusqu'à l'été 1987, le Mémorandum est vertement critiqué par la presse yougoslave et tous les intervenants en Serbie. La démission des rédacteurs du textes est demandée. En septembre 1987 a eu lieu la VIII^e session du Comité central de la Ligue des communistes de Serbie, durant laquelle le courant de Slobodan Milošević l'a emporté. À partir de cet événement, l'Académie a cessé d'être importunée dans son travail et a progressivement été réhabilitée publiquement. À tel point qu'en mars 1988, elle organisait un colloque scientifique s'intitulant « Problèmes actuels de la Constitution et changements constitutionnels » en collaboration avec le nouveau pouvoir en Serbie³⁵⁶. À partir de ce moment, la Ligue des communistes de

³⁵²Milosavljević, *op. cit.*, p. 216.

³⁵³*Id.*, p. 208.

³⁵⁴*Id.*, p. 209.

³⁵⁵*Id.*, p. 210.

³⁵⁶*Id.*, p. 216.

Serbie et l'Académie se soutiennent mutuellement et publiquement³⁵⁷. En 1992, un des académiciens ayant grandement influencé la politisation de l'institution, Dobrica Ćosić est élu président de la Yougoslavie³⁵⁸.

Ces deux exemples montrent que les élites intellectuelles mettent leur capital culturel et intellectuel au service du nationalisme. Elles travaillent à accentuer les différences entre nationalités et diffusent l'idée qu'il y a une adéquation entre ces dernières et les Républiques. Elles sont venues à l'appui des cadres des Ligues communistes locales. Ainsi, la répartition des ressources entre les Républiques a mené à une crise constitutionnelle qui a été utilisée par les entrepreneurs nationalistes pour territorialiser les nations en fonction des frontières des Républiques.

4.1.2 Le cas du Kosovo

L'importance accordée au nationalisme ne fut pas uniquement le fruit du travail d'entrepreneurs nationalistes. Un sentiment nationaliste populaire s'est développé dans certaines régions où les inégalités entre communautés nationales étaient criantes. Le cas du Kosovo illustre bien le rapport constamment renégocié entre les communautés nationales serbe et albanaise. D'une période à l'autre, l'intégration des Albanais dans la société yougoslave connaît des avancées et des reculs.

L'incorporation du Kosovo à la Yougoslavie commence par une intégration imposée³⁵⁹. En effet, l'appui des Partisans et nationalistes albanais au projet de la Yougoslavie était dépendant de l'entrée de l'Albanie dans la Fédération. Or, celle-ci n'a finalement pas eu lieu. Le Kosovo est la province la plus pauvre de la Yougoslavie, « sous-développée » selon les termes de l'époque. Elle est défavorisée au sein de la Yougoslavie par son rôle de fournisseur de matières premières, principalement de minerai dans ce cas, qui seront transformées dans

³⁵⁷En 1991, des divergences d'opinion commencent à apparaître dans l'institution. Cette année-là, l'Académie change de position et considère à présent qu'il lui est impossible de se prononcer sur des questions politiques, bien que ses membres conservent le droit de s'exprimer en leur nom personnel. L'unanimité à l'intérieur de l'institution est rompue.

³⁵⁸Milosavljević, p. 205.

³⁵⁹Iseni, p. 325.

d'autres Républiques. Au sortir de la guerre, 90% de la population albanaise de Macédoine et 74% de celle du Kosovo est illettrée³⁶⁰. Il faut dire qu'un repli sur soi et dans la tradition avait succédé à l'annexion territoriale de la région par la Première Yougoslavie. Pour remédier à l'illettrisme, des écoles ouvertes, mais rapidement, les enseignants qualifiés et les manuels scolaires en langue albanaise manquent. Jusqu'en 1948, des enseignants et des manuels en provenance d'Albanie sont autorisés. De la même façon, si deux langues officielles se côtoient au Kosovo, le faible nombre de responsables albanophones dans l'administration et la justice rend le serbo-croate la langue officielle *de facto*. De plus, du fait de leur situation de nationalité (et non pas de nation) selon la typologie de la fédération³⁶¹, les Albanais du Kosovo se retrouvaient défavorisés à l'intérieur de la province. De ce fait, l'accès à la fonction publique était très limité. Or la fonction publique représentait une des voies de sortie principales du statut d'ouvriers.

De 1945 à 1966, le Kosovo est sous administration militaire et la répression s'abat sur lui à partir de 1948, c'est-à-dire au moment de la rupture avec le *Kominform*³⁶². Commence alors une purge des stalinien. Dans ce contexte, la répression se développe à l'endroit des Albanais du Kosovo, soupçonnés d'être sympathisants d'Enver Hoxha, le dictateur de l'Albanie voisine et allié de l'URSS³⁶³. Pour tenter de contrer un nationalisme albanais assez présent dans toutes les couches de la société, le gouvernement lance une politique de « turquisation »³⁶⁴. Il encourage les gens à s'identifier comme Turcs dans un premier temps et à retourner « chez eux », c'est-à-dire en Turquie, dans un deuxième temps.

À partir de 1966, la situation change notablement : les « discriminations » sont dénoncées par le comité central du parti communiste serbe et un vent de libéralisation souffle sur le Kosovo. Il s'agit selon Iseni des conséquences de la décentralisation issue de la Constitution

³⁶⁰*Ibid.*

³⁶¹Voir chapitre III de ce mémoire.

³⁶²Iseni, p. 329.

³⁶³Samary, *L'è marché contre l'autogestion*, p. 220.

³⁶⁴Iseni, p. 329-330.

de 1963³⁶⁵. Suite à des manifestations en 1968-1969, les Albanais du Kosovo réclamant le statut de République ont obtenu des concessions immédiates, bien que ce statut ne leur soit pas accordé : une albanisation des cadres, l'ouverture d'universités et d'écoles en Albanais, le droit de développer des échanges directs avec l'Albanie et une priorité dans la distribution de l'aide fédérale. La réforme constitutionnelle de 1974 a entraîné des tensions supplémentaires au Kosovo³⁶⁶.

En 1981, une première explosion de violence a eu lieu au Kosovo contre les Serbes³⁶⁷. La minorité serbe s'y sentait de plus en plus maltraitée physiquement et culturellement par la majorité albanaise prenant de plus en plus le contrôle des institutions. La situation s'envenime assez rapidement, suite au meurtre de Serbes. Les autorités yougoslaves répriment très fortement le mouvement³⁶⁸.

Vingt mille Serbes ont quitté la province entre 1981 et 1987³⁶⁹. C'est dans ce contexte que les académiciens serbes rédigent leur Mémoire criant au génocide du peuple serbe. Les nationalistes serbes se sentaient menacés démographiquement par le déclin de leur population en sol kosovar, celle-ci étant passée de 23.6% de la population en 1961 à moins de 10% en 1990. Cette baisse est due principalement à la forte natalité parmi les Albanais du Kosovo et à l'émigration massive des Serbes³⁷⁰. De 1961 à 1981, de 80 000 à 100 000 Serbes auraient déjà immigré, à la fois à cause de tensions latentes entre nationalités, mais aussi motivés par une situation socio-économique plus avantageuse en Serbie ou ailleurs dans la Fédération, voire à l'étranger³⁷¹.

³⁶⁵ *Id.*, p. 331.

³⁶⁶ Roshwald, p. 129.

³⁶⁷ Ramet, *Thinking about Yugoslavia*, p. xvii.

³⁶⁸ Iseni, p. 337.

³⁶⁹ Udovički citée dans Ramet, *Thinking about Yugoslavia*, p. 19.

³⁷⁰ Hayden, p. 788.

³⁷¹ Iseni, p. 337.

En 1990, une nouvelle Constitution de la République de Serbie supprime l'autonomie des provinces de Voïvodine et du Kosovo, définissant la Serbie comme un État unifié³⁷². Décrivant la situation de façon très imagée, Slavoj Žižek considère que l'ultime réforme constitutionnelle fut le coup mortel porté à la Yougoslavie.

«This is the key point worth remembering: Yugoslavia did not start to disintegrate when the Slovene 'secession' triggered the domino effect—first Croatia, then Bosnia, Macedonia . . . — for it was already at the moment of Milosevic's constitutional reforms in 1987 [sic], depriving Kosovo and Vojvodina of their limited autonomy, that the fragile balance on which Yugoslavia rested was irretrievably disturbed. From that moment onwards, Yugoslavia continued to live only because it did not yet notice it was already dead—it was like the proverbial cat in the cartoons, walking over the precipice, floating in the air, and falling down only when it becomes aware that it has no ground under its feet.³⁷³»

Il semble que les Accords de Paix de Dayton aient été un point tournant pour les revendications des Albanais du Kosovo³⁷⁴. Jusqu'à leur signature, les nationalistes albanais considéraient possible la continuité d'une fédération yougoslave constituée de Républiques égalitaires du Kosovo, de la Serbie et du Monténégro. La revendication d'indépendance ne faisait pas l'objet des demandes. À la suite de la signature des Accords, Belgrade apparaît comme une force d'occupation pure et simple, qui ne saura laisser un statut égalitaire au Kosovo. L'autonomie à l'intérieur d'une fédération n'était plus une avenue envisageable.

Les tensions entre Républiques pour la distribution des pouvoirs et des compétences existaient déjà mais elles ont été aggravées par la situation économique difficile. Dans le conflit opposant les partisans d'une décentralisation et leurs opposants, les arguments ont de plus en plus pris une forme nationaliste. Celle-ci permettait d'aller rallier de potentiels appuis dans une autre République auprès d'une population considérée comme appartenant à la première. Le nationalisme était donc un outil dans cette lutte politique. D'autres tensions s'exprimaient entre communautés d'une même région (au Kosovo en particulier) sur la distribution des postes de la fonction publique, autre enjeu d'appropriation, moins lié à la

³⁷²Popov, p. 328.

³⁷³Slavoj Žižek, "Against the Double Blackmail", *New Left Review*, vol. 234, no. 1, mars-avril 1999, p. 76.

³⁷⁴Udovički citée dans Sabrina Ramet, *Thinking about Yugoslavia*, p. 19.

territorialité que le premier. La violence a eu un effet aggravant et cristallisateur des tensions, qui ont tourné au conflit armé.

4.2 « Appropriation reframed »

La dynamique entre économie et tensions nationalistes a fonctionné à double sens : après avoir modelé les nationalismes, la capacité d'appropriation de pouvoir social et politique a été redéfinie par eux en retour. Dans un premier temps, comme nous l'avons vu, c'est par le biais de négociations politique d'autonomie que l'appropriation sur une base nationaliste est envisagée. Dans un second temps, avec les déclarations de guerre qui se sont succédé, la capacité d'appropriation passe par la violence. Dans un troisième temps, dans les nouveaux États indépendants, elle est institutionnalisée dans les Constitutions qui sont adoptées.

D'une part, la fermeture économique de chacune des Républiques a eu un effet aggravant sur la crise économique : « les possibilités de la planification se sont progressivement détériorées à mesure que se développaient les prétentions d'indépendance économique des différentes Républiques. Les nationalismes de tous bords ont empêché que se crée un marché unique yougoslave.³⁷⁵ » L'autonomisation des Républiques n'a fait que renforcer les difficultés économiques de la Yougoslavie, qui ne pouvaient être adressées de façon concertée, coordonnée.

L'impasse de la nouvelle crise constitutionnelle a mené à la tenue d'élections libres en 1990 dans toutes les Républiques. Les premières élections libres dans les pays d'Europe de l'Est ont souvent été vue comme un moment de démocratisation. Cependant, lorsqu'on passe en revue des modèles étatiques mis en place en ex-Yougoslavie après 1991, ce sont surtout des « démocraties » nationalistes qui se dessinent en Slovénie, en Croatie, etc.

«Contrary to the official rhetoric both of winners and of most Western observers, the free elections of 1990 in Yugoslavia did not replace state socialism with democracy. Instead, the transition was from regimes dedicated to advancing the interests of that part of the population defined constitutionally as « the working class and all working people » to regimes

³⁷⁵Guezennec, p. 61.

dedicated to advancing the interests of that part of the population defined as the ethnonational majority.³⁷⁶»

Lors des premières élections libres qui se sont tenues en 1990, les partis nationalistes l'ont emporté dans les Républiques de Croatie, de Serbie, de Slovénie et de Macédoine³⁷⁷. En Bosnie aussi, les partis nationalistes ont gagné, mais sans majorité claire pour l'un d'eux, puisqu'ils recouvraient assez bien la partition ethnique de la population, d'environ 38% de Musulmans, 18% de Croates et 32% de Serbes. Les politiciens élus de chaque camp ont travaillé à démonter le gouvernement fédéral, chacun à sa manière et avec ses propres objectifs.

La Slovénie et la Croatie ont déclaré les premières leurs indépendances en 1991, suite à des référendums. La séparation de la Slovénie s'est faite relativement sans heurts, parce que cette dernière faisait déjà « bande à part » économiquement et culturellement. La situation a pris un tournant beaucoup plus violent lorsque la Croatie a voulu à son tour se déclarer indépendante, la Serbie refusant de laisser partir une République aussi importante de la Fédération. Dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, qui n'a pas tardé à survenir, ce sont à la fois les nationalistes du côté croate et du côté serbe qui se sont opposés à la souveraineté d'une province qu'ils considéraient comme la leur. Ils ont donc cherché à se la partager. La volonté de fonder une « grande Serbie » puis une « grande Croatie » s'appuyait sur un « nettoyage » très drastique des villes et villages près des frontières et sur certains axes importants de circulation. L'homogénéisation en résultant aurait justifié le rattachement géographique aux États avoisinants.

Le postulat qu'il était impossible pour des communautés imaginées différentes de coexister sur le même territoire a entraîné une homogénéisation radicale de la géographie sociale, par le biais de mesures violentes (qualifiées par plusieurs de nettoyage ethnique, de génocide, de viols organisés), mais aussi par la suite par des mécanismes institutionnalisés.

³⁷⁶Robert M. Hayden, *op. cit.*, p. 790.

³⁷⁷*Id.*, p. 787.

Deux millions et demi de personnes sur les 4.9 millions d'habitants de la Bosnie-Herzégovine ont quitté leur habitation pendant la guerre pour une région plus sécuritaire ou pour l'étranger. La situation de nettoyage ethnique dont il est ici question renvoie directement à la réorganisation territoriale du peuplement, qui correspond à un bouleversement radical des habitudes de la vie quotidienne³⁷⁸. Bien que les autres parties impliquées dans le conflit, tel que le régime nationaliste de Tudjman, aient participé sans contredit à l'escalade du conflit, les milices nationalistes serbes appuyées par l'armée nationale yougoslave (JNA) ont commis les plus systématiquement organisées et les pires atrocités³⁷⁹.

En voulant clore les affrontements le plus rapidement possible, l'accord de Dayton a entériné cette homogénéisation de la population provoquée par les déplacements³⁸⁰ en créant deux entités politiques, la Republika Srpska, à très forte majorité serbe, et la Fédération de Bosnie-Herzégovine, à la population croate et bosniaque. Les accords de Dayton oscillent entre la volonté d'un retour au statut ex-ante et la cristallisation de la séparation ethnique. En effet, bien que d'un côté l'annexe 7 porte sur l'aide au retour des réfugiés, l'article 4, de loin le plus controversé, crée l'entité de la République Serbe et la ligne de frontière (*Inter-Entity Boundary Line*) entre celle-ci et la Fédération croato-bosniaque. Ce dernier article est décrié parce qu'il répond partiellement à la prétention des serbes de Bosnie d'être les seuls habitants légitimes du Nord du pays, prétention qui pendant la guerre a poussé au nettoyage ethnique et qui laisse pour la suite la porte ouverte ou en tout cas entr'ouverte à un rattachement de la Republika Srpska à la Serbie. Ainsi, le nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine n'a pas pris fin avec la signature des accords de Dayton en 1995 mais continue sous une forme larvée³⁸¹.

³⁷⁸Stéphane Rosière, *Le nettoyage ethnique. Terreur et peuplement*, Paris, Ellipses, 2006, p. 3.

³⁷⁹Roshwald, p. 132 ; Hayden, p. 795.

³⁸⁰ O Tuathail et Dalhman, « The legacy of ethnic cleansing: The international community and the returns process in post-Dayton Bosnia-Herzegovina », *Political Geography*, vol. 24, 2005.

³⁸¹Florence Robin-Hunter, «Le nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine : buts atteints ?», *Revue géographique de l'Est*, vol. 45, no 1, 2005, p. 35-43.

La violence a pris place dans les endroits connaissant la plus grande mixité de nationalités³⁸². Robert Hayden montre bien comment la violation d'un système de catégories peut engendrer une violence de masse. Pour lui, les Constitutions des Républiques ayant succédé à la Yougoslavie ont manifesté et institutionnalisé des idéologies nationalistes dans le but de construire des États-nation homogènes à partir de territoires qui ne l'étaient pas³⁸³. Elles ont procédé à ce qu'Hayden considère un nettoyage ethnique bureaucratique (*bureaucratic ethnic cleansing*), au même objectif que la violence directe, par d'autres moyens. En effet, au moment de la mise en application des constitutions des nouveaux États, tous sans exception ont affirmé être l'État d'une nation³⁸⁴. Lors de la mise en application des nouvelles lois concernant la citoyenneté, la naturalisation a été étendue aux membres non-résidents de cette nation, pendant qu'elle était refusée à nombre de résidents qui ne faisaient pas partie du « bon » groupe ethnique. Les principes légaux régissant la Citoyenneté croate depuis 1991 comprennent par exemple la nécessité pour obtenir la citoyenneté d'être compétent en langue croate et en écriture à partir de l'alphabet latin, ou encore d'adhérer aux coutumes prévalentes dans la République de Croatie³⁸⁵. Ces deux sections (et d'autres) de l'article de loi ouvre la porte à une interprétation discriminatoire.

L'enjeu n'a pas été seulement d'imaginer des communautés primordiales, mais aussi d'empêcher de penser, de rendre unimaginable des communautés hétérogènes³⁸⁶. Il s'est agi d'une négation brutale de la réalité sociale, en vue de la reconstruire. Les communautés hétérogènes, mixées volontairement ou inconsciemment, représentaient un déni vivant des idéologies nationalistes et devaient donc être militairement séparées³⁸⁷.

³⁸²Hayden, p. 783.

³⁸³*Id.*, p. 785.

³⁸⁴*Id.*, p. 791.

³⁸⁵*Id.*, p. 794.

³⁸⁶*Id.*, p. 783.

³⁸⁷*Id.*, p. 788.

4.3 Idiomes culturels marqués par le nationalisme : des communautés imaginées aux effets bien concrets

Dans le contexte des guerres en ex-Yougoslavie et par la suite, le nationalisme devient un marqueur d'identité principal, à grand renfort de mythologie nationaliste, mais aussi par le biais de ce qui a été qualifié de mémoricide et par l'homogénéisation territoriale dont nous avons déjà traité. Les conséquences des conflits nationalistes ont été la préséance de l'appartenance nationale sur d'autres types d'appartenances et la diminution drastique des contacts entre les groupes définis par ces communautés nationales.

Comme nous l'avons vu au chapitre III, l'appartenance à une communauté nationale était connue, mais peu importante pour la plupart des habitants de la Yougoslavie. Son importance a été réitérée par les entrepreneurs nationalistes à l'aide d'une mythologie et de références à l'histoire de la région. Le cas le plus célèbre de recours au mythe est sans doute la bataille du Champ des Merles (*Kosovo Polje*). C'est au Kosovo que le sentiment de perte de pouvoir serbe face à la décentralisation se faisait le plus sentir³⁸⁸. L'un des grands mythes fondateurs du nationalisme serbe est la bataille de Kosovo Polje, datée du 28 juin 1389. Il s'agit, selon l'historiographie nationaliste serbe, d'une bataille de résistance « nationale » à l'envahisseur turc. Le Prince Lazare dirigeait l'armée de la coalition affrontant l'Empire ottoman. La commémoration de cet événement a d'abord été reprise par l'Église orthodoxe serbe pour symboliser le sacrifice nécessaire pour sauver le reste de l'Europe chrétienne du joug ottoman. Un jour, les Serbes resurgiraient, après des siècles de souffrance et trouveraient la liberté défendue par leurs ancêtres. Le *pattern* primordialiste est ici bien visible dans la thématique de la renaissance nationale après une période de latence.

Cette version des événements ne résiste pas à l'analyse socio-historique. D'une part, durant la bataille de Kosovo Polje, élément principal de la mythologie du nationalisme serbe, des « Serbes » se trouvaient de part et d'autres des lignes de front (et la bataille aurait été perdue à cause d'un transfuge). D'autre part, la noblesse serbe s'en est tirée relativement bien à certains moments en obtenant des fonctions dans l'Empire ottoman – et lorsque ça n'a pas

³⁸⁸ À cause justement de la bataille du Kosovo (*Kosovo Polje*).

été le cas, il s'est agi principalement de conséquences des négociations entre l'orthodoxie [grecque] et la Sublime Porte. Cela n'a pas empêché la noblesse serbe de perdre de ses possessions – au profit de l'Empire et de l'église orthodoxe serbe. Mais ces considérations socio-historiques ne modifient en rien l'utilisation qui a été faite par le clergé orthodoxe serbe et les groupes nationalistes pour galvaniser les foules lors des grands rassemblement de 1986 à 1989.

Le mythe de Kosovo Polje n'a pas été le seul élément autour de la question de la mémoire réinterprété à des fins nationalistes. Les politiques, considérées génocidaires, du gouvernement fasciste croate envers la minorité serbe durant la Deuxième Guerre mondiale était commémoré par la Yougoslavie socialiste par un musée sur le site du camp de concentration de Jasenovac³⁸⁹. D'un côté, la nostalgie envers la Croatie fasciste de la Deuxième Guerre mondiale, ouvertement affirmée du gouvernement indépendantiste croate de 1990-91, a réveillé les craintes de la minorité serbe de Croatie face au « génocide » de 1939-45. De l'autre côté, les nationalistes croates sont allés chercher dans l'oppression de longue date de leur aspirations nationales par la première Yougoslavie, ouvertement pro-serbe³⁹⁰. De nombreux autres exemples pourraient être données, mais le fait que l'histoire récente ou mythologique est un élément symbolique important pour l'affirmation du nationalisme a suffisamment été illustré.

En plus de l'homogénéisation qui était leur objectif principal, les déplacements de population ont eu pour corollaire ce qui a été qualifié de mémoricide³⁹¹, à savoir la destruction des lieux de culte et de culture et l'effacement de tout recours à l'alphabet latin dans les zones contrôlées par les serbes. L'effacement d'une partie de ce qui compose une identité ethnique, un alphabet, les lieux de cultes, des écoles enseignant une histoire qui ne soit pas uniquement celle de la majorité. « Afin d'effacer toute trace des cultures non-serbes, le cyrillique devint le seul alphabet autorisé dans les institutions publiques. Certaines villes furent renommées par les autorités locales, comme Foca qui devint Srbinje (ce qui veut dire

³⁸⁹Roshwald, p. 127.

³⁹⁰*Ibid.*

³⁹¹Robin-Hunter, p. 37.

« La Serbe », ou « qui appartient aux Serbes »)³⁹² Un travail équivalent avait déjà été effectué du côté des nationalistes croates. Dans les Balkans, la reconfiguration politique ayant suivi la désagrégation de l'Empire ottoman a d'abord été basée sur une démarcation ethno-religieuse, mais la langue a progressivement pris de l'importance³⁹³. Le cas le plus frappant est celui du serbo-croate (ou croato-serbe). Cette langue, considérée comme une seule et même langue aux nombreux dialectes régionaux et parlée par les Serbes, les Croates et les Bosniaques, n'existe plus. À présent, on parle serbe, croate ou bosniaque. La distinction a commencé avec un travail de la part des linguistes croates dans les années 1960-70 afin de volontairement distinguer leur façon de parler de celle des autres groupes ethniques. Pourtant, plusieurs affirment qu'à l'époque, voire encore à présent, les différences entre les dialectes de la côte Adriatique et de la région de la Krajina, au Nord-Est de la Croatie, sont plus différents l'un de l'autre que le serbe du croate (puisque à toute fin pratique, le Serbe reste le dialecte Štokavien, transcrit en alphabet cyrillique).

Les conséquences du fait que la communauté nationale soit devenue objet de conflit a été l'importance plus grande attachée à cette appartenance et la disparition du contact existant auparavant entre les différentes communautés nationales.

Chez les réfugiés, le lieu d'attache peut laisser place à l'origine nationale comme constituant prévalant, au point que bien des Croates de Bosnie se sentent plus chez soi en Croatie qu'en Bosnie, dans la mesure où le sentiment d'appartenance mène à une fracture de plus en plus grande entre groupes nationaux au sein de la Bosnie-Herzégovine. Nous partageons cette perspective avec Stef Jansen, qui explique :

I have deployed this approach to analyze why a Bosnian Serbian man preferred to remain in the Serbian-controlled town where he had found shelter. Instead of returning to his pre-war place of residence, now in Bosniac-controlled territory, this displaced person wished to live with « his own people » in what to me was an « ethnically cleansed area », but to him « liberated national territory».³⁹⁴

³⁹²*Ib.*, p. 37.

³⁹³Brubaker, « *L'éclatement des peuples à la chute des Empires* », *op. cit.*, p. 5.

³⁹⁴Stef Jansen, « Troubled locations : Return, the life course, and transformations of 'home' in Bosnia-Herzegovina », *Focaal, European Journal of Anthropology*, vol. 49, 2007, p. 17.

Cela explique qu'une partie non négligeable des réfugiés aient choisi de ne pas rentrer chez eux, se sentant plus acceptés au milieu de personnes du même groupe national, même si elles ne viennent pas du même lieu. Dans cette perspective, les réfugiés à l'étranger peuvent aussi rentrer en Bosnie-Herzégovine, sans pour autant revenir dans leur foyer d'origine, préférant vivre parmi « les leurs » que dans celui-ci s'il est à présent habité par un autre groupe national. La communauté nationale prime sur la communauté formée dans une ville ou un village.

Les relations sociales prennent après le conflit une forme homogénéisée par la nationalité. De fait, une autre fracture dans les face-à-face a trait aux relations entre communautés nationales. Les bouleversements démographiques dus aux déplacements internes impliquent une perte d'intimité vis-à-vis des autres groupes nationaux. L'homogénéisation des régions a pour conséquence une distance face à ceux qui auparavant pouvaient être des voisins, des amis, des collègues de travail.

Dans la Bosnie-Herzégovine d'avant 1992, bien des villages entièrement habités par des groupes nationaux différents se trouvaient à quelques centaines de mètres les uns des autres, de même que les quartiers, séparés par une barrière invisible, formaient malgré tout une ville que chacun pouvait traverser d'un bout à l'autre sans inquiétude et dont tout un chacun bénéficiait des mêmes services publics, allait au même marché, etc. C'était d'autant plus le cas à Sarajevo, où les mariages mixtes étaient proportionnellement les plus nombreux de toute la Yougoslavie³⁹⁵. Durant la guerre, des villages et des villes entières ont été nettoyés de leur population, puis repeuplés dans une perspective de colonisation typique du nettoyage ethnique³⁹⁶, jusqu'à redessiner la carte démographique de la Bosnie³⁹⁷. On ne se côtoie plus entre communauté nationale. Dès lors, il peut bien rester des souvenirs de bon voisinage, de collégialité, mais les années de guerre, les souffrances et la propagande nationaliste d'un camp comme de l'autre ont noyé ces souvenirs dans une typologie nationaliste distinguant «

³⁹⁵Emmanuelle Chaveneau-Lebrun, « Les personnes déplacées de Sarajevo, Hypothèques sur un retour », *Géographie et cultures*, vol. 38, 2001, p. 111.

³⁹⁶Rosière, p. 4-5.

³⁹⁷Voir les cartes dans Robin-Hunter, *op. cit.*, p. 36 et 39.

les Serbes », « les Croates » ou « les Bosniaques ». Même là où deux communautés nationales coexistent en Bosnie-Herzégovine ou en Republika Srpska, les écoles sont ségréguées, soit qu'il y ait deux bâtiments ou deux cursus sous le même toit, soit que les enfants du groupe minoritaire se déplacent en bus jusque de l'autre côté de la frontière³⁹⁸. D'autre part, la discrimination règne pour les membres du groupe minoritaire qui ne se voient pas offrir d'emplois, dans un contexte de chômage très élevé où les contacts font l'embauche.

Le fait que la nationalité soit devenue un marqueur d'appartenance important se constate au fil des recensements. Le nombre de personnes se déclarant yougoslaves est un bon moyen de le vérifier. La catégorie des Yougoslaves, tout d'abord autorisée afin de comptabiliser les enfants issus de couples mixtes, est en quelque sorte une catégorie hors des « nations » et « nationalités » institutionnalisées par le gouvernement yougoslave. Elle menace à long terme les catégories nationales et reflète une tendance à l'unification³⁹⁹. Or, elle a connu tout d'abord une augmentation. Les mariages mixtes entre Serbes, Croates et Musulmans étaient communs dans les centres urbains du pays et 5.4% de la population s'était décrite comme yougoslave plutôt que serbe, croate ou autre lors du recensement de 1981⁴⁰⁰. Mais avec l'apparition des tensions entre Républiques et entre nations, il s'est mis à décroître⁴⁰¹. En Croatie, de 1981 à 1991, les Yougoslaves passent de 8.2 à 2.2 %. La nationalité devient un idiome culturel incontournable.

La Yougoslavie titiste possède un régime d'appropriation en propre, du fait de sa situation particulière d'État multi-national, socialiste mais non membre de l'URSS, dans le contexte de la Guerre froide, ainsi que de sa situation historique complexe que nous avons esquissée précédemment. La particularité de ce régime peut être résumée en deux caractéristiques principales. Premièrement, l'appropriation économique y est impossible à titre individuel

³⁹⁸Gordana Božić, « Reeducating the Hearts of Bosnian Students : An Essay on Some Aspects of Education in Bosnia and Herzegovina », *East European Politics and Societies*, vol. 20, no 2, 2006, p. 319-342.

³⁹⁹Gossiaux, p. 59.

⁴⁰⁰Roshwald, p. 127.

⁴⁰¹Gossiaux, *loc. cit.*

jusqu'aux années 1970 ; par contre, elle peut se réaliser à titre collectif (le plus souvent nationaliste), par le biais des entités politiques. Deuxièmement, le régime yougoslave permet l'appropriation d'un pouvoir politique et d'un capital culturel menant à la formation d'élites politiques (nommées par les étudiants de Belgrade d'abord, puis kosovars la « bourgeoisie rouge »⁴⁰²) et intellectuelles. Ainsi, les contradictions qui se forment à l'intérieur de la société yougoslave opposent à la fois les diverses élites entre elles pour le pouvoir et des communautés imaginées autour d'enjeux socio-économiques. Les nombreux remaniements constitutionnels montrent la renégociation constante de ces relations sociales d'appropriation, qui est non seulement le fruit d'une instrumentalisation de la part des élites, mais aussi issue de luttes populaires pour la redistribution des ressources et la reconnaissance d'un certain nombre de droits.

La Yougoslavie portait-elle en elle les germes de sa destruction ? Iseni, reprenant la thèse de Michel Roux, pense que oui⁴⁰³. Cette perspective qui se veut critique des « théories du gel » tombe d'une autre manière dans un certain téléologisme. Nous pensons pour notre part qu'il serait présomptueux de prétendre que seul le « pédigrée » de la Yougoslavie explique sa disparition ; il faudrait aussi en tenir responsables le contexte international et des tensions intérieures qui auraient pu être négociées différemment. Autrement dit, il faudrait laisser une part de la capacité explicatif à l'événementiel et au contingent.

⁴⁰² Iseni, p. 336.

⁴⁰³ *Id.*, p. 350.

CONCLUSION

L'histoire des Balkans dans les deux derniers siècles relate la montée de l'hégémonie de la catégorie nation jusqu'à son apogée lors des conflits d'ex-Yougoslavie. Cette catégorie s'est imposée au cours de luttes définitionnelles tout d'abord contre d'autres types de catégories et dans un second temps entre différentes visions de ce que devait recouvrir la notion de nation. Son imposition n'a donc pas été linéaire et progressive. Nous avons vu que la constitution des catégories dans les institutions mais aussi dans l'utilisation qui en est faite par le sens commun participe à la transformation des régimes d'appropriation en redéfinissant les clôtures sociales.

Les communautés imaginées nationales se sont instituées à partir d'autres types de communauté qui préexistaient et principalement des communautés religieuses. Les clergés orthodoxes grec et serbe ont connu une crise d'appropriation du fait de la modernisation de l'Empire ottoman et ils ont tâché de développer le plus d'autonomie possible. Mais la majorité paysanne ignorait son inclusion dans le projet d'une communauté nationale, puisque cette dernière était issue de conflits entre élites locales et impériales.

En parallèle avec la constitution d'une nationalité référant aux religions auto-céphales, une autre conception a émergé autour d'un conflit pour l'appropriation en Autriche-Hongrie cette fois. Dans ce cas, le conflit s'est joué entre la noblesse autrichienne et la noblesse et la bourgeoisie qui y était inféodée. Une distinction vit le jour entre les nations dites historiques et les nations non-historiques ; ces catégories ont été clairement utilisées à des fins de légitimation du pouvoir en place. Dès lors, les nations non historiques ont tâché de solidifier l'histoire de leurs origines souvent en référant à un peuple déjà présent lorsque les envahisseurs sont arrivés. C'est le cas par exemple du recours au mythe illyrien ou au lien avec les populations slaves venues du Nord ; c'est le cas aussi du lien unissant le nationalisme moderne avec un royaume médiéval, comme chez certains nationalistes serbes

et croates. Si les noblesses qui ont réclamé une autonomie du fait de leur présence antérieure sur un territoire étaient déjà bien distinctes par leur langue et leur religion, elles ont revendiqué à partir du XIX^e siècle des pouvoirs sur la base nationalitaire.

L'autonomie hongroise a entraîné en retour une réclamation d'autonomie par une partie de la population distincte sur une base nationale de la noblesse ayant en premier lieu demandé son autonomie. L'autonomie est passée par l'obtention d'un Conseil, du droit de lever des taxes et d'exercer les professions de la fonction publique dans sa langue maternelle. Les classes sociales ayant ressenti le besoin de réclamer leur autonomie étaient celles pour lesquelles ces modifications avaient des implications, à savoir la petite noblesse et la grande bourgeoisie.

Les élites locales se sont alliées lors des guerres balkaniques, ce qui a mené à la création d'États se réclamant d'une nation. Mais dans le contexte impérialiste de la Première Guerre mondiale, le nationalisme serbe a pris le dessus dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes par l'usage de la force et par le favoritisme institué envers la population serbe. La contrepartie a été la construction chez les populations discriminées d'une conscience nationale et de classe, et ce y compris parmi les classes dominées qui jusqu'alors ne s'identifiaient pas à partir de ces catégories. L'expression du conflit durant la Deuxième Guerre mondiale est passée par ces deux catégories. C'est d'une négociation de ces deux conceptions de la communauté qu'est née la deuxième Yougoslavie. Celle-ci a tenu compte de la capacité d'auto-détermination des peuples dans la constitution de sa structure fédérale.

Après une période de calme relatif, les inégalités sociales ont remis la question nationale à l'avant-scène politique yougoslave. La structure fédérale a impliqué que les inégalités soient posées entre républiques et à l'intérieur des républiques et provinces, entre nationalités autour desquelles s'était constitué une distinction de classes.

La crise nationaliste de la fin de la Yougoslavie a redéfini à nouveau la clôture sociale en la restreignant, par le moyen d'une homogénéisation sociale violente. Une fois encore, les catégories nationales ont été un fondement constitutionnel des nouveaux États, mais de plus,

elles ont constitué un idiome culturel à présent incontournable, suite aux violences perpétrées au nom de la nationalité.

Notre mémoire a permis de concevoir les nationalismes des Balkans dans leur complexité. Nous les avons vus passer ainsi par des phases de nationalisme exacerbé et d'autre de nationalisme « banal ». Nous les avons aussi vus changer, selon l'époque et la situation, du rôle de nationalisme de minorité nationale à celui de nationalisme nationalisant (*nationalizing*). Cette dynamique entre plusieurs types de nationalismes a d'ailleurs été constitutive des catégories nationalistes et des mouvements nationalistes : une réaction en chaîne a produit l'élargissement du sentiment d'appartenir à une communauté nationale aux classes dominées. À présent, après avoir redéfini les clôtures sociales au profit des élites locales, les catégories nationales sont la référence douloureuse à un passé récent qui a reconfiguré la région en homogénéisant le territoire, mais aussi le sentiment d'appartenance. Nous pouvons présumer qu'une décennie ou deux après la création des nouveaux États-nation d'ex-Yougoslavie, le nationalisme va prendre une forme beaucoup plus banale, au sens où Billig l'entend, mais va rester ancré dans les multiples formes institutionnelles qui le configurent.

Le nationalisme reste un thème fort important pour la recherche en science sociale et les recherches contemporaines dans ce champ y apportent un éclairage nouveau. En effet, il continue de susciter des conflits aux implications concrètes et dramatiques pour bien des populations, au nombre desquelles nous pouvons citer les populations de la région du Caucase et du Nord-Ouest de la Chine. Il serait d'ailleurs intéressant d'étudier dans les cas Ouïgour, Tchétchène ou de l'Ossétie le lien pouvant être tiré entre les relations d'appropriation et la constitution des catégories nationalistes.

BIBLIOGRAPHIE

- Aksan, Virginia H. 2009. «Ottoman Military and Social Transformations, 1826-28 : Engagement and Resistance in a Moment of Global Imperialism». In *Empires and Autonomy, Moments in the History of Globalization*, Stephen M. Streeter, John C. Weaver et William D. Coleman, p. 61-78. Vancouver: UBC Press.
- Anderson, Benedict R. O'G. 2006. *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Londres et New York: Verso.
- Armour, Ian D. 2006. *A History of Eastern Europe 1740-1918*. New York et Londres: Hodder Education.
- Balibar, Étienne, et Immanuel Wallerstein. 2007. *Races, nations, classes. Les identités ambiguës*. Soliman Lotfallah, La Découverte. Paris: La Découverte.
- Ballinger, Pamela. 2009. «Cleansed of Experience? Genocide, Ethnic Cleansing, and the Challenges of Anthropological Representation». In *Genocide. Truth, Memory, and Representation*, Alexander Laban Hinton et Kevin Lewis O'Neill. Durham et Londres: Duke University Press.
- Banac, Ivo. 1984. *The National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics*. Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- . 1995. «Nationalism in Southeastern Europe». In *Nationalism and Nationalities in the New Europe*, Charles A. Kupchan, p. 107-121. New-York: Cornell University Press.
- Bayly, Christopher A. 2007 [2004]. «Nation, Empire, ethnicité, des environs de 1860 à 1900». In *La naissance du monde moderne*, p. 327-400. Paris: Les Éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières.
- Beldiceanu, Nicoară. 1989. «L'organisation de l'Empire ottoman». In *Histoire de l'Empire ottoman*, Robert Mantran, p. 137-138. Paris: Fayard.
- Bideleux, Robert, et Ian Jeffries. 2006. *The Balkans : a Post-Communist History*, 1st. New York: Routledge. En ligne. <<http://www.loc.gov/catdir/toc/ecip0611/2006011073.html>
<http://www.loc.gov/catdir/enhancements/fy0654/2006011073-d.html> >.
- Billig, Michael. 1995. *Banal Nationalism*. Londres et Thousand Oaks (Calif.): Sage.
- Biondich, Mark. 2008. *Stjepan Radic, the Croat Peasant Party, and the politics of mass mobilization, 1904-1928* Toronto: Toronto University Press.

- Bourdieu, Pierre. 1980. «L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 35, p. 63-72.
- Bozić, Gordana. 2006. «Reeducating the Hearts of Bosnian Students : An Essay on Some Aspects of Education in Bosnia and Herzegovina». *East European Politics and Societies*, vol. 20, no 2, p. 319-342.
- Brossard, Yves, et Jonathan Vidal. 2001. *L'éclatement de la Yougoslavie de Tito*. Saint-Nicolas (Qué.): Les Presses de l'Université Laval.
- Brubaker, Rogers. 1996. *Nationalism Reframed : Nationhood and the National Question in the New Europe*. New York: Cambridge University Press.
- , 1997. «La nationalité comme clôture sociale». In *Citoyenneté et nationalité en France et en Allemagne*, p. 45-63 (320). Paris: Belin.
- , 2004. *Ethnicity without Groups*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- , 2004. «In the Name of the Nation: Reflections on Nationalism and Patriotism». *Citizenship Studies*, vol. 8, no 2, p. 115-127.
- , 2006. *Nationalist Politics and Everyday Ethnicity in a Transylvanian Town*. Princeton: Princeton University Press. En ligne.
<<http://www.loc.gov/catdir/toc/ecip0613/2006014077.html>>.
- Campbell, David. 1998. *National Deconstruction : Violence, Identity, and Justice in Bosnia*. Minneapolis et Londres: University of Minnesota Press.
- Chaveneau-Lebrun, Emmanuelle. 2001. «Les personnes déplacées de Sarajevo, Hypothèses sur un retour». *Géographie et cultures*, vol. 38, p. 103-124.
- CENTRE SERBE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE. 2010. «Serbie : la grogne des " non reconnus " yougoslaves». *Le Courrier des Balkans*. En ligne.
<<http://balkans.courriers.info/article14924.html>>. Consulté le 13 avril 2010.
- Denich, Bette. 1994. «Dismembering Yugoslavia: Nationalist Ideologies and the Symbolic Revival of Genocide». *American Ethnologist*, vol. 21, no 2, p. 367-390.
- Dérens, Jean-Arnault , et Laurent Geslin. 2007. *Comprendre les Balkans: histoires, sociétés, perspectives*. Paris: Non lieu.
- Dufour, Frédéric Guillaume. 2004. «Beyond Modernity: Social Relations and the Emergence of Capitalism and Nationalism». *Cahiers d'épistémologie*, vol. 7, no 319, p. 1-57.

- (2007). Sociologie historique internationale du nationalisme. Notes de recherches. Montréal, Chaire Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie
- 2008. «Les débats sur la transition au capitalisme: une défense de l'approche qualitative». *Cahiers de recherche sociologique*, no 45, p. 73-91.
- Dufour, Frédérick Guillaume, et Thierry Lapointe. 2007. «La sociologie historique néowébérienne : l'effritement de la distinction entre la politique comparée et l'étude des relations internationales». In *Théories des relations internationales, Contestations et résistances*, Macleod et Dan O'Meara, p. 305-327. Montréal: Athéna.
- Dufour, Frédérick Guillaume, et Sébastien Rioux. 2008. «La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété». *Actuel Marx*, no 43, p. 110-139.
- Evans, Peter B., Dietrich Rüchemeyer, Theda Skocpol, Social Science Research Council (É.-U.). Committee on States and Social Structures., Joint Committee on Latin American Studies. et Joint Committee on Western Europe. 1999 [1985]. *Bringing the State Back In*. Cambridge (Cambridgeshire) et New York: Cambridge University Press.
- Eyal, Gil, Ivan Szelenyi et Eleanor Townsley. 1998. *Making Capitalism Without Capitalists. The New Ruling Elites in Eastern Europe*. Londres et New-York: Verso.
- Fenton, Steve. 2004. «Beyond Ethnicity: The Global Comparative Analysis of Ethnic Conflict». *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 45, no 3-4, p. 179-194.
- Féron, Bernard. 1993. *Yougoslavie, Origines d'un conflit*. Paris: Le Monde-Éditions.
- Gagnon, Valère Philip Jr. 2004. *The Myth of Ethnic War : Serbia and Croatia in the 1990s*. Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- Gellner, Ernest. 1981. «Nationalism». *Theory and Society*, vol. 10, no 6, p. 753-776. En ligne. <<http://www.jstor.org/stable/657332>>.
- 1989. *Nations et nationalisme*. Paris: Payot.
- Goody, Jack. 2001. «How Ethnic is Ethnic Cleansing ? ». *New Left Review*, vol. 7, janvier-février 2001, p. 5-15.
- Gordy, Eric D. 1999. *The Culture of Power in Serbia*. University Park (Penn.): The Pennsylvania State University Press.
- Gossiaux, Jean-François. 1993. «La question nationale. Recensements et conflits ethniques dans les Balkans». *La Pensée*, vol. 296, p. 23-31.

- , 2002. «La fin des Yougoslaves ou l'ethnicité toujours recommencée». *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, no 1, p. 53-68. In *Érudit*. En ligne. <<http://id.erudit.org/iderudit/000702ar>>.
- Grmek, Mirko Drazen, Marc Gjidara et Neven Simac. 1993. *Le Nettoyage ethnique : documents historiques sur une idéologie serbe*. Paris: Fayard.
- Guezennec, Georges. 1991. *La Yougoslavie autogestionnaire. Bilan critique d'une époque prestigieuse*. Paris: Créer.
- Habermas, Jürgen. 2000 [1998]. *Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique*. Rainer Rochlitz. Paris: Fayard.
- Hardt, Michael, et Antonio Negri. 2000. *Empire*. Denis-Armand Canal. Paris: Exils.
- Hayden, Robert M. nov. 1996. «Imagined Communities and Real Victims: Self-Determination and Ethnic Cleansing in Yugoslavia». *American Ethnologist*, vol. 23, no 4, p. 783-801.
- Hobsbawm, Eric. 1992 [1990]. *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*. Dominique Peters. Paris: Gallimard.
- Hobson, John M. 1998. «Debate: The 'Second Wave' of Weberian Historical Sociology. The Historical Sociology of the State and the State of Historical Sociology in International Relations». *Review of International Political Economy*, vol. 5, no 2, p. 284-320.
- Hoffmann, Clemens. 2008. «The Balkanization of Ottoman Rule, Premodern Origins of the Modern International System in Southeastern Europe». *Cooperation and Conflict*, vol. 43, no 4, p. 373-396.
- Hroch, Miroslav. 1996. «Nationalism and National Movements: Comparing the Past and the Present of Central and Eastern Europe». *Nations and Nationalism*, vol. 2, no 1, p. 35-44.
- Iseni, Bashkim. 2008. *La question nationale en Europe du Sud-est. Genèse, émergence et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*. Berne: Peter Lang.
- Jansen, Stef. 2007. «Troubled locations : Return, the life course, and transformations of 'home' in Bosnia-Herzegovina». *Focaal, European Journal of Anthropology*, vol. 49, p. 15-30.
- Johnstone, Diana. 2006. *La Croisade des fous. Yougoslavie, première guerre de la mondialisation*. Pantin: Le Temps des Cerises.

- Jonsson, Stefan. 2000. «The Most Progressive State. Empire, Nation, and Culture». In *Subject Without Nation. Robert Musil and the History of Modern Identity*, p. 217-262. Durham et Londres: Duke University Press.
- Kaiser, Robert J. 1990. «The Equalization Dilemma in Yougoslavia». *Geoforum*, vol. 21, no 2, p. 261-276.
- Kann, Robert A. 1977. *The Multi-national Empire*, 2 t. New York: Octagon Book.
- Kullashi, Muhamedin. 2005. «L'affrontement des identités». In *Effacer l'autre. Identités culturelles et identités politiques dans les Balkans*, L'Harmattan, p. 247. Paris.
- Kupchan, Charles A. 1995. «Nationalism Resurgent». In *Nationalism and Nationalities in the New Europe*, p. 1-14. New York: Cornell University Press.
- Lasserre, Georges. 1964. *L'entreprise socialiste en Yougoslavie*. Paris: Les Éditions de Minuit.
- Mamdani, Mahmood. 2001. *When Victims Become Killers : Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*. Princeton (N.J.): Princeton University Press.
- Mann, Michael. 2005. *The Dark Side of Democracy : Explaining Ethnic Cleansing*. New York: Cambridge University Press.
- Mantran, Robert. 1989. *Histoire de l'Empire ottoman*. Paris: Fayard.
- Nairn, Tom. 1977. *The Break-up of Britain*. Londres: New Left Book.
- O Thuathail, Gearoid, et Carl Dahlman. 2005. «The legacy of ethnic cleansing: The international community and the returns process in post-Dayton Bosnia-Herzegovina». *Political Geography*, vol. 24, p. 569-599.
- Obradovic, Marija. 1998. «Le parti au pouvoir : idéologie et technique de la domination». In *Radiographie d'un nationalisme, les racines serbes du conflit yougoslave*, Nebojsa Popov, p. 269-298. Paris: Les éditions de l'atelier.
- Özkirimli, Umut. 2000. *Theories of Nationalism. A Critical Introduction*. New York: Palgrave.
- Popov, Nebojsa. 1998. *Radiographie d'un nationalisme, les racines serbes du conflit yougoslave*. Paris: Les Éditions de l'Atelier.
- Presse, Agence France. 1993. «Les Serbes frappent à l'Ouest». *Le Devoir* (Montréal).

- Radic, Radmila. 1998. «L'Église et la question serbe». In *Radiographie d'un nationalisme, les racines serbes du conflit yougoslave*, Nebojsa Popov, p. 137-178. Paris: Les éditions de l'atelier.
- Ramet, Sabrina P. 1992 [1984]. *Nationalism and Federalism in Yugoslavia 1962-1991*, Second Edition. Indianapolis: Indiana University Press.
- , 2005. *Thinking about Yugoslavia: Scholarly Debates about the Yugoslav Breakup and the Wars in Bosnia and Kosovo* Trad. de: English; Cambridge University Press. En ligne. <<http://lib.myilibrary.com?ID=43164>>.
- Robin-Hunter, Florence. 2005. «Le nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine : buts atteints ?». *Revue géographique de l'Est*, vol. 45, no 1, p. 35-43.
- Rosenberg, Justin. 2006. «Why is There No International Historical Sociology?». *European Journal of International Relations*, vol. 12, no 3, p. 307-340.
- Roshwald, Aviel. 2006. *The Endurance of Nationalism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rosière, Stéphane. 2006. *Le nettoyage ethnique. Terreur et peuplement*. Paris: Ellipses.
- Samary, Catherine. 1988. *Le marché contre l'autogestion : l'expérience yougoslave*. Paris Montreuil: Publisud ; La Brèche.
- , 1994. *La déchirure yougoslave : questions pour l'Europe*. Coll. «Conjonctures politiques ; cahier no 4». Paris: L'Harmattan.
- Skocpol, Theda. 1984. *Vision and Method in Historical Sociology*. Cambridge (Cambridgeshire) et New York: Cambridge University Press.
- , 1985. *États et révolutions sociales : la révolution en France, en Russie et en Chine*. Coll. «Espace du politique». Paris: Fayard.
- , 1999 [1985]. «Bringing the State Back In: Strategies of Analysis in Current Research». In *Bringing the State Back In*, p. 3-37. Cambridge (Cambridgeshire): Cambridge University Press.
- Smith, Anthony D. 1998. *Nationalism and Modernism: A Critical Survey of Recent Theories of Nations and Nationalism*. Londres: Routledge 270 p.
- Snyder, Jack. 2000. *From Voting to Violence: Democratization and Nationalist Conflict*. New York: W.W. Norton and Company.
- Teschke, Benno. 2003. *The Myth of 1648 : Class, Geopolitics, and the Making of Modern International Relations*. Londres et New York: Verso.

- , 2005. «Bourgeois Revolution, State Formation and the Absence of the International». *Historical Materialism*, vol. 13, no 2, p. 3-26.
- , 2006. «Debating 'The Myth of 1648' : State Formation, the Interstate System and the Emergence of Capitalism in Europe – A Rejoinder ». *International Politics*, no 43, p. 531-573.
- Thompson, Eric P. 1978. «Eighteenth-Century English Society: Class Struggle without Class?». *Social History*, vol. 3, no 2, p. 133-165.
- Tilly, Charles. 1992. *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe : 990-1990*. Paris: Aubier.
- , 1993. «Consolidation, nationalisme et révolution». In *Les révolutions européennes 1492-1992*, Charles Tilly, p. 86-91. Paris: Éditions le Seuil.
- , 1993. «VII. Les révolutions d'hier, d'aujourd'hui et de demain». In *Les révolutions européennes 1492-1992*, Charles Tilly, p. 361-382 (403 p.). Paris: Éditions du Seuil.
- , 1999 [1985]. «War Making and State Making as Organized Crime». In *Bringing the State Back In*, p. 169-191. Cambridge (Cambridgeshire): Cambridge University Press.
- Ugresic, Dubravka. 1996. «The Confiscation of Memory». *New Left Review*, vol. 218, no 1, p. 26-39. In *CSA Worldwide Political Science Abstracts*.
- , 1998. *The Culture of Lies*. University Park (Penn.): The Pennsylvania State University Press.
- Weber, Max. 1971. *Économie et société*, 2 t. Paris: Plon.
- Williams, Raymond. 2009. *Culture et matérialisme*. Montréal: Lux Éditeur.
- Wood, Ellen M. 1991. *The Pristine Culture of Capitalism*. Londres: Verso.
- , 1997. «Modernity, Postmodernity or Capitalism?». *Review of International Political Economy*, vol. 4, no 3, p. 539–560.
- , 2002. *The Origins of Capitalism. A longer View*. New York: Monthly Press Review
- , 2005 [2003]. *Empire of Capital*. New York: Verso.
- Woodward, Susan L. 1995. *Balkan Tragedy : Chaos and Dissolution after the Cold War*. Washington: The brookings institution.

-----, 1995. *Socialist Unemployment. The Political Economy of Yugoslavia 1945-1990*. Princeton (N. J.): Princeton University Press.

Žižek, Slavoj, mars-avril 1999. «Against the Double Blackmail». *New Left Review*, vol. 234, no 1, p. 76-82.

APPENDICE A

CARTE DE L'EUROPE DE L'EST EN 1815



4 Eastern Europe as of 1815. Source: (pp. 414-15) *Eastern Europe 1815; A History of the Modern World*, 3rd edn, by R. R. Palmer and Joel Colton (Alfred A. Knopf, 1965)

Source : Armour, *op. cit.*, p. 106.

APPENDICE B

CARTE DES BALKANS 1878-1913



7 The Ottoman Empire and the Balkans 1878-1913, showing territory gained by other nationalities in 1912-13. Redrawn from *The Balkans in 1913* (p. 300), *The Eastern Question*, by M. S. Anderson, Macmillan (1966)

Source : Armour, *op. cit.*, p. 214.

APPENDICE C

CARTE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE SOCIALISTE DE YUGOSLAVIE



Source : http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/Yougcarte_2.htm